

# Étude des crédits 2023-2024 Culture et Communications

Réponses aux demandes de renseignements généraux

G01	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :</p> <p>a) les endroits et dates de départ et de retour ;</p> <p>b) la copie des programmes et rapports de mission ;</p> <p>c) les personnes rencontrées ;</p> <p>d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;</p> <p>e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;</p> <p>f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;</p> <p>g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;</p> <p>h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les détails de ces ententes;</li> <li>• les résultats obtenus à ce jour;</li> </ul> <p>i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.</p> <p>j) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;</p> <p>k) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.</p> <p>l) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.</p>
G02	<p>Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :</p> <p>a) les raisons du déplacement;</p> <p>b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;</p> <p>c) les coûts ventilés;</p> <p>d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc..</p> <p>e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.</p>
G03	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <p>a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024;</p> <p>b) les noms des firmes de publicité retenues;</p> <p>c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;</p> <p>e) le but visé par chaque dépense;</p> <p>f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;</p> <p>g) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.</p>
G04	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but visé par chaque dépense;</p> <p>c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.</p> <p>d) si l'événement s'est tenu virtuellement;</p> <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <p>e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;</p> <p>f) le but visé par chaque dépense;</p> <p>g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.</p> <p>h) si l'événement s'est tenu virtuellement;</p> <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <p>i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;</p> <p>j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;</p> <p>k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;</p> <p>m) le but visé par chaque dépense;</p> <p>n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.</p> <p>o) si l'événement s'est tenu virtuellement.</p>
G05	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ;</p> <p>b) le but recherché par chaque dépense ;</p> <p>c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</p> <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <p>d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 ;</p> <p>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;</p> <p>f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;</p> <p>g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu ;</p> <p>h) le but visé par chaque dépense ;</p> <p>i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</p>

G06	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme;  b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);  c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);  d) la date d'octroi du contrat;  e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;  f) l'échéancier;  g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p> <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>
G07	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) la liste des soumissions et le montant de chacune;  b) la grille d'évaluation des soumissions;  c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;  d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;  e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.</p>
G08	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :</p> <p>a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;  b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ;  c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ;  d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ;  e) une description de son mandat ;  f) la date de début de son contrat ;  g) la date prévue de fin de son contrat ;  h) sa rémunération annuelle.</p>
G09	<p>Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <p>a) le nom du projet ;  b) la nature du projet ;  c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;  d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;  e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;  f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;  g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;  h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;  i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;  j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;  k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.  l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.  m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.</p>
G10 Nouvelle	<p>Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :</p> <p>a) les coûts estimés par année ;  b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;  c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;  d) la liste des fournisseurs;  e) une copie du plan de déploiement.</p>
G11	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :</p> <p>a) la photocopie;  b) le mobilier de bureau;  c) l'ameublement;  d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;  e) le distributeur d'eau de source;  f) le remboursement des frais de transport;  g) le remboursement des frais d'hébergement;  h) le remboursement des frais de repas;  i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;  j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :  I. a) au Québec;  II. b) à l'extérieur du Québec.</p>

G12	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <p>a) le coût des contrats téléphoniques;  b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;  c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;  d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;  e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);  f) le coût d'acquisition des appareils;  g) le coût d'utilisation des appareils;  h) les noms des fournisseurs;  i) les ordinateurs portables;  j) les iPad ou autre type de tablette électronique.  g) le nombre de minutes utilisées;</p>
G13a	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
G13b	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
G13c	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
G13d	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
G13e	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
G13f	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
G13g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
G13h	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
G13i	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
G13j	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
G13k	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
G13l	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
G13m	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
G13n	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
G13o	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
G13p	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
G13q	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
G14a	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
G14b	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

G14c	<p>Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>
G15	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <p>a) l'emplacement de la location;  b) la superficie totale pour chaque local loué;  c) le coût total de ladite location;  d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;  e) la durée du bail;  f) propriétaire de l'espace loué;  g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.  h) la superficie totale réellement occupée;  i) la superficie inoccupée;  j) le coût de location au mètre carré;  k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;  k) <u>s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse:</u></p>
G16	<p>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :</p> <p>a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;  b) La valeur estimée de ceux-ci;  c) Les coûts d'entretien annuel;  d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.</p>
G17	<p>Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <p>a) les dates des travaux;  b) les coûts;  c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</p>
G18	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :</p> <p>a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;  b) le titre de la fonction;  c) l'adresse du port d'attache;  d) la masse salariale totale par cabinet;  e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;  f) la prime de départ versée, le cas échéant;  g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;  h) la description de tâches;  i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;  j) le nombre total d'employés au cabinet;  k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;  l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.  f) <u>le montant total et la ventilation des primes ou bonis recus:</u></p>
G19	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;  b) la circonscription électorale;  c) le montant attribué;  d) <u>le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.</u></p>
G20	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <p>a) le nom de la personne;  b) le poste occupé;  c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;  d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;  e) la date de l'assignation hors structure;  f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;  g) <u>les prévisions pour 2023-2024.</u></p>
G21	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <p>a) le poste initial;  b) le salaire;  c) le poste actuel, s'il y a lieu;  d) la date de la mise en disponibilité;  e) <u>les prévisions pour 2023-2024.</u></p>
G22	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <p>a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);  b) par catégorie d'âge;  c) <u>prévisions pour 2023-2024.</u></p>
G23	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <p>a) le nom de la personne;  b) le poste occupé et le nom de l'organisme;  c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;  d) l'assignation initiale;  e) l'assignation actuelle;  f) la date de l'assignation hors structure;  g) <u>la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).</u></p>

G24	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :</p> <p>a) le coût de chacun;  b) le fournisseur;  c) la nature du service.  d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.</p> <p>Ventiler le montant total par catégorie.</p>
G25	<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>
G26	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <p>a) le nom du site Web;  b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;  c) les coûts de construction du site;  d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;  e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);  f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);  g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.  h) la fréquence moyenne de mise à jour;  i) le responsable du contenu sur le site;  j) les noms de domaines réservés;</p>
G27	<p>Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :</p> <p>a) les régions et les villes visitées;  b) les personnes et organismes rencontrés;  c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;  d) les raisons du déplacement;  e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;  f) les coûts ventilés;  g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.</p>
G28	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :</p> <p>a) le détail des mandats;  a) le coût (déplacements, etc.);  c) le nombre de ressources affectées;  d) le nombre de rencontres;  e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.  f) l'objet;  g) les dates.</p>
G29	<p>Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.</p>
G30	<p>Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.</p>
G31	<p>L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.</p>
G32	<p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024. pour 2022-2023 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2023 pour 2023-2024.</p>
G33	<p>Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>
G34	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.</p>
G35	<p>Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.</p>
G36	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.</p>
G37	<p>Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.</p>
G38	<p>La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.</p>
G39	<p>Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.</p>

G40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
G41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
G42	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
G43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les questions posées ; d) Les réponses ; e) La firme retenue ; f) Les coûts.
G44	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
G45	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
G46	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023; b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.
G47 Nouvele	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;
G48	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable; Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.
G49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022; Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.
G50	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse; Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
G51	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023; d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
G52	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
G53	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
G54 Nouvelle	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie : a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour.
G55 Nouvelle	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation : a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour.

G56	<p>Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.</p> <p>a) Nombre de stagiaires reçus;  b) Heures de stages effectuées;  c) Rémunération totale déboursée.</p>
G57 Nouvelle	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans
G58 Nouvelle	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.
G59	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.
G60	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.
G61	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
G62	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
G63	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.
G64	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
G65	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
G66	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <p>a) le nombre d'autorisations;  b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;  c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;  d) le montant accordé;  e) les motifs de la demande;</p>
G67	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 :</p> <p>a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;  b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);  c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;  d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.</p>
G68	<p>Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;  b) fournir la liste des salaires versés.</p>
G69	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
G70	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec.
G71	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Politique culturelle du Québec

**Étude des crédits 2023-2024**  
**Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif**

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024 ; b) les noms des firmes de publicité retenues ; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PO-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-15m PO-16f	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Répondue par la réponse à la question 13i
NR4	PQ-17c	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 14a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 16
NR6	PLQ-22 PO-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 17
NR7	PLQ-28 PO-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2023-2024.	Répondue par la réponse à la question 13o
NR8	PLQ-29 PO-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par mission.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR9	PLQ-34 PO-31	Nominations, pour 2022-2023, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR10	PLQ-52	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par la réponse à la question 37
NR11	PLQ-70	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'Internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR12	PLQ-71	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6
NR13	PLQ-72	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	QS-1	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR15	QS-2	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Répondue par la réponse à la question 13q
NR16	QS-9	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	QS-13	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 53
NR18	QS-16	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 15
NR19	QS-25	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 38
NR20	QS-26	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR21	PO-11	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR22	PLQ-49a	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR23	PLQ-49b PO-53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR24	PLQ-49c	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR25	PLQ-49d	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-50 PO-54	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR27	PLQ-64a	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR28	PLQ-64b	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR29	PLQ-64c	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : c) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR30	PLQ-64d	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : d) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable

**Étude des crédits 2023-2024**  
**Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif**

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR31	PLQ-64f	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR32	PLQ-64g	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Famille
NR33	PLQ-64i	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR34	PLQ-64j	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en économie numérique.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR35	PLQ-64k	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR36	PLQ-64m	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR37	PLQ-64n	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR38	PLQ-64o	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR39	PLQ-64p	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR40	PLQ-64q	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR41	PLQ-64r	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR42	PLQ-64s	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 «Faire plus, faire mieux».	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR43	PLQ-64t	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-64u	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR45	PLQ-64v	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR46	PLQ-64w	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR47	PLQ-64x	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR48	PLQ-64y	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-64z	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR50	PLQ-64aa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR51	PLQ-64bb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR52	PLQ-64cc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025.	Répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR53	PLQ-64dd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027.	Répondue par le ministère des l'Éducation
NR54	PLQ-64ee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR55	PLQ-64ff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR56	PLQ-64gg	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie.	Répondue par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
NR57	PLQ-64hh	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

**Étude des crédits 2023-2024**  
**Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif**

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR58	PLQ-64ii	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR59	PLQ-64jj	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR60	PLQ-64kk	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR61	PLQ-64ll	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR62	PLQ-64mm	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Politique culturelle du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR63	PLQ-64nn	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR64	PLQ-64pp	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR65	PLQ-64qq	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR66	PLQ-64rr	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR67	PLQ-64ss	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Stratégie d'aménagement durable des forêts.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR68	PLQ-64tt	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR69	PLQ-64uu	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023.	Répondue par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NR70	PLQ-64vv	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR71	PLQ-64ww	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR72	PLQ-64xx	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale de production de bois.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR73	PLQ-64yy	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR74	PLQ-64zz	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR75	PLQ-64aaa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR76	PLQ-64bbb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR77	PLQ-64ccc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR78	PLQ-64ddd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR79	PLQ-64eee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR80	PLQ-64fff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec"
NR81	QS-5	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes
NR82	QS-6	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR83	QS-7	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR84	QS-8	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique

**Étude des crédits 2023-2024**  
**Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif**

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR85	QS-17	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Répondue par le ministère de la Justice
NR86	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR87	PQ-45	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR88	PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR89	PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR90	PQ-52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR91	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR92	PLQ-15s	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : t) le nombre de griefs syndicaux reçus par direction;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PLQ-18	Estimation des besoins en superficie du ministère ou de l'organisme pour l'année financière en cours et pour les cinq prochaines années compte tenu de l'activité réalisée en télétravail.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR94	PLQ-38 PQ-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2022-2023 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR95	PLQ-54	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2022-2023 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR96	PLQ-56	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR97	PLQ-57	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR98	PLQ-61	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2022-2023.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR99	PLQ-63	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR100	PLQ-65	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR101	PLQ-66	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR102	PLQ-67	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR103	PLQ-68	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR104	QS-3	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR105	QS-18	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR106	QS-20	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR107	QS-23	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR108	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR109	PQ-55	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2022-2023, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34)†	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

#### Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage ;
- g) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- h) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

---

#### Réponse :

a), b), d) et e) Voir document joint

c), g), h) et i) Non pertinent pour l'étude des crédits.

f) l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels*.

**(art. 4 paragraphe 18)**

<https://www.mcc.gouv.qc.ca/>

**VOYAGES À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC  
DEPUIS LE 1<sup>er</sup> AVRIL 2022****AVRIL 2022**

Aucun voyage à l'extérieur du Québec du 1<sup>er</sup> au 30 avril 2022.

**MAI 2022**

DIRECTION	NOM	ENDROIT	DATE	COÛT	OBJET
Centre de conservation du Québec (CCQ)	Roberge, Sophie Bufe, Patricia Lavoie, Myriam	Hamilton, Canada	Du 2022-05-26 au 2022-05-28	2 674,67 \$ <sup>1</sup>	Présenter des projets de restauration et d'études techniques au 47 <sup>e</sup> congrès annuel de l'Association canadienne pour la conservation et la restauration des biens culturels.

**JUIN 2022**

Aucun voyage à l'extérieur du Québec du 1<sup>er</sup> au 30 juin 2022.

---

<sup>1</sup> Myriam Lavoie a reçu une bourse pour couvrir une partie des frais pour son déplacement.

**VOYAGES À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC  
DEPUIS LE 1<sup>er</sup> AVRIL 2022**

**JUILLET 2022**

DIRECTION	NOM	ENDROIT	DATE	COÛT	OBJET
Direction des politiques et de la prospective	Cloutier, Sébastien Rochette, Isabelle	St-John's, Terre-Neuve, Labrador, Canada	Du 2022-07-10 au 2022-07-14	4 201,93 \$	Assister à la réunion annuelle fédérale-provinciale-territoriale (FPT) des ministres et des sous-ministres, culture et patrimoine.

**AOÛT 2022**

Aucun voyage à l'extérieur du Québec du 1<sup>er</sup> au 31 août 2022.

**SEPTEMBRE 2022**

DIRECTION	NOM	ENDROIT	DATE	COÛT	OBJET
Bureau de la sous-ministre	Verge, Nathalie, Verge, sous-ministre	Mexico, Mexique	Du 2022-09-26 au 2022-10-01	3 517,53 \$	Participer à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelles et le développement durable MONDIACULT 2022 du 28 au 30 septembre
Direction des relations internationales et de l'exportation	Bernard, Joëlle			3 526,70 \$	

**VOYAGES À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC  
DEPUIS LE 1<sup>er</sup> AVRIL 2022**

**OCTOBRE 2022**

DIRECTION	NOM	ENDROIT	DATE	COÛT	OBJET
Centre de conservation du Québec (CCQ)	Benjamin, Rachel	Versailles, France	Du 2022-10-01 au 2022-10-11	0,00 \$ <sup>2</sup>	Assister à la formation permettant aux restaurateurs d'acquérir les connaissances théoriques et pratiques nécessaires pour intégrer les techniques de rentoilage traditionnel et mixte dans leurs méthodes de traitement.

**NOVEMBRE 2022**

DIRECTION	NOM	ENDROIT	DATE	COÛT	OBJET
Direction des politiques et de la prospective	Cloutier, Sébastien Rochette, Isabelle	Ottawa, Canada	Du 2022-11-07 au 2022-11-11	1 865,59 \$	Assister à la rencontre annuelle fédérale-provinciale-territoriale (FPT) en personne des directeurs responsables de la culture et du patrimoine.

<sup>2</sup> La formation de Rachel Benjamin, à Versailles, ainsi que les frais de déplacement s'y rattachant ont été entièrement pris en charge par la Fondation Getty, soit pour une valeur totalisant 398,30 \$.

**VOYAGES À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC  
DEPUIS LE 1<sup>er</sup> AVRIL 2022**

DIRECTION	NOM	ENDROIT	DATE	COÛT	OBJET
Direction du numérique, des médias et des communications	Liboiron, Christian	Paris, France	Du 2022-11-13 au 2022-11-24	1 200,00 \$ <sup>3</sup>	Assister aux séjours culture individualisés ou semi-individualisés permettant aux professionnels étrangers de bénéficier de conférences, de rencontres et de rendez-vous afin de leur fournir des connaissances et outils pertinents et utiles dans le cadre de leurs fonctions, pour la réalisation de leurs projets professionnels.
Direction des relations internationales et de l'exportation	Royer, Audrey-Anne	Mexico, Mexique	Du 2022-11-25 au 2022-12-03	3 559,90 \$	Coordonner la programmation des activités du Québec qui auront lieu dans le cadre de la Foire internationale du livre de Guadalajara (FIL).

**DÉCEMBRE 2022**

DIRECTION	NOM	ENDROIT	DATE	COÛT	OBJET
Direction des relations internationales et de l'exportation	Boudreault, Valérie	Paris, France	Du 2022-12-09 au 2022-12-18	4 509,50 \$	Participer à un événement de lancement de haut niveau organisé par L'UNESCO pour la décennie internationale des langues autochtones du 13 décembre 2022 au siège de l'UNESCO à Paris ainsi qu'aux événements culturels organisés par la Commission canadienne pour l'UNESCO en marge du lancement.

<sup>3</sup> Les frais du programme et de séjour, hébergement et repas compris et transport sur place pendant le séjour ont été assumés par le Ministère de la Culture de France.

**VOYAGES À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC  
DEPUIS LE 1<sup>er</sup> AVRIL 2022****JANVIER 2023**

Aucun voyage à l'extérieur du Québec du 1<sup>er</sup> au 31 janvier 2023.

**FÉVRIER 2023**

DIRECTION	NOM	ENDROIT	DATE	COÛT	OBJET
Direction des relations internationales et de l'exportation	Savard, Marie-France	Paris, France	Du 2023-02-05 au 2023-02-11	3 251,91 \$	Participer à la 16 <sup>e</sup> session du Comité intergouvernemental sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO au siège de l'UNESCO à Paris.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :**

- a) les raisons du déplacement;
  - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - c) les coûts ventilés;
  - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- 

#### Réponse :

a) à c) : Voir document ci-joint.

d) : Non pertinent pour l'étude des crédits

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 17**). <https://www.mcc.gouv.qc.ca/>

**LISTE DES VOYAGES FAITS EN AVION AU QUÉBEC  
2022-2023**

<b>NOM</b>	<b>LIEUX</b>	<b>DATE</b>	<b>COÛT TOTAL</b>	<b>RAISON</b>
Mathieu Lacombe	Montréal, Rouyn-Noranda – Rouyn-Noranda, Montréal	Du : 2022-11-22 Au : 2022-11-24	903,99 \$	Tournée ministérielle en Abitibi- Témiscamingue
Étienne Lévesque	Montréal, Rouyn-Noranda – Rouyn-Noranda, Montréal	Du : 2022-11-22 Au : 2022-11-24	903,99 \$	
Laurence Gillot- Bastian	Montréal, Rouyn-Noranda – Rouyn-Noranda, Montréal	Du : 2022-11-22 Au : 2022-11-24	903,99 \$	
Albu Dan Catalin	Montréal, Rouyn-Noranda – Rouyn-Noranda, Montréal	Du : 2022-11-22 Au : 2022-11-24	972,98 \$	
<b>TOTAL :</b>			<b>3 684,95 \$</b>	
<b>NOMBRE DE VOYAGES :</b>			<b>1</b>	

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) le but visé par chaque dépense;
  - e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
  - f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.
- 

#### Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24)*.

<https://www.mcc.gouv.qc.ca/>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère. <https://www.mcc.gouv.qc.ca/>. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

**Par le cabinet ministériel :**

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

**Par le ministère ou l'organisme :**

- e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

**Par un professionnel ou par une firme externe :**

- i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
  - j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
  - k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
  - m) le but visé par chaque dépense;
  - n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
  - o) si l'événement s'est tenu virtuellement.
- 

**Réponse :**

a), b), e), f), i), l), m) : Voir le document ci-joint.

c), d), g), h), j), k), n), o) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

CONFÉRENCES DE PRESSE	Montant	Date
Conférence de presse pour le dévoilement de l'Espace bleu de la Gaspésie	6 750 \$	2022-04-08
Conférence de presse annonçant le Plan pour consolider, faire briller et propulser le milieu culturel 2022-2025	6 312 \$	2022-04-10
Conférence de presse annonçant plus de 26,6 M\$ pour la création d'une nouvelle institution culturelle : PHI Contemporain	21 \$	2022-04-29
Conférence de presse pour le dévoilement de l'Espace bleu de Charlevoix	6 030 \$	2022-06-16
Conférence de presse annonçant la restauration et la requalification du patrimoine culturel à caractère religieux au Québec	26 \$	2022-06-17
Conférence de presse annonçant la création de la Maison de la chanson et de la musique du Québec	18 863 \$	2022-06-23
<b>Total : 7</b>	<b>38 002 \$</b>	

## ÉVÉNEMENTS

### Prix du Québec

Créés en 1977 pour refléter la richesse et l'essor de l'activité culturelle et scientifique de notre société, les Prix du Québec couronnent chaque année des carrières exceptionnelles dans différents domaines culturels et scientifiques. Par la remise de ces prix, organisée conjointement par le ministère de la Culture et des Communications et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, le gouvernement du Québec récompense des personnes qui ont contribué de façon remarquable à l'enrichissement et au développement de la société québécoise. En novembre, une cérémonie officielle s'est tenue au Palais Montcalm afin de remettre les prestigieuses distinctions aux récipiendaires et leur rendre hommage.

Aemilia inc	4 889 \$
Union des artistes	25 \$
Caisse de sécurité des artistes	875 \$
Studio Pub-Photo inc.	995 \$
Licences SOPROQ	50 \$
Planète multi-services	160 \$

Total : **6 994 \$**

### Prix de reconnaissance Essor

Événement organisé par le ministère de l'Éducation (MEQ) avec la collaboration du ministère de la Culture et des Communications (MCC).

Les prix Essor sont remis annuellement par le MEQ à des enseignants qui réalisent avec leurs élèves des projets artistiques et culturels, novateurs et imaginatifs. Ils mettent en valeur les initiatives des établissements d'enseignement dont plusieurs collaborent avec des artistes, des écrivains et des organismes culturels des différentes régions du Québec. Ces prix s'inscrivent dans le cadre général du Protocole d'entente interministériel Culture-Éducation qui lie le MCC et le MEQ.

R2M Imagem	492 \$
Bourg-Royal inc	1 731 \$

Total : **2 223 \$**

**Congrès de la Fédération québécoise des municipalités**

Les 22 et 23 septembre 2022, le ministère de la Culture et des Communications a participé au Salon des affaires municipales de la Fédération québécoise des municipalités (FQM). Cet événement représentait une occasion idéale pour faire comprendre la grande valeur du patrimoine culturel. Il s'agissait également d'un lieu de rencontre intéressant pour rappeler les avantages, les objectifs et les obligations découlant de la Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives à un public directement visé par celle-ci.

Kiosque	3 400 \$
MTESS	2 008 \$
Groupe ETR	235 \$
Marie-Claude Lavoie, réviseure	120 \$
Impression Deschamps inc.	117 \$

Total : **5 880 \$**

**ACTIVITÉS DE PROMOTION ORGANISÉES PAR LES DÉLÉGATIONS DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER**

Barcelone	Vitrine québécoise au festival WOMEX à Lisbonne, Lisbonne, du 19 au 23 octobre 2022 - contrat (ÀC)	2 325 \$
Los Angeles	Tournée de Sugar Sammy aux États-Unis, incluant l'Ouest américain – 6 au 9 avril 2022 : San Francisco, 14 au 16 avril 2022 : Sacramento - Embauche d'une relationniste de presse sur le territoire afin de promouvoir l'événement.	2 168 \$
Rome	Vicoli et Ruelles - exposition et tournée sur le territoire - 3 au 20 mars 2022 - Palais Ducal à Gênes - participations d'universités. Impression de brochures et affiches - événement Québec	1 378 \$
Rome	VITRINE - collective Canada-Québec - Danse contemporaine - MilanOltre - Milan di - 27 septembre au 14 octobre 2022 - Événement Québec	2 325 \$
Rome	Vitrine québécoise - Festival Transart - arts numériques - 22 au 24 septembre 2022 - participation collective en collaboration avec MUTEK - production de brochures promotionnelles, papillons (flyers), affiches	2 516 \$
Barcelone	Vitrine professionnelle québécoise à l'événement CONECTA Fiction, CONECTA Fiction (Espagne) - contrat - frais liés à la vitrine Québec organisée pour le compte de la délégation.	1 750 \$
Beijing	Projection d'un cycle de film de Xavier Dolan dans le cadre du Festival Croisement 2022. Ville de Beijing (environ une vingtaine de projections) - Septembre 2022 - Frais d'interprète pour une activité publique.	1 233 \$
Londres	Première au British Film Institute + Q&A avec la directrice cinéaste québécoise Miryam Charles, 31 octobre 2022. Distribution du long métrage documentaire 'Cette Maison' au RU, le 4 novembre 2022., Londres, BFI, le 31 octobre 2022 - Dépenses liées aux activités publiques.	1 194 \$
Rabat	Appui du gouvernement du Québec pour la conférence " La langue comme outil d'expression musicale: rôles, enjeux et impacts? " lors du Forum professionnel de Visa for Music 2022, à Rabat (Maroc) - 16 au 19 novembre 2022 - Dépenses liées à la location d'une salle pour l'activité publique de même que pour le matériel de sonorisation.	2 835 \$
Rome	European Meeting - Centre MEET - Milan. Milan - 23 au 25 juin 2022 - Dépenses liées au soutien à la traduction et labélisation du séminaire.	1 994 \$
Rome	MilanOltre - Vitrine Canada - Québec. 27 septembre au 14 octobre - contrat professionnel pour la promotion et la coordination de la vitrine.	2 588 \$

Total :11

**22 306 \$**

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

#### La liste des dépenses en formation de communication :

##### Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

##### Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
  - e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
  - f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
  - h) le but visé par chaque dépense;
  - i) nombre total et liste des formations, ventilée par catégorie.
- 

#### Réponse :

a), b) et g) : Voir ci-dessous.

##### Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) 0 \$
- b) N/A

##### Données par un professionnel ou une firme externe :

- g) Firmes de publicité ou de communications :
  - Atelier de conversation anglaise (ACA)
  - LinkedIn Learning
  - Le carrefour des Langues

c), d), e), f), h) et i) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23)

<https://www.mcc.gouv.qc.ca/>

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

---

#### Réponse :

a), c) et e) : Voir document ci-joint.

b), d), f) et g) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère. <https://www.mcc.gouv.qc.ca/>

**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS  
À DES PROFESSIONNELS (LES) OU À DES FIRMES  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2022 AU 28 FÉVRIER 2023**

NOM	OBJET	MONTANT
A10S inc.	Élaboration d'une norme de description commune pour le secteur des arts de la scène.	19 500,00 \$
Abarkan, Bouchra	Réaliser divers travaux techniques afin d'assurer le suivi administratif (facturations aux organismes) et gérer les dossiers des artistes pour les deux opérations annuelles du Fichier des artistes dans le cadre de l'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et sites gouvernementaux et publics.	21 000,00 \$
Aemilia inc.	Agir en tant que maître de cérémonie - Remise des Prix du Québec 2022.	4 888,97 \$
Ahearn & Soper inc.	Effectuer l'entretien des imprimantes à étiquettes de la Direction des services aux entreprises et du classement films.	5 628,00 \$
Aitken, Batiste	Réaliser la construction d'un vocabulaire pour la documentation du patrimoine immobilier.	2 100,00 \$
Appeco	Réaliser un état des lieux sur les besoins en main d'œuvre dans les différents secteurs culturels.	8 690,00 \$
Arpent	Réaliser une étude de typo-morphologie du site patrimonial de La Prairie afin d'alimenter la réflexion sur la mise en place d'un règlement en remplacement du plan de conservation.	24 500,00 \$
Artefactuel, Coop de travail	Réaliser une étude de potentiel archéologique dans les limites du site patrimonial de Trois-Rivières.	20 000,00 \$
Artys Transit inc.	Réaliser l'emballage, le transport et l'installation d'une croix avec Christ, et ce, pour le Centre de conservation du Québec.	1 492,10 \$
Audet, Georges	Agir à titre d'expert régional en arts visuels ou en métiers d'art lors de comités de sélection des artistes dans le cadre de l'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et sites gouvernementaux et publics.	15 000,00 \$
Autobus Laval Itée	Service de transport de personnes lors d'une activité de groupe pour TV5 Monde.	1 017,50 \$
BDO Canada s.r.l. /S.E.N.C.R.L.	Réalisation de services d'expert indépendant pour l'examen du rapport annuel de gestion du ministère de la Culture et des Communications pour l'année 2021-2022.	20 000,00 \$
Beaudoin, Camille	Réaliser des travaux de restauration et d'expertise sur des œuvres d'art et des biens patrimoniaux, notamment sur les chantiers de la Chapelle du Séminaire (volets métaux et pierres), et ce, pour le Centre de conservation du Québec.	24 266,00 \$
Beaudoin, Louise	Apporter une expertise quant aux outils à privilégier pour différents aspects dans le contexte de l'économie numérique et de l'hégémonie des grandes plateformes internationales de contenu.	24 500,00 \$
Beaulac, Chloé	Agir à titre d'experte régionale en arts visuels ou en métiers d'art lors de comités de sélection des artistes dans le cadre de l'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et sites gouvernementaux et publics.	15 000,00 \$
Bédard, Marie-Dominique	Agir à titre de jurée dans le cadre de l'appel des artistes du Répertoire culture-éducation et, à cet effet, procéder à l'évaluation des candidatures soumises par la coordonnatrice du Répertoire culture-éducation.	2 500,00 \$
Berthold, Étienne	Réflexions sur le potentiel qu'offre la requalification patrimoniale comme solution à la conservation de certains immeubles patrimoniaux.	10 000,00 \$
Biron LeBlanc inc.	Réaliser une expertise complémentaire sur l'état des fondations de 8 maisons du Village historique de Val-Jalbert.	11 600,00 \$

**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS  
À DES PROFESSIONNELS (LES) OU À DES FIRMES  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2022 AU 28 FÉVRIER 2023**

NOM	OBJET	MONTANT
Boily, Jonathan	Réaliser différents travaux techniques à caractère administratif en soutien à l'équipe administrative du Centre de conservation du Québec pendant la période de vacances estivales.	10 500,00 \$
Boîte d'urbanisme inc., La	Élaboration d'un outil de référence pour la rédaction de règlements par les municipalités.	8 320,00 \$
Boîte d'urbanisme inc., La	Réaliser une étude de typo-morphologie du site patrimonial de Percé afin d'alimenter la réflexion sur la mise en place d'un règlement en remplacement du plan de conservation.	24 500,00 \$
BPM Stratégie & Projets inc.	Projets diagnostic organisationnel.	3 000,00 \$
Breton-Desmeules, Charles	Effectuer une présentation sur la Loi et l'aménagement et l'urbanisme et sur ses possibilités d'utilisation à des fins de protection du patrimoine.	1 500,00 \$
Cabado, Fabienne	Réaliser une analyse de la filière Danse (enjeux, formation, etc.).	10 000,00 \$
Cantin, Christine	Agir à titre de jurée dans le cadre de l'appel des artistes du Répertoire culture-éducation et, à cet effet, procéder à l'évaluation des candidatures soumises par la coordonnatrice du Répertoire culture-éducation. (Contrat du 2022-04-25)	3 000,00 \$
Cantin, Christine	Agir à titre de jurée dans le cadre de l'appel des artistes du Répertoire culture-éducation et, à cet effet, procéder à l'évaluation des candidatures soumises par la coordonnatrice du Répertoire culture-éducation. (Contrat du 2022-06-28)	3 000,00 \$
Carignan, Marie-Ève	Réaliser différents travaux à titre de membre du Comité national d'analyse (CNA).	6 000,00 \$
Centre Microbur inc.	Fournir des services en formations spécialisées en langue française favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.	1 890,00 \$
Chalifoux, Dominique	Agir à titre de spécialiste en arts visuels ou en métiers d'art lors de comités de sélection des artistes dans le cadre de l'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et sites gouvernementaux et publics.	24 900,00 \$
Charles Richard-Hamelin inc.	Réaliser une prestation musicale lors de la cérémonie de remise des Prix du Québec 2022.	3 000,00 \$
Chiasson Leblanc, Agathe	Rédaction de 19 énoncés d'importance (description, valeur patrimoniale, éléments, caractéristiques et synthèse historique) pour des immeubles, des sites, des objets, des documents ou des ensembles patrimoniaux.	15 000,00 \$
Communication ZAP inc.	Réaliser le soutien informatique pour les produits Apple (MAC) du ministère de la Culture et des Communications.	15 000,00 \$
Compugen inc.	Réalisation de la mise en place d'une gouvernance intégrée pour l'utilisation de SharePoint au ministère de la Culture et des Communications.	24 515,00 \$
Conservation Restauration de la Capitale	Réaliser et planifier des travaux de restauration et d'expertise sur des œuvres d'art et des biens patrimoniaux, principalement sur des objets en textile et en cuir, et ce, pour le Centre de conservation du Québec.	24 754,80 \$
Consultation Intégra	Agir comme spécialiste en art et évaluateur des soumissions dans le cadre d'un processus d'appel d'offres des chargés de projet pour la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics.	2 000,00 \$

**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS  
À DES PROFESSIONNELS (LES) OU À DES FIRMES  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2022 AU 28 FÉVRIER 2023**

NOM	OBJET	MONTANT
Coopérative de travail l'Enclume	Réaliser une étude de typo-morphologie du site patrimonial de Sillery afin d'alimenter la réflexion sur la mise en place d'un règlement en remplacement du plan de conservation.	24 500,00 \$
Côté, Robert	Réaliser une mise à jour de l'étude de potentiel archéologique dans le site patrimonial déclaré de l'Île-d'Orléans afin de préciser les secteurs à potentiel, notamment dans les noyaux villageois et religieux.	24 500,00 \$
CPRL (Centre professionnel de ressources linguistiques) inc.	Réaliser des services de révision linguistique de synopsis de films pour le ministère de la Culture et des Communications	24 500,00 \$
Cy-Clic (EM Développement inc.)	Fournir des services de formation auprès des agents de développement culturel numérique (ADN).	3 355,00 \$
Dallaire, Nathalie	Réalisation du profil Nova pour chacun des membres de la Direction de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec.	6 760,00 \$
Daoust-Boisvert, Amélie	Réaliser différents travaux à titre de membre du Comité national d'analyse (CNA).	6 000,00 \$
Deblois, Chloée	Agir en tant qu'actrice principale pour la capsule vidéo Prix Reconnaissance jeunesse.	3 763,01 \$
Delorme, Marc-André	Agir comme évaluateur des propositions d'appels d'offres intitulé "Coordination du réseau des agents de développement culturel numérique et organismes".	3 400,00 \$
Déménagement Bruno Savard	Procéder à la réinstallation des oeuvres de la Chapelle des Soeurs du Bon-Pasteur.	6 400,00 \$
Désilets, Christian	Réaliser différents travaux à titre de membre du Comité national d'analyse (CNA).	6 000,00 \$
Druide Informatique inc.	Fournir l'entretien et le soutien technique du logiciel Antidote avec abonnement au Programme de maintenance Antidote.	5 930,00 \$
Duhaime, Clément	Apporter une expertise quant aux outils à privilégier pour différents aspects dans le contexte de l'économie numérique et de l'hégémonie des grandes plateformes internationales de contenu.	24 500,00 \$
Duuson multimédia inc.	Fournir les services techniques pour la conférence de presse du 8 avril 2022 à Percé.	6 489,02 \$
Duplessis, Pierre	Agir à titre de jurée dans le cadre de l'appel des artistes du Répertoire culture-éducation et, à cet effet, procéder à l'évaluation des candidatures soumises par la coordonnatrice du Répertoire culture-éducation.	2 500,00 \$
Écobâtiment	Produire une revue documentaire portant sur les impacts environnementaux des interventions de requalification en contexte patrimonial.	20 000,00 \$
Éditions Translucides, Les	Soutenir la communauté de pratique des agent(e)s de développement culturel numérique (ADN), mise en place dans le cadre de la mesure 120 du Plan culturel numérique du Québec.	7 000,00 \$
Élie, Michel	Effectuer la documentation photographique des biens et des œuvres d'art qui sont confiés pour leur restauration au Centre de conservation du Québec en utilisant les méthodes et les techniques photographiques appropriées selon les critères de qualité requis pour la documentation scientifique.	24 600,00 \$
En mode solutions inc.	Accompagner le ministère de la Culture et des Communications dans des réflexions stratégiques concernant le patrimoine.	15 000,00 \$

**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS  
À DES PROFESSIONNELS (LES) OU À DES FIRMES  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2022 AU 28 FÉVRIER 2023**

NOM	OBJET	MONTANT
Englobe Corp.	Inspection et évaluation de la qualité de l'air dans l'immeuble patrimonial classé de l'ancien Monastère des Moniales-Dominicaines-de-Berthierville et préparation d'une estimation budgétaire si des interventions sont requises.	8 640,00 \$
Englobe Corp.	Réaliser une caractérisation ciblée des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante (MSCA) et des peintures susceptibles de contenir du plomb (PSCP) au niveau des matériaux touchés par les travaux afin de compléter l'étude antérieure concernant l'ancien Monastère de Moniales-Dominicaines-de-Berthierville.	19 715,00 \$
Englobe Corp.	Rédaction de devis pour des travaux en présence de contaminants et de surveillance de chantier pendant les travaux à l'ancien Monastère des Moniales-Dominicaines-de-Berthierville.	22 285,00 \$
Entreprises Archéotec inc., Les	Réaliser un avis de potentiel archéologique pour 7 immeubles patrimoniaux classés et 2 sites classés dans le cadre de la démarche de catégorisation.	12 500,00 \$
Ethnoscop inc.	Réaliser un avis de potentiel archéologique pour 6 immeubles classés et un site classé dans le cadre de la démarche de catégorisation.	8 500,00 \$
Ethnoscop inc.	Réaliser une étude de potentiel archéologique dans les limites du site patrimonial de Percé.	16 830,00 \$
Expérience S3i inc.	Établir l'état de la situation du Service d'assistance aux utilisateurs de la Direction des technologies de l'information pour l'élaboration d'un plan d'action.	17 500,00 \$
Frangin inc.	Réaliser des services professionnels en lien avec la production de vidéos.	22 620,00 \$
Gagné, Joseph	Produire un état de situation des commémorations contestées.	6 300,00 \$
GAIA, coopérative de travail en archéologie	Produire 9 évaluations sommaires du potentiel archéologique pour 7 immeubles patrimoniaux classés et pour 2 sites patrimoniaux classés dans le but d'identifier les biens déjà classés dont le terrain présente un potentiel archéologique.	9 473,60 \$
Garon, Andrée	Agir à titre de jurée dans le cadre de l'appel des artistes du Répertoire culture-éducation et, à cet effet, procéder à l'évaluation des candidatures soumises par la coordonnatrice du Répertoire culture-éducation.	3 000,00 \$
Gauthier, Benoît	Réaliser différents travaux dans le cadre de la troisième édition du processus d'agrément des institutions muséales mis en place par le ministère de la Culture et des Communications.	1 550,00 \$
Géomog Arpenteur- Géomètre inc.	Réaliser un plan et une description technique d'une partie du lot 2 485 995 (Cathédrale Saint-Germain) situé dans la ville de Rimouski.	2 651,45 \$
Géomog Arpenteur- Géomètre inc.	Produire deux descriptions techniques (Maison Daudelin), en lien avec deux scénarios d'arpentage d'une partie du lot 1 991 644.	1 000,00 \$
Goulet, François	Fournir une expertise au ministère de la Culture et des Communications en tant qu'ingénieur en structure spécialisé en bâtiments anciens, et ce, notamment pour la réalisation d'expertises structurales ou d'avis sur des bâtiments assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel ou susceptibles de présenter une valeur patrimoniale.	10 000,00 \$
Goulet, François	Fournir une contre-expertise dans le cadre du litige qui sera entendu en avril 2023 devant le Tribunal administratif du Québec, et ce, dans le dossier du 1125, de l'Amérique Française.	17 000,00 \$
Grenier, Isabelle	Agir à titre de jurée dans le cadre de l'appel des artistes du Répertoire culture-éducation et, à cet effet, procéder à l'évaluation des candidatures soumises par la coordonnatrice du Répertoire culture-éducation.	2 000,00 \$
Groupe de sécurité Garda s.e.n.c.	Surveillance de l'ancien Monastère des Moniales-Dominicaines-de-Berthierville qui sera en travaux dans le but de sécuriser les lieux et le protéger du vandalisme.	9 000,00 \$

**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS  
À DES PROFESSIONNELS (LES) OU À DES FIRMES  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2022 AU 28 FÉVRIER 2023**

NOM	OBJET	MONTANT
Guèvremont, Véronique	Apporter une expertise quant aux outils à privilégier pour différents aspects dans le contexte de l'économie numérique et de l'hégémonie des grandes plateformes internationales de contenu.	24 500,00 \$
Guimond, Olivier	Réaliser une consultation de sources primaires afin d'identifier les plans types qui étaient fournis pour la construction des édifices agricoles à certaines périodes.	4 725,00 \$
Hamel-Archambault, Marilou	Soutenir la Direction des programmes dans le cadre des diverses responsabilités sous sa gouverne (notamment le Répertoire culture-éducation).	12 000,00 \$
Hendrickx, Serena	Réaliser différentes tâches afin d'aider à la gestion technique du Laboratoire et Réserve d'archéologie du Québec (LRAQ).	21 000,00 \$
Imbeault, Sophie	Fournir un état actuel des connaissances et un bilan historiographique relativement à l'histoire des femmes au Québec	7 500,00 \$
Jacques Bénard médiation + facilitation inc.	Assurer l'animation de la Table de concertation sur l'application du plan de conservation du site patrimonial de l'Île-d'Orléans (contrat tripartite avec la Municipalité régionale de comté de l'Île-d'Orléans). Contrat de 21 500 \$ (10 750 \$ assumés par le MCC et 10 750 \$ assumés par la MRC de l'Île-d'Orléans).	10 750,00 \$
Johnson, Carl	Réaliser différents travaux dans le cadre de la troisième édition du processus d'agrément des institutions muséales mis en place par le ministère de la Culture et des Communications.	1 550,00 \$
Kuisin Studio At + Design inc.	Agir à titre de jurée dans le cadre de l'appel des artistes du Répertoire culture-éducation et, à cet effet, procéder à l'évaluation des candidatures soumises par la coordonnatrice du Répertoire culture-éducation.	1 655,00 \$
Lafontaine, Luce	Réaliser la documentation des diverses techniques d'immunisation applicables aux biens immobiliers patrimoniaux.	24 500,00 \$
Landry-Sirois, Josée	Agir à titre de jurée dans le cadre de l'appel des artistes du Répertoire culture-éducation et, à cet effet, procéder à l'évaluation des candidatures soumises par la coordonnatrice du Répertoire culture-éducation.	2 000,00 \$
LeBlanc, Pascale	Agir à titre de jurée dans le cadre de l'appel des artistes du Répertoire culture-éducation et, à cet effet, procéder à l'évaluation des candidatures soumises par la coordonnatrice du Répertoire culture-éducation.	2 500,00 \$
Le Glaunec, Jean-Pierre	Fournir un état actuel des connaissances et un bilan historiographique relativement à l'histoire des communautés afrodescendantes au Québec.	20 000,00 \$
Logixia (9138-5153 Québec inc.)	Fournir l'entretien et le soutien technique du logiciel Nakivo (synchronisation des solutions de stockage des copies de sauvegarde).	11 770,48 \$
L'usine à histoire(s)	Identifier les types bâtis du patrimoine agricole des exploitations individuelles et rédiger un guide à l'utilisation du ministère de la Culture et des Communications.	20 000,00 \$
M. Carpentier artiste	Participer à la planification et à la réalisation des travaux techniques en soutien à la restauration d'œuvres d'art et de biens culturels, et ce, pour le Centre de conservation du Québec.	24 816,00 \$
Maçonnerie Murphy inc.	Réaliser différentes recettes d'enduits qui seront appliqués sur un mur de maçonnerie dans le petit Champlain, et ce, pour le Centre de conservation du Québec.	15 000,00 \$
Magicolor peinture industrielle inc.	Réaliser des travaux de restauration sur l'œuvre du Monument Wolfe qui appartient à la Commission des champs de bataille nationaux, et ce, pour le Centre de conservation du Québec.	5 773,75 \$
Marengère, Véronique	Procéder au rattrapage de l'enregistrement des données des sites archéologiques en consultant les nouveaux rapports archéologiques déposés au Ministère en vertu des permis de recherches archéologiques délivrés entre 2014 et 2019.	24 500,00 \$

**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS  
À DES PROFESSIONNELS (LES) OU À DES FIRMES  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2022 AU 28 FÉVRIER 2023**

NOM	OBJET	MONTANT
Marois, Ariane	Réaliser la restauration ou la refonte des 17 médailles des Prix du Québec 2022 qui ont été endommagées avant la cérémonie de remise des Prix du Québec.	7 300,00 \$
Matte, Nicole	Soutenir l'équipe du SPS de la Direction des programmes dans l'accompagnement à la formation d'une agente d'assistance à la clientèle ainsi que pour le soutien à la prestation de services du système Diapason (requêtes administratives et demandes d'aides financières).	15 000,00 \$
Mécénat conseil inc.	Réaliser différents travaux dans le cadre de la 3e édition du processus d'agrément des institutions muséales.	1 550,00 \$
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Renouvellement de 5 licences avec Coterm Fortinet.	1 900,00 \$
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Accompagnement mise en place d'une infrastructure de conteneurs pour les sites web du ministère de la Culture et des Communications.	15 000,00 \$
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Fournir l'entretien et le soutien technique des deux Fortigate-100F.	5 700 \$
Miguel, Gilles	Participer à la dépose et au déplacement de deux sculptures situées devant le palais de justice de Saint-Hyacinthe et réaliser la dépose et le transport de l'oeuvre vers l'atelier (Sainte-Marie-de-Beauce), les travaux de nettoyage et la réfection de l'enduit, puis le transport et la remise en place sur le site du Grand Théâtre de Québec, et ce, pour le Centre de conservation du Québec.	14 550,00 \$
Montot, Manon	Réaliser une analyse transversale des avis de démolition reçus au ministère de la Culture et des Communications.	7 000,00 \$
Nucléom inc.	Réaliser des services techniques en radiographie pour appareil à rayons-x du Centre de conservation du Québec.	1 669,60 \$
OKIOK Data Itée	Accompagner le ministère de la Culture et des Communications dans l'élaboration d'un cadre de gouvernance et d'un programme en matière de gestion des identités et des accès (GIA).	24 750,00 \$
Olson, Daniel	Agir à titre de spécialiste en arts visuels ou en métiers d'art lors de comités de sélection des artistes dans le cadre de l'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et sites gouvernementaux et publics.	24 900,00 \$
Organisation Communications et Société OCS inc.	Fournir des services au ministère de la Culture et des Communications de par la mise en en ligne, sur le site Web de la Direction des services aux entreprises et du classement des films, de divers éléments visuels et d'information (fourniture et hébergement des images de films - médias officiels et des horaires des films présents au répertoire.	11 330,00 \$
Ouimet, Gilles	Assister la Direction des services aux entreprises et du classement des films en vue de la production d'un rapport d'expertise légale sur le classement des films dans le cadre d'un litige.	7 450,00 \$
Paquin-Boudreau, Amylie	Assister la Direction des services aux entreprises et du classement des films en vue de la production d'un rapport d'expertise légale sur le classement des films dans le cadre d'un litige.	15 600,00 \$
Park Place Technologies Canada ULC	Fournir l'entretien de l'équipement de ressources de stockage mutualisé EMC VNX 5300.	5 970,12 \$
Péricom Technologies inc.	Fournir l'entretien et le soutien technique des 11 pare-feux Fortigate 81F.	14 850,00 \$
Péricom Technologies inc.	Fournir l'entretien et le soutien technique de deux appareils FortiMail 400E, outil de gestion pour la messagerie électronique et des pourriels.	8 950,00 \$
Picard, Isabelle	Diffuser les formations virtuelles "Réalités historiques et contemporaines des Premiers Peuples du Québec"	6 000,00 \$

**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS  
À DES PROFESSIONNELS (LES) OU À DES FIRMES  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2022 AU 28 FÉVRIER 2023**

NOM	OBJET	MONTANT
Piché, Anik	Accompagner le ministère de la Culture et des Communications dans la compréhension du contexte et de la problématique de l'assurance des maisons anciennes et patrimoniales du Québec et proposer et valider des pistes de solution.	3 600,00 \$
Pierre Marineau Gestion TI	Rédaction appel d'offres public besoin des affaires - Projet Patrimoine.	22 500,00 \$
Pomerleau, Laurence	Produire un portrait détaillé des normes et orientations appliquées dans le cadre de la gestion des autorisations de travaux en fonction des divers types d'actes de travaux et territoires.	10 000,00 \$
Pouliot, Élisabeth	Effectuer des travaux de rédaction en ce qui concerne les nouvelles inscriptions d'artistes et d'écrivains dans le Répertoire culture-éducation.	10 000,00 \$
Prost, Jean-François	Agir à titre de spécialiste en arts visuels ou en métiers d'art lors de comités de sélection des artistes dans le cadre de l'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et sites gouvernementaux et publics.	24 900,00 \$
Qualité N.D.E. Itée	Réaliser des travaux d'installation du tube Lorad sur le manipulateur du studio photo et des tests pour assurer le bon fonctionnement de l'appareil ainsi qu'un transfert des connaissances.	1 887,00 \$
Quest Software Canada inc.	Réaliser le support technique Toad pour Oracle édition Développeur.	2 463,86 \$
Renaud-Belleville, Julien	Réaliser des inspections d'immeubles et de sites patrimoniaux classés de la région de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches.	20 000,00 \$
René, Jean-Michel	Réaliser divers entretiens et restaurations d'oeuvres d'art, notamment sur des œuvres en bronze ainsi qu'à la Fontaine de Tourny, et ce, pour le Centre de conservation du Québec.	3 250,00 \$
René, Jean-Michel	Réaliser divers entretiens et restaurations d'oeuvres d'art ainsi que de la manutention d'œuvres, et ce, dans différents dossiers sous la responsabilité du Centre de conservation du Québec.	14 950,00 \$
Robert, Camille	Fournir un état actuel des connaissances et un bilan historiographique relativement à l'histoire des femmes au Québec.	7 500,00 \$
Rouleau, Hélène (Médiation RH)	Réaliser une démarche d'évaluation neutre en matière de ressources humaines.	20 000,00 \$
Roy, Line	Agir comme spécialiste en art et à titre d'évaluatrice des soumissions dans le processus d'appel d'offres des chargés de projet pour la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et sites gouvernementaux et publics.	2 000,00 \$
Sabet, Aseman	Agir à titre de spécialiste en arts visuels ou en métiers d'art lors de comités de sélection des artistes dans le cadre de l'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et sites gouvernementaux et publics.	24 900,00 \$
Santerre, Bruno	Agir à titre de spécialiste en arts visuels ou en métiers d'art lors de comités de sélection des artistes dans le cadre de l'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et sites gouvernementaux et publics.	24 900,00 \$
Scriba - Les mots décodés	Soutenir la communauté de pratique des agent(e)s de développement culturel numérique (ADN), mise en place dans le cadre de la mesure 120 du Plan culturel numérique du Québec.	8 680,00 \$
Services muséologiques Cartgo inc.	Réaliser le transport, la manutention et l'entreposage de l'oeuvre de Favretti de l'Institut de cardiologie de Montréal (ICM) pour le Centre de conservation du Québec.	3 000,00 \$

**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS  
À DES PROFESSIONNELS (LES) OU À DES FIRMES  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2022 AU 28 FÉVRIER 2023**

NOM	OBJET	MONTANT
Services Muséologiques Cartgo inc.	Réaliser le transport, la manutention et la réinstallation de l'oeuvre de Favretti de l'Institut de cardiologie de Montréal, et ce, pour le Centre de conservation du Québec.	5 460,00 \$
Services-conseils CPOUR inc.	Soutenir la communauté de pratique des agent(e)s de développement culturel numérique (ADN), mise en place dans le cadre de la mesure 120 du Plan culturel numérique du Québec.	19 000,00 \$
Siemens Canada Ltée	Réaliser l'entretien et la mise à jour du système Sphinx.	3 073,90 \$
Sirois Rouleau, Dominique	Agir à titre de spécialiste en arts visuels ou en métiers d'art lors de comités de sélection des artistes dans le cadre de l'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et sites gouvernementaux et publics.	24 900,00 \$
Softchoice LP	Fournir l'entretien et le soutien technique du produit Proofpoint.	18 201,76 \$
Softchoice LP	Fournir le support des licences Adobe.	12 927,96 \$
Solotech inc.	Renouvellement des licences des systèmes de visioconférence PEXIP.	11 462,50 \$
Stanex inc.	Réaliser l'entretien et le soutien technique du système d'alimentation sans interruption (UPS) installé au bureau de Montréal (Édifice Wilder).	4 891,00 \$
Stanex inc.	Réaliser l'entretien et la maintenance du système d'alimentation sans coupure (ASC).	13 719,00 \$
Stéphanie Gallagher (artiste)	Fournir des services de soutien administratif à la Direction des services aux entreprises et du classement des films.	7 500,00 \$
St-Gelais Montminy & associés architectes inc.	Réaliser un carnet de santé (ou audit) du Château Beauce incluant l'ancienne écurie et l'ancienne laiterie.	22 500,00 \$
St-Jean, Karine	Soutenir l'élaboration des processus et démarches d'inspections et d'enquêtes au regard de l'application de la Loi sur le patrimoine culturel.	7 221,00 \$
Taillon, Patrick	Apporter une expertise quant aux outils à privilégier pour différents aspects dans le contexte de l'économie numérique et de l'hégémonie des grandes plateformes internationales de contenu.	24 500,00 \$
Terranova Worldwide corporation	Fournir l'entretien et le soutien technique de la plateforme de formation Terranova : Librairie de sensibilisation à la sécurité	2 227,00 \$
Tétra Tech QI inc.	Évaluer l'état des composantes structurales du bâtiment des anciennes écuries de l'Îlot Charlevoix et valider la possibilité de conservation des bâtiments.	2 000,00 \$
Tétra Tech QI inc.	Assister le Ministère dans la préparation des documents administratifs de soumissions des entrepreneurs en construction dans le cadre de l'appel d'offres et surveillance du chantier (ingénierie) lors de la réalisation des travaux de consolidation du toit et de la structure du Cyclorama de Jérusalem.	24 029,00 \$
Tink profitabilité numérique	Hébergement du serveur et support pour le site transactionnel de la Direction des services aux entreprises et du classement des films.	16 200,00 \$
Toiture et ferblanterie M. Tremblay inc.	Restaurer les tôles embossées de la Chapelle du Séminaire de Québec, et ce, pour le Centre de conservation du Québec.	3 200,00 \$
Tousignant Ébéniste	Réaliser des travaux de menuiserie et d'ébénisterie (cadres, châssis, caisses de transport, supports et autres) sur des oeuvres d'art et biens patrimoniaux, et ce, pour le Centre de conservation du Québec.	7 000,00 \$
Traductions Alain Gélinas inc.	Effectuer la révision linguistique d'environ 200 fiches d'artistes et d'écrivain, soit des textes de présentation et des activités qui seront diffusés dans le Répertoire culture-éducation.	4 500,00 \$

**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS  
À DES PROFESSIONNELS (LES) OU À DES FIRMES  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2022 AU 28 FÉVRIER 2023**

NOM	OBJET	MONTANT
Traductions Alain Gélinas inc.	Réaliser la révision de documents avec le suivi des modifications.	1 120,00 \$
Tremblay, Marie-Claire	Agir à titre de spécialiste en arts visuels ou en métiers d'art lors de comités de sélection des artistes dans le cadre de l'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et sites gouvernementaux et publics.	24 900,00 \$
Tremblay, Richard Max	Agir à titre de spécialiste en arts visuels ou en métiers d'art lors de comité de sélection des artistes dans le cadre de l'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture.	24 900,00\$
Ubiquis Canada inc.	Réaliser des services d'interprétation simultanée, du français vers l'anglais, lors de la rencontre des agents de développement culturel autochtones des diverses nations.	1 200,00 \$
Verret, Daniel	Offrir un accompagnement au soutien à la prestation de services du système Di@pason (requêtes administratives et demandes d'aides financières) ainsi qu'un support de second niveau pour la première ligne (pilotage du système et formations spécialisées).	13 400,00 \$
Versalys inc.	Diffuser une formation Word sur mesure - Perfectionnement et mise à niveau de Word en général à 12 participants.	3 149,20 \$

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
  - b) la grille d'évaluation des soumissions;
  - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
  - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
  - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
- 

#### Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :**

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
  - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.
- 

#### Réponse :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère. <https://www.mcc.gouv.qc.ca/>

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :**

- a) le nom du projet;
  - b) la nature du projet;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
  - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
    - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
  - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
  - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.
- 

#### Réponse :

Pour les sous-questions a), b), d), e) f), g) i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

c), h), j) et k) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

m) Aucune pénalité

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
  - b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
  - c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
  - d) la liste des fournisseurs;
  - e) une copie du plan de déploiement.
- 

**Réponse :**

- a) et e) Non pertinent pour l'étude des crédits.
- b) 0 \$
- c) 0 \$
- d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>

## Étude des crédits 2023-2024

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

## Demande de renseignements généraux

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023 ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. a) au Québec;
  - II. b) à l'extérieur du Québec.

## Réponse :

a) à j) : Voir ci-dessous.

**VOICI LES INFORMATIONS POUR L'ENSEMBLE DU  
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

La photocopie	64 247,00 \$
Le mobilier de bureau et l'ameublement	11 922,98 \$
La décoration et l'embellissement	0,00 \$
Les distributeurs d'eau de source	0,00 \$
Le remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas	445 049,81 \$
Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0,00 \$
L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
i) au Québec	125 221,69 \$
ii) à l'extérieur du Québec	1 589,07 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

## Étude des crédits 2023-2024

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

## Demande de renseignements généraux

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

## Réponse :

a), f), g) et h) : L'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25). <https://www.mcc.gouv.qc.ca/>

b) Le coût des frais d'itinérance : 182 \$

c) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données : 1 277 \$

d) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu : 0 \$

e), i), et j) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

# Étude des crédits 2023-2024

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### Demande de renseignements généraux

**Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :**

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
  - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- m) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

---

**Réponse :**

a), b), c), d) e), f), g), i), j), k), l), m), n) et p) : **La réponse à ces questions sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

h) : En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

o) : Aucun poste n'a été aboli au net pour l'ensemble du ministère et par région.

q) : 36

RÉGIONS		TOTAL
01	Bas-St-Laurent	0
02	Saguenay - Lac-St-Jean	0
03	Capitale-Nationale	32
04	Mauricie	0
05	Estrie	0
06	Montréal	3
07	Outaouais	1
08	Abitibi-Témiscamingue	0
09	Côte-Nord	0
10	Nord-du-Québec	0
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	0
12	Chaudière-Appalaches	0
13	Laval	0
14	Lanaudière	0
15	Laurentides	0
16	Montérégie	0
17	Centre-du-Québec	0
<b>TOTAL</b>		<b>36</b>

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
  - b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
  - c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
- 

#### Réponse :

a) **La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : 9

c) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou plusieurs contrats : 8

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) le propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

#### Réponse :

a), b), c), e) et f) : Voir document ci-joint.

d) le coût d'aménagement ou de rénovations réalisées en 2022-2023 est de :  
73 227,12 \$

g) 0 \$

h), i), j), et k) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).  
<https://www.mcc.gouv.qc.ca/>

**LOYERS DU MCC SOUS ENTENTE D'OCCUPATION AVEC LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)**  
**SITES LOCATIFS DU MCC : EMBLEMES, INFORMATIONS SUR LES BAUX, COÛTS DE LOCATION, SUPERFICIES LOCATIVES 2022-2023**

	Unités administratives aménagées	Adresse	Propriétaire de l'édifice	Durée du bail Données de gestion des baux, détenues par SQI		Superficies locatives totales	Montants annuels des loyers d'espace
				Début	Fin		
1	DIRECTION BAS ST-LAURENT ET GASPÉSIE- ÎLES-DE-LA-MADELEINE	337, rue Moreault, <b>Rimouski</b> (Québec) G5L 1P4	Société québécoise des infrastructures	N/A		377 m <sup>2</sup>	73 743,96 \$
2		146, avenue Grand-Pré, <b>Bonaventure</b> (Québec) G0C 1E0	Immocay inc.	1993/05/01	2022/04/30	233 m <sup>2</sup>	45 095,40 \$
3	DIRECTION SAGUENAY- LAC-ST-JEAN ET CÔTE-NORD	202, rue Jacques-Cartier, <b>Saguenay</b> (Québec) G7H 6R8	Société québécoise des infrastructures	N/A		326 m <sup>2</sup>	48 916,92 \$
4		625, boul. Laffèche, <b>Baie-Comeau</b> (Québec) G5C 1C5	Société en commandite Laffèche	1995/06/15	2025/06/14	197 m <sup>2</sup>	45 174,60 \$
5	DIRECTIONS DIVERSES DU MINISTÈRE – SITE PRINCIPAL (ÉDFICE GUY FREGAULT)	225, ave Grande-Allée Est, <b>Québec</b> (Québec) G1R 5G5	Société québécoise des infrastructures	N/A		10 754 m <sup>2</sup>	2 555 113,56 \$
6	LABORATOIRE D'ARCHÉOLOGIE	1825, rue Semple, <b>Québec</b> (Québec) G1N 4B7	Société québécoise des infrastructures	N/A		1 133 m <sup>2</sup>	280 215,84 \$
7		1670, rue Semple, <b>Québec</b> (Québec) G1N 4B7	1670 Semple Street Holdings ULC	2018/11/15	2026/03/31	93 m <sup>2</sup>	18 251,76 \$
8	CENTRE DE CONSERVATION DU QUÉBEC	1825, rue Semple, <b>Québec</b> (Québec) G1N 4B7	Société québécoise des infrastructures	N/A		3 683 m <sup>2</sup>	1 029 363,24 \$
9	DIR. MAURICIE, ESTRIE ET CENTRE-DU- QUÉBEC	100, rue Laviolette, <b>Trois-Rivières</b> (Québec) G9A 5S9	Société québécoise des infrastructures	N/A		509 m <sup>2</sup>	98 555,28 \$
10		225, rue Frontenac, <b>Sherbrooke</b> (Québec) J1H 1K1	Musée du Séminaire de Sherbrooke inc.	2002/12/01	2022/11/30	376 m <sup>2</sup>	95 405,64 \$
11	DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MÉTROPOLÉ ET DIRECTIONS DIVERSES DU MCC	1435, rue de Bleury, <b>Montréal</b> (Québec) H3A 2H7	Société québécoise des infrastructures	N/A		2 711 m <sup>2</sup>	954 692,28 \$
12	CULTURE POUR TOUS	4750, avenue Henri-Julien, <b>Montréal</b> (Québec) H2T 2C8	Université du Québec à Montréal	2009/05/01	2024/04/30	284 m <sup>2</sup>	43 033,92 \$
13	DIRECTION OUTAOUAIS ET ABITIBI- TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	170, rue de l'Hôtel-de-Ville, <b>Gatineau</b> (Québec) J8X 4C2	Société québécoise des infrastructures	N/A		348 m <sup>2</sup>	95 371,32 \$
14		145, avenue Québec, <b>Rouyn-Noranda</b> (Québec) J9X 6M8	48E Nord Immobilier	2012/03/28	2027/03/27	361 m <sup>2</sup>	101 837,28\$
15	DIR. CAPITALE –NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	51, du Mont-Marie, <b>Lévis</b> (Québec) G6V 0C3	Collège de Lévis	2008/12/01	2023/11/30	363 m <sup>2</sup>	73 208,28 \$
16	DIR. LAVAL, LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	300, rue Sicard, <b>Sainte-Thérèse</b> (Québec) J7E 3X4	Complexe Plaza Ste-Thérèse Inc.	2014/06/01	2024/05/31	322 m <sup>2</sup>	71 558,88 \$
18	DIRECTION DE LA MONTÉRÉGIE	125, boul. Sainte-Foy, <b>Longueuil</b> (Québec) J4J 1W7	Les Immeubles P.L.A.C.E. Rive-Sud	2020/02/01	2024/11/30	334 m <sup>2</sup>	77 627,52 \$

**REMARQUE** : Tous les espaces locatifs du MCC sont occupés et utilisés à 100 %.

**DÉFINITION DES ACRONYMES** SQI : Société québécoise des infrastructures    MCC : Ministère de la Culture et des Communications

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :**

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

---

**Réponse :**

**Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures:**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

**Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures:**

Le Ministère n'est propriétaire d'aucun actif immobilier excédentaire inoccupé.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 

#### Réponse :

a) Non pertinent pour l'étude des crédits.

b) 11 963,22 \$

c) Atelier de l'EDQ, Industrie Scriptam, Struc-tube Ltd. et Bureau en gros

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
  - b) le titre de la fonction;
  - c) l'adresse du port d'attache;
  - d) la masse salariale totale par cabinet pour 2022-2023;
  - e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - f) la prime de départ versée, le cas échéant;
  - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - h) la description des tâches;
  - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;
  - j) le nombre total d'employés au cabinet;
  - k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
  - l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
- 

#### Réponse :

b), c), d) et h) : Voir document ci-dessous.

a), e), f), g), i), j), k), et l) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

**Cabinet de Mme Nathalie Roy**

<b>Du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 20 octobre 2022</b>		
<b>NOM</b>	<b>FONCTION</b>	<b>PORT D'ATTACHE</b>
Chartrand, Joey	Conseiller politique	Québec
Desharnais, Chantal	Employée de soutien	Québec
Doucet, Brigitte	Conseillère politique	Montréal
Dufresne, Louis-Julien	Conseiller politique	Québec
Dupuis, Jean-François	Attaché politique	Boucherville
Gervais, Nancy	Attachée politique	Québec
Gouin, Geneviève	Conseillère politique	Montréal
Guimond, Vanessa	Attachée politique	Boucherville
Lemay, Élisabeth	Conseillère politique	Montréal
Lestage, Marie-Josée	Directrice de cabinet	Montréal
Lévesque, Étienne	Conseiller politique	Québec
Roy, Maxime	Conseiller politique	Québec
Therrien-Denis, Simon	Conseiller politique	Québec
Trépanier, Sylvie	Attachée politique	Boucherville
<b>Masse salariale annuelle</b>		<b>915 000 \$</b>

**Cabinet de M. Mathieu Lacombe**

<b>Du 21 octobre 2022 au 28 février 2023</b>		
<b>NOM</b>	<b>FONCTION</b>	<b>PORT D'ATTACHE</b>
Bisson, Frédéric	Conseiller politique	Gatineau
Gauthier, Linda	Attachée politique	Gatineau
Gilbert, Thomas	Conseiller politique	Gatineau
Gillot-Bastian, Laurence	Directrice des communications	Gatineau
Lavoie, Guylaine	Attachée politique	Québec
Lévesque, Étienne	Directeur de cabinet	Québec
Morin, Stéphanie	Conseillère politique	Montréal
Moyneur-Larocque, Michel	Attaché politique	Gatineau
Parent Manseau, Dominique	Attachée politique	Val d'or
Provost, Marc-André	Conseiller politique	Gatineau
Psenak, Stefan	Conseiller politique	Gatineau
Robertson, William	Conseiller politique	Gatineau
Valois, Jonathan	Directeur de cabinet	Montréal
<b>Masse salariale annuelle</b>		<b>1 040 000 \$</b>

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - b) la circonscription électorale;
  - c) le montant attribué;
  - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
- 

#### Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels*. (**art. 4 paragraphe 26**).  
<https://www.mcc.gouv.qc.ca/>

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
  - e) la date de l'assignation hors structure;
  - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
  - g) les prévisions pour 2023-2024.
- 

#### Réponse :

a) et g) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

b), c), d), e) et f) : Le Ministère n'a pas de personnel cadre, professionnel ou fonctionnaire hors structure en 2022-2023 qui n'occupe aucun poste.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
  - b) le salaire;
  - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
  - d) la date de la mise en disponibilité;
  - e) les prévisions pour 2023-2024.
- 

**Réponse :**

**La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.**

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :**

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires etc.);
  - b) par catégorie d'âge;
  - c) prévisions pour 2023-2024.
- 

**Réponse :**

**La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.**

## Étude des crédits 2023-2024

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

## Demande de renseignements généraux

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

## Réponse :

a) Non pertinent pour l'étude des crédits

b) à g) : Voir document ci-dessous.

<b>Assignation initiale :</b>	Administratrice d'État au ministère de la Culture et des Communications
<b>Assignation actuelle :</b>	Directrice générale du Centre International pour la prévention de la criminalité
<b>Date de l'assignation hors structure :</b>	26 mars 2018
<b>Date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu :</b>	25 mars 2023

<b>Assignation initiale :</b>	Directrice générale à la gouvernance et à l'amélioration continue en patrimoine au ministère de la Culture et des Communications
<b>Assignation actuelle :</b>	Conseillère-cadre à la direction générale du Musée national des beaux-arts du Québec
<b>Date de l'assignation hors structure :</b>	11 juillet 2022
<b>Date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu :</b>	11 juillet 2025

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

---

#### Réponse :

a) à c) : Voir le document ci-joint.

d) : Non pertinent pour l'étude des crédits

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

Nombre	Titre	Éditeur/ Fournisseur	Coût Total
10	Le Devoir	Le Devoir	1017,79 \$
1	Le Devoir	Le Devoir	*60,73 \$
1	Bulletin	Conseil du patrimoine religieux	Gratuit
1	Cap-aux-diamants : la revue de l'histoire	Cap-aux-Diamants Inc. (Éditions)	0,00 \$
1	Conservation perspectives	Getty conservation institute	Gratuit
1	Guild of Book workers	Guild of Book Workers	147,93 \$
1	Journal de l'ACCR/Bulletin de l'ACCR	Association canadienne pour la conservation et la restauration des biens culturels	210 \$
1	Journal de l'APT	Association internationale pour la préservation et ses techniques	386,24 \$
1	Journal of the American Institute for Conservation	American Institute for Conservation of Historic and Artistic Works	749,05 \$
1	Journal of the institute of conservation Iconnect Magazine ICON New Revue	ICON - The Institute of Conservation	810,77 \$
1	Muse	Association des musées canadiens	100,00 \$
1	Musées	Société des musées Québécois	Gratuit
1	Newsletter	Western Association for Conservation	69,92 \$
1	Newsletters	Textile Society of America	107,60 \$
1	Studies in Conservation	International Institute for Conservation	562,65 \$
1	Support/Tracé	Association pour la Recherche scientifique sur les Arts graphiques	115,01 \$
1	The Picture Restorer	British Association of Paintings Conservator-Restorers	62,68 \$
1	Magazine Continuité	Magazine Continuité	34,00 \$
1	Le Nouvelliste (numérique) (inclus les 5 suivants : La Tribune de Sherbrooke, La Voix de l'Est, Le Droit, Le Progrès, Le Soleil)	Coopérative nationale de l'information indépendante, Coop de solidarité	173,94 \$
1	La Revue Continuité	Société développement des périodiques culturels québécois (SODEP)	35,00 \$
1	Le Courrier Sud	Le Courrier Sud	0,00 \$
1	L'Écho de La Tuque	L'Écho de La Tuque	0,00 \$
1	L'Express Drummondville	L'Express Drummondville	150,00 \$
1	La Nouvelle Union	La Nouvelle Union	180,00 \$
1	Le Quotidien – abonnement annuel au journal (version papier et électronique)	Groupe Capitales Médias	173,94 \$
4	Histoire de la Côte-Nord - abonnement annuel à la revue	Société historique de la Côte-Nord	18,00 \$
4	Saguenayensia - abonnement annuel à la revue	Société historique du Saguenay	35,00 \$
1	Continuité - abonnement annuel revue (version papier et électronique)	SODEP	35,00 \$
1	Magazine Continuité	Éditions Continuité	50,00 \$
1	Outil de gestion de projet en ligne	Trello	127,38 \$
1	Le Droit		191,94 \$
1	Le Jamésien		13,30 \$
1	Le Soleil		139,95 \$
1	Abonnement Québec Municipal – 1 mai 2022 au 30 avril 2023	Québec Municipal	650,00 \$
1	Statistical insights on the arts (format électronique)	Hill Strategies Recherche inc.	57,14 \$
2	Ciné-Chiffres Express et Plus électronique (fichiers hebdomadaires)	Cinéac	2772,40 \$
1	Memento (catalogue en ligne des produits de l'édition francophone)	Société de Gestion de la BTLF inc. (BTLF)	887,98 \$

Nombre	Titre	Éditeur/ Fournisseur	Coût Total
1	CARTT (Internet)	CARTT	134,99 \$
1	Just Watch GmbH sur Google Play	Google Play	11,96 \$
42	Cultures à l'ère numérique	Charles Vallerand	2 308,33 \$
7	Infolettre spécialisée sur les médias au Québec	Patrick White	300,00 \$
1	Le Trente	FPJQ / Atelier 10	31,68 \$
1	Observateur des technologies médias (OMT / Media Technology Monitor (MTM))	nLogic	29 275,00 \$
1	Observateur des technologies médias junior (OTM Junior) / Media Technology Monitor Junior (MTM Junior)	nLogic	14 555,00 \$
11	Art Press	EBSCO	142,63 \$
4	Espace	EBSCO	110 \$
4	Sculpture Journal	EBSCO	757,66 \$

(\*) Abonnement souscrit en novembre 2022. Le montant couvre les facturations du 15 novembre 2022 au 15 février 2023.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.**

---

#### Réponse :

Aucune somme n'a été déboursée au cours de 2022-2023.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :**

- a) le nom du site Web;
  - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
  - c) les coûts de construction du site;
  - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
  - g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines
  - h) la fréquence moyenne de mise à jour;
  - i) le responsable du contenu sur le site;
- 

#### **Réponse :**

##### **a) Nom du site Web :**

Ministère de la Culture et des Communications (<https://www.mcc.gouv.qc.ca>).

##### **b) Nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :**

Il n'y a pas eu de conception en 2022-2023.

##### **c) Coûts de construction du site :**

En 2022-2023, il n'y a eu aucun coût de construction du site.

##### **d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :**

- le site est hébergé sur les serveurs du Ministère;
- l'entretien et la mise à jour sont effectués à l'interne; il n'y a aucun coût pour 2022-2023;

##### **e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :**

En 2022-2023, il n'y a pas eu de modernisation ou de refonte.

##### **g) Coûts liés à la réservation de noms de domaines :**

En 2022-2023, des coûts de 862 \$ ont été défrayés.

f), h) et i) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

## Étude des crédits 2023-2024

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

## Demande de renseignements généraux

Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

## Réponse :

a), d), e) et f) : Voir ci-dessous.

b), c) et g) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

Pour le cabinet du ministre de la Culture et des Communications

Région	Ville	Raison des déplacements	Coûts
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	Gaspé	Annonce à Gaspé (Espaces bleus)	2 767,71 \$

Pour le cabinet du ministre de la Culture et des Communications

Région	Ville	Raison des déplacements	Coûts
Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda	Tournée ministérielle – Abitibi-Témiscamingue	4 117,28 \$
Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda	Tournée sous-ministérielle-Espaces bleus	1 249,03 \$

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :

- a) le détail des mandats;
  - b) le coût (déplacements, etc.);
  - c) le nombre de ressources affectées;
  - d) le nombre de rencontres;
  - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
  - f) l'objet;
  - g) les dates.
- 

#### Réponse :

b) le coût (déplacements, etc.) : 519,85 \$

a), c), d), e), f) et g) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Le détail des crédits périmés et reportés et pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.**

---

**Réponse :**

**La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.**

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

---

#### Réponse :

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **Rapport annuel 2022-2023** des ministères et organismes.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

---

#### Réponse :

Aucune somme reçue en 2022-2023 en provenance du gouvernement fédéral.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023 en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

---

#### Réponse :

Aucune prime au rendement et aucun boni n'ont été attribués en 2022-2023.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.**

---

#### Réponse :

En 2022-2023, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.**

---

#### Réponse :

Aucune prime de départ pour bris de contrat n'a été versée par le ministère de la Culture et des Communications en 2022-2023.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.**

---

**Réponse :**

**La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.**

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :**

- a) la dépense totale (opération et capital);
  - b) les grands dossiers en cours;
  - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
  - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
  - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
- 

#### Réponse :

**a) La dépense totale (opération et capital) 2022-2023 :**

- Opération : 3 835,7 k\$
- Capital : 1 609,2 k\$
- Total : 5 444,9 k\$

**b) Les grands dossiers en cours 2022-2023 :**

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

c) Cette question n'est pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

d) et e) La réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## Étude des crédits 2023-2024

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

## Demande de renseignements généraux

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

**Réponse :**

a) et b) : Voir ci-dessous.

Ordre des architectes du Québec	4 588,56 \$
Ordre des ingénieurs du Québec	578,67 \$

c) : 6

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
  - b) La nature;
  - c) Les questions posées;
  - d) Les réponses;
  - e) La firme retenue;
  - f) Les coûts.
- 

#### Réponse :

a), b), c) et d) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

e) et f) : Il n'y a pas eu de sondage ou d'enquête d'opinion réalisés par le Ministère en 2022-2023.

## Étude des crédits 2023-2024

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

## Demande de renseignements généraux

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Réponse :

**a) Placements dans les médias communautaires**

Total des placements	Placements communautaires	%
99 877 \$	9 832 \$	<b>9,84 %</b>

**b) Placements sur Internet et les médias sociaux**

Total des placements	Placements Internet	%
99 877 \$	45 956 \$	<b>46,01 %</b>

Total des placements	Placements médias sociaux	%
99 877 \$	6 976 \$	<b>6,98 %</b>

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.**

---

#### Réponse :

Le ministère de la Culture et des Communications n'a pas dépensé de sommes pour l'achat de crédits carbone en 2022-2023.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

##### Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023.
  - b) nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination.
  - c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018.
- 

##### Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.**

---

#### Réponse :

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2022-2025 du ministère de la Culture et des Communications a été adopté en juin 2022. Il n'y a pas d'enveloppe budgétaire spécifique pour la mise en œuvre des mesures du plan d'action, celles-ci sont intégrées aux activités courantes du Ministère, mais certaines mesures impliquent des dépenses. En 2022-2023, une aide financière de 20 400 \$ a été versée à l'organisme Keroul en contribution à la réalisation de sa mission de rendre la culture accessible aux personnes à capacité physique restreinte. Dans le programme Aide aux immobilisations, 21 des 56 projets qui ont été annoncés entre le 1<sup>er</sup> avril 2022 et le 28 février 2023 incluaient une demande pour l'amélioration de l'accessibilité universelle, ce qui représente 37,5 % des projets financés par ce programme.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2022-2025, en format accessible pour les personnes handicapées, est disponible sur le site Internet du Ministère : [https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/culture-communications/publications-adm/plan-action/Plan-action-personne-handicapees\\_22-25.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/culture-communications/publications-adm/plan-action/Plan-action-personne-handicapees_22-25.pdf)

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable ;

---

#### Réponse :

##### Plan d'action en développement durable du MCC

Budget prévu : 0 \$

Sommes investies en 2022-2023 : 0 \$

État d'avancement de la mesure : réalisée

Le plan d'action de développement durable 2022-2023 est disponible sur le site Internet suivant : [Publications | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#)

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : I) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022;

---

#### Réponse :

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au **Rapport annuel 2022-2023** des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

## Étude des crédits 2023-2024

### **MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

#### **Demande de renseignements généraux**

---

**Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse**

---

**Réponse :**

**La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.**

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :**

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
  - b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
  - c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
  - d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
  - e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
- 

**Réponse :**

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la **Politique-cadre en matière de télétravail** qui peut être consultée à l'adresse suivante : [https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique\\_cadre\\_teletravail.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf).

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

---

Réponse :

4 911,32 \$

## Étude des crédits 2023-2024

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

## Demande de renseignements généraux

Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Réponse :

**a) Les sommes dépensées :**

Activités	Montant
Consultations internes (PAE)	15 120,00 \$
Consultations externes (PAE)	30 035,56 \$
Activités de formation	8 305,54 \$
Abonnement plateforme de santé et de mieux-être (LifeSpeak)	4 668,72 \$
Abonnement au Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	1 343,10 \$
Total	59 472,92 \$

**b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) :**

Non pertinent pour l'étude des crédits.

**c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière :**

30 035,56 \$

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Inscire le lien Internet. <https://www.mcc.gouv.qc.ca/>

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

- a) Copie du contrat;
  - b) Date de fin prévue du contrat;
  - c) Valeur prévue du contrat;
  - d) Sommes dépensées à ce jour.
- 

#### Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <https://www.mcc.gouv.qc.ca/>

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

- a) Copie du contrat;
  - b) Date de fin prévue du contrat;
  - c) Valeur prévue du contrat;
  - d) Sommes dépensées à ce jour.
- 

#### Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <https://www.mcc.gouv.qc.ca/>

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.**

- a) Nombre de stagiaires reçus;
  - b) Heures de stages effectuées;
  - c) Rémunération totale déboursée.
- 

#### **Réponse :**

- a) 2
- b) Non pertinent pour l'étude des crédits.
- c) 18 787,46 \$

\* Données au 28 février 2023

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

---

**Réponse :**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <https://www.mcc.gouv.qc.ca/>

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

---

**Réponse :**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <https://www.mcc.gouv.qc.ca/>

Étude des crédits 2023-2024

**MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

**Demande de renseignements généraux**

---

**Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.**

---

**Réponse :**

**La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.**

Étude des crédits 2023-2024

**MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

**Demande de renseignements généraux**

---

**Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42<sup>e</sup> législature.**

---

**Réponse :**

**La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.**

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

---

**Réponse :**

Le montant pour les amendes perçues en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023 est de 120 000 \$.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

---

#### Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <https://www.mcc.gouv.qc.ca/>

Étude des crédits 2023-2024

**MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

**Demande de renseignements généraux**

---

**Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.**

---

**Réponse :**

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au **Rapport annuel 2022-2023** des ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

**MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

**Demande de renseignements généraux**

---

**Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.**

---

**Réponse :**

Maison René-Lévesque, 16, rue de Mountsorrel, New Carlisle (Québec) G0C 1Z0

Valeur : 117 100,00 \$

Étude des crédits 2023-2024

**MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

**Demande de renseignements généraux**

---

**Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.**

---

**Réponse :**

**La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.**

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
  - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
  - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
  - d) le montant accordé;
  - e) les motifs de la demande.
- 

#### Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2022-2023 :**

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
  - c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
- 

#### **Réponse :**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel 2022-2023** des ministères et organismes.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

**Pour 2022-2023, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :**

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés.
- 

#### **Réponse :**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

## Étude des crédits 2023-2024

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

#### Demande de renseignements généraux

---

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

---

Réponse :

Voir Annexe

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
Comité mixte MCC-RBQ	Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Régie du bâtiment du Québec (RBQ).	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser les échanges entre le MCC et la RBQ. Il agit aussi à titre de facilitateur pour le développement de solutions architecturales en lien avec les projets de construction à caractère patrimonial. Il se veut une plateforme de communication privilégiée entre ces deux organismes. Les échanges devraient permettre de bien comprendre le cadre de travail, les contraintes ainsi que la mission de chaque organisme.</li> <li>Accompagner la RBQ dans la réalisation de son plan d'action en développement durable touchant la conservation du patrimoine culturel</li> <li>Accompagner le MCC dans la recherche de mesures différentes permettant la conservation et la mise en valeur patrimoniale des immeubles protégés par la LPC.</li> <li>Création d'un canal permanent d'échange d'information et de collaboration</li> <li>Identification des irritants du milieu de la construction qui ont trait aux interventions sur les biens patrimoniaux et culturels</li> <li>Collaboration de façon proactive lors de modifications aux Lois et règlements lorsque ces dernières impactent le MCC/ la RBQ</li> <li>Élaboration de lignes directrices communes guidant les différentes interventions sur les biens patrimoniaux pour en limiter les impacts négatifs</li> <li>Élaboration de consignes administratives communes pour les projets touchant des biens patrimoniaux et des projets culturels</li> <li>Diffusion d'informations communes aux propriétaires et aux professionnels de la construction.</li> </ul>	Aucune rencontre en 2022-2023, quelques échanges courriels
Comité interministériel pour l'inscription d'Anticosti au patrimoine mondial (CIAMP)	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère de la Culture et des Communications Ministère du Tourisme Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Secrétariat aux affaires autochtones Société des établissements de plein air du Québec	S'assurer de la coordination des actions gouvernementales visant à soutenir la préparation du dossier de proposition d'inscription de l'île d'Anticosti, d'ici novembre 2020, et à effectuer les représentations nécessaires auprès du gouvernement canadien afin que le dossier soit déposé, en priorité, auprès de l'UNESCO en vue de son évaluation et de son inscription à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.	1 rencontre virtuelle
Table gouvernementale - Politique d'architecture et d'aménagement du territoire	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs Ministère de la Culture et des Communications	Élaboration d'une Politique	4 rencontres dans l'année

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
(anciennement Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires).	Ministère du Tourisme Ministère des Ressources naturelles et des Forêts Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère des Transports Ministère de la Sécurité publique Société de l'Habitation du Québec SQI Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie Ministère de la Santé et des Services sociaux MAPAQ Ministère des Finances Secrétariat du Conseil du trésor Conseil exécutif Secrétariat aux affaires autochtones Hydro Québec Régie du bâtiment du Québec Commission de la capitale nationale du Québec Ministère de l'Éducation Société du Plan Nord Ministère de la Famille Office des personnes handicapées du Québec		
Table de concertation en matière de patrimoine immobilier gouvernemental	Ministère de la Culture et des Communications Secrétariat du Conseil du trésor Ministère du Conseil exécutif Société québécoise des infrastructures Ministères des Affaires municipales et de l'Habitation Société d'habitation du Québec Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de l'Éducation Ministère de l'Enseignement supérieur Ministère des Transports et de la Mobilité durable Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs Ministère des Ressources naturelles et des Forêts Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	La Table est formée dans le but formaliser l'engagement du gouvernement de favoriser l'exemplarité de l'État dans la protection, la valorisation et la transmission du patrimoine culturel dont il est gestionnaire ou propriétaire et de développer la cohésion gouvernementale eu égard au patrimoine culturel immobilier : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Favoriser un réseau d'échange d'informations, de discussions et de concertation;</li> <li>• Permettre le partage des meilleures pratiques en patrimoine immobilier gouvernemental; notamment sur les plans de la connaissance, de la protection, de la mise en valeur et de la transmission de ce dernier, et ce dans une perspective de développement durable;</li> <li>• Assurer la mise en place de mesures structurantes qui feront en sorte que la sauvegarde et la valorisation du patrimoine immobilier deviennent un volet incontournable du Gouvernement;</li> <li>• Signifier et se saisir de problématiques afin de privilégier une meilleure compréhension des différents enjeux liés au maintien et à la protection du patrimoine immobilier gouvernemental et dégager des pistes de solutions.</li> </ul>	Une première rencontre virtuelle s'est tenue le 13 janvier 2023 3 rencontres par année

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Capitale-Nationale</b>	Responsable : Secrétariat à la Capitale-Nationale (SCN) Composition: Ministère de la Culture et des Communications (Direction de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches) Ministère des Affaires municipales et de L'Habitation (MAMH) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Ministère des Transports (MTQ) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Hydro-Québec Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) Secrétariat de la Capitale-Nationale (SCN) Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Ministère de la Famille (MFA) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère des Finances (MF) Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS) Commission de la capitale nationale du Québec (CCNQ) Société d'habitation du Québec (SCF) Secrétariat à la condition féminine (SCF) Services Québec	Mandat : Assurer la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux en région, notamment lors de la mise en œuvre des politiques et des actions à l'égard du développement régional, afin d'en promouvoir une vision intégrée et cohérente. Responsabilités : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Préciser les problématiques locales et régionales qui nécessitent la contribution de plusieurs ministères et réunir les conditions favorables à la signature d'ententes spécifiques multisectorielles;</li> <li>• Favoriser les échanges entre les ministères et organismes gouvernementaux afin de se doter d'une position commune sur des dossiers régionaux d'importance;</li> <li>• Favoriser le développement d'une vision intégrée du développement de la région de la Capitale-Nationale.</li> <li>• Appliquer les responsabilités attribuées aux CAR en vertu du décret 888-2018 concernant les responsabilités des conférences administratives régionales.</li> </ul>	4 rencontres par année  Rencontres virtuelles et en présence en 2022-2023
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Chaudière-Appalaches</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Ministère des Transports (MTQ) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)	Assurer la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux en région, notamment lors de la mise en œuvre des politiques et des actions à l'égard du développement régional, afin d'en promouvoir une vision intégrée et cohérente.	4 rencontres par année  Rencontres virtuelles et en présence en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Hydro-Québec Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) Secrétariat de la Capitale-Nationale (SCN) Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Ministère de la Famille (MFA) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère des Finances (MF) Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)		
<b>Conférence administrative régionale (CAR) - Aménagement du territoire -Chaudière-Appalaches</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition:</u> Ministère de la Culture et des Communications (Direction de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère des Transports (MTQ) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Hydro-Québec Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) Secrétariat de la Capitale-Nationale (SCN) Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Ministère de la Famille Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère des Finances (MF) Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)	Comité de concertation interministériel sur l'aménagement du territoire par région administrative. Accompagnement des MRC et Villes dans l'élaboration de leurs outils de planification du territoire.	2 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Comité de mise en œuvre du Plans d'affectation du territoire public (PATP) de la Chaudière-Appalaches</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) <u>Composition :</u>	Assurer l'élaboration et la mise en œuvre du Plan d'affectation du territoire public (PATP) de la Chaudière-Appalaches	2 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de la Culture et des Communications (Direction de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère des Transports Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Hydro-Québec Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère du Tourisme (MT) Hydro-Québec. Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI)		
<b>Comité de mise en œuvre du Plans d'affectation du territoire public (PATP) de la Capitale-Nationale – Section récréotourisme</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) <u>Composition :</u> Conseil de la Nation huronne-wendat Ministère de la Culture et des Communications (Direction de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMH) MRC de Charlevoix MRC de Charlevoix-Est MRC de La-Jacques-Cartier MRC de La-Côte-de-Beaupré MRC de Portneuf	Le comité joue un rôle avisé et collabore à la conception d'avis en vue de soumettre un portrait récréotouristique pour le Plan d'affectation du territoire public (PATP) de la Capitale-Nationale	2 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Comité de mise en œuvre d'un plan régional de développement du territoire public (PRDTP) (Chaudière-Appalaches)</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (Direction de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Ministère des Transports (MTQ) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Hydro-Québec	Assurer l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan régional de développement du territoire public (PRDTP) en Chaudière-Appalaches	1 rencontre  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère du Tourisme (MT) Hydro-Québec. Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ)		
<b>Bureau de projets du Bassin Saint-Laurent Est – Section Capitale-Nationale</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMH) <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (Direction de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)  Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET)	Les bureaux de projets relèvent du gouvernement et sont pilotés par le MAMH. Ils ont notamment pour mandat de : <ul style="list-style-type: none"> <li>réaliser un portrait des problématiques d'inondations existantes sur le territoire;</li> <li>définir un plan d'intervention comprenant des mesures de résilience et d'adaptation s'appuyant sur des analyses et une expertise scientifiques;</li> <li>se concerter avec les parties prenantes touchées par les inondations;</li> <li>soutenir le milieu municipal dans la mise en œuvre des actions prévues dans le plan d'intervention.</li> </ul>	4 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Bureau de projets - rivière Chaudière</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMH) <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (Direction de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère des Transports (MTQ)	Les bureaux de projets relèvent du gouvernement et sont pilotés par le MAMH. Ils ont notamment pour mandat de : <ul style="list-style-type: none"> <li>réaliser un portrait des problématiques d'inondations existantes sur le territoire;</li> <li>définir un plan d'intervention comprenant des mesures de résilience et d'adaptation s'appuyant sur des analyses et une expertise scientifiques;</li> <li>se concerter avec les parties prenantes touchées par les inondations;</li> <li>soutenir le milieu municipal dans la mise en œuvre des actions prévues dans le plan d'intervention.</li> </ul>	4 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Comité de gouvernance interministériel implantation d'un nouveau lien entre Québec et Lévis</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Transports (MTQ) <u>Composition:</u> Ministère du Conseil exécutif (MCE) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de la Culture et des Communications (MCC)	Le comité permet d'identifier les intrants nécessaires au projet et quelles mesures seront nécessaires pour accélérer l'échéancier.	4 à 6 rencontres par année  Aucune rencontre en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Direction des Affaires juridiques (DAJ) Secrétariat du Conseil du trésor Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère du Tourisme (MT)		
<b>Comité opérationnel des travaux ministériels sur le Réseau structurant de transport en commun (RSTC)</b>	<u>Responsable :</u> Société québécoise des infrastructures (SQI) <u>Composition :</u> Ministère des Transports (MTQ) Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) Ministère des Finances Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)	Le comité assure la concertation et la coordination de l'action gouvernementale tout au long de l'élaboration du projet de Réseau structurant de transport en commun.	Rencontres aux 4 semaines  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Projet de construction du nouveau pont de l'île d'Orléans – Comité directeur aménagements approche sud</b>	Responsable : Ministère des Transports (MTQ) Composition: Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Municipalité de Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans MRC de l'Île-d'Orléans Commission de la capitale nationale du Québec	Le comité directeur a pour mandat de suivre et de formuler des recommandations sur l'avancement du projet de construction du Pont de l'Île d'Orléans, en particulier sur les étapes liées à la conception préliminaire, à l'étude d'impact sur l'environnement et de l'octroi d'un contrat de conception-construction. Le projet de requalification de la côte du pont ainsi que l'entretien et l'exploitation des aménagements pour les usagers actifs et la démarche de valorisation du pont existant y sont également étudiés.	1 à 2 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Table des partenaires publics du CALQ en Capitale-Nationale</b>	Responsable : Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) Composition : Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Secrétariat à la Capitale-Nationale (SCN) Patrimoine Canada Ville de Québec	Coordonnée par le Conseil des arts et des lettres du Québec, la Table de concertation des partenaires publics de la région de la Capitale-Nationale réunit les partenaires publics des trois paliers de gouvernement œuvrant au développement culturel et artistique de la région. Cette Table permet d'échanger sur les enjeux de développement culturel régional et de partager les informations pertinentes sur les interventions de chaque partenaire public.	4-5 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Développement de l'Agro-parc – Terres des Sœurs de la Charité de Québec – Comité de travail sur le</b>	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministère de la Culture et des Communications Université Laval	Le comité de travail sera appelé à réfléchir à plusieurs thèmes en lien avec le développement de l'Agro-parc, dont :	3 rencontres par année

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
patrimoine agricole et les cultures autochtones	Secrétariat à la Capitale-Nationale Nation huronne-wendat Institut du patrimoine culturel de l'Université Laval Conseil des appellations réservées et des termes valorisants Société du réseau ÉCONOMUSÉE Représentant des Sœurs de la Charité de Québec	Patrimoine paysager et historique agricole Systèmes agricoles et alimentaires autochtones Valorisation des cultures autochtones ancestrales Cultures ancestrales et nourricières Interprétation agricole et transmission des savoirs Patrimoine vivant et pratiques agricoles autochtones	1 rencontre en présence en 2022-2023 (nouveau comité)
Conférence administrative régionale (CAR-04) – Mauricie	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Compositions :</u> Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec (CIUSSS MCQ) Commission de la construction du Québec (CCQ) Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Financière agricole du Québec, Maurice (FADQ) Hydro-Québec, Direction - Affaires régionales et collectivités (HQ) Investissement Québec (IQ) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles (MERN) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de la Famille (MFA) Ministère de la Justice (MJQ) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère des Transports (MTQ) Office québécois de la langue française (OQLF) Revenu Québec (RQ) Services Québec, Mauricie Société d'habitation du Québec (SHQ) Tourisme Québec, Fonds de partenariat touristique, Direction des interventions stratégiques en tourisme	Assurer la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux en région, notamment lors de la mise en œuvre des politiques et des actions à l'égard du développement régional, afin d'en promouvoir une vision intégrée et cohérente.	4 rencontres par année Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
Conférence administrative régionale (CAR-04) – Mauricie Aménagement du territoire	<p><u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)</p> <p><u>Composition :</u> Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec (CIUSSS MCQ) Direction de la santé publique Hydro-Québec (HQ) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles (MERN) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère des Transports (MTQ) Ministère de la Sécurité publique (MSP)</p>	<p>Favoriser la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et organismes dans le cadre de la mise en œuvre de politiques, stratégies et autres actions gouvernementales ayant des incidences en matière d'aménagement du territoire en Mauricie</p> <p>À cet effet, les membres pourront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Échanger sur les processus légaux (notamment la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme) et partager de l'information sur les projets, orientations, actions des ministères et organismes en lien avec l'aménagement du territoire;</li> <li>• Échanger sur les différentes demandes d'avis soumises par les ministères et organismes (schémas d'aménagement, études d'impact, plans directeurs de l'eau, etc.) dans le but de mieux harmoniser les interventions;</li> <li>• Échanger sur divers projets émanant du milieu : projets de parcs régionaux, projets d'implantation et de développement ayant des incidences particulières, etc.</li> <li>• Mener des analyses et formuler des recommandations à la CAR 04 à l'égard d'enjeux régionaux en aménagement du territoire.</li> </ul>	Aucune rencontre en 2022-2023
Conférence administrative régionale (CAR-04) – Mauricie - Économique	<p><u>Responsable :</u> Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI)</p> <p><u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles (MERN) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Services Québec, Emploi Québec Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Développement économique Canada (DEC)</p>	Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises à vocation économique du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région.	Aucune rencontre en 2022-2023
Conférence administrative régionale (CAR-17) – Centre-du-Québec	<p><u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)</p> <p><u>Compositions :</u> Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec (CIUSSS MCQ) Commission de la construction du Québec (CCQ) Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Hydro-Québec (HQ) Investissement Québec (IQ)</p>	Assurer la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux en région, notamment lors de la mise en œuvre des politiques et des actions à l'égard du développement régional, afin d'en promouvoir une vision intégrée et cohérente.	3 rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	<p>La Financière agricole du Québec (FADQ)  Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)  Ministère du Conseil exécutif,  Secrétariat aux affaires autochtones (MCE)  Ministère de la Culture et des Communications (MCC)  Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)  Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI)  Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)  Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)  Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)  Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)  Ministère de la Famille (MFA)  Ministère de la Justice (MJQ)  Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)  Ministère de la Sécurité publique (MSP)  Ministère du Tourisme (MTO)  Ministère des Transports (MTQ)  Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)  Services Québec  Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)  Office québécois de la langue française, Mauricie et Centre-du-Québec (OQLF)  Régie du logement  Revenu Québec  Société du parc industriel et portuaire de Bécancour  Société québécoise des infrastructures (SQI)  Sûreté du Québec (SQ)</p>		
<p><b>Conférence administrative régionale (CAR-17) - Centre-du-Québec - Aménagement du territoire</b></p>	<p><u>Responsable :</u>  Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)  <u>Composition :</u>  Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec (CIUSSS MCQ)  Direction de la santé publique  Hydro-Québec (HQ)  Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)  Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI)  Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)  Ministère de la Culture et des Communications (MCC)  Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)</p>	<p>Favoriser la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et organismes dans le cadre de la mise en œuvre de politiques, stratégies et autres actions gouvernementales ayant des incidences en matière d'aménagement du territoire dans le Centre-du-Québec  Concertation et échange d'information sur les dossiers en aménagement du territoire.</p> <p>À cet effet, les membres pourront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Échanger sur les processus légaux (notamment la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme) et partager de l'information sur les projets, orientations, actions des ministères et organismes en lien avec l'aménagement du territoire;</li> </ul>	<p>1 rencontre virtuelle en 2022-2023</p>

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère des Transports (MTQ) Sécurité publique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Échanger sur les différentes demandes d'avis soumises par les ministères et organismes (schémas d'aménagement, études d'impact, plans directeurs de l'eau, etc.) dans le but de mieux harmoniser les interventions;</li> <li>Échanger sur divers projets émanant du milieu : projets de parcs régionaux, projets d'implantation et de développement ayant des incidences particulières, etc.</li> <li>Mener des analyses et formuler des recommandations à la CAR 17 à l'égard d'enjeux régionaux en aménagement du territoire.</li> </ul>	
<b>Conférence administrative régionale (CAR-04) – Mauricie - Développement social</b>	<u>Responsable :</u> Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec (CIUSSS MCQ) <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère de la Famille (MFA) Ministère de la Sécurité Publique (MSP) Ministère des Transports du Québec (MTQ) Ministère du Conseil Exécutif (MCE) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Société d'habitation du Québec (SHQ)	Favoriser l'harmonisation des orientations et politiques ministérielles; Favoriser la cohérence des interventions régionales dans le respect des expertises et des compétences respectives de tous les partenaires concernés, dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie de la population.	Aucune rencontre en 2022-2023
<b>Conférence administrative régionale (CAR-17) - Centre-du-Québec - Qualité de Vie / Développement social</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition :</u> Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec (CIUSSS MCQ) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)	Définir un plan de travail sur des actions à réaliser par les M/O au niveau régional en lien avec le déploiement du PGP, en lien avec les enjeux, problématiques et priorités du milieu, Identifier 1 ou 2 projets par an à mettre en œuvre Rendre compte annuellement d'un bilan des travaux réalisés à la CAR et donc au ministre responsable de la région. Au besoin faire état des travaux des comités à la Table des Préfets de Lanaudière.	Aucune rencontre en 2022-2023
<b>Conférence administrative régionale (CAR-17) - Centre-du-Québec - CAR-MRC</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition :</u>	Assurer le partage d'informations (programmes, enjeux, planifications) entre MRC de la région et les M/O afin d'avoir une action plus efficace sur le territoire	1 rencontre virtuelle en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec (CIUSSS MCQ) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Services Québec 5 MRC de la région		
<b>Organisation Régionale de la Sécurité Civile (ORSC-04-17) – Mauricie &amp; Centre du Québec</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de la sécurité publique (MSP) <u>Composition :</u> Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Hydro-Québec (HQ) Investissement Québec (IQ) Infrastructures Technologiques Québec (ITQ) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de la Famille (MFA) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Société de l'Assurance Automobile du Québec (SAAQ) Services Québec Société d'habitation du Québec (SHQ) Services de Santé et des Services Sociaux (SSSS) Sureté Québec (SQ) Ministère des Transport (MTQ) Ministère de la Culture et des Communications (MCC)	Partage d'informations en lien avec la pandémie : état de situation, directives sanitaires, conséquences, mesures d'aide.	1 rencontre virtuelle en 2022-2023
<b>Conférence administrative régionale (CAR-05) – Estrie</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition :</u> Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie (CIUSSS) Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Curateur public	Assurer la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux en région, notamment lors de la mise en œuvre des politiques et des actions à l'égard du développement régional, afin d'en promouvoir une vision intégrée et cohérente.	4 rencontres virtuelles en 2022-2023  Une rencontre en présentiel

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Financière agricole du Québec (FPO) Hydro-Québec (HQ) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère de la Famille (MFA) Ministère de la Justice Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère des Transports (MTQ) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère du Tourisme Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Régie des bâtiments du Québec (RBQ) Revenu Québec Société québécoise des infrastructures (SQI) Sûreté du Québec - District Sud, région Estrie/Centre-du-Québec (SQ)		
<b>Conférence administrative régionale (CAR-05) – Estrie - Aménagement du territoire</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition :</u> Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie (CIUSSS) Hydro-Québec (HQ) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère des Transports (MTQ) Sécurité publique DSP Ministère de la Sécurité Publique (MSP) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)	Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT).  À cet effet, les membres pourront : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Échanger sur les processus légaux (notamment la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme) et partager de l'information sur les projets, orientations, actions des ministères et organismes en lien avec l'aménagement du territoire;</li> <li>• Échanger sur les différentes demandes d'avis soumises par les ministères et organismes (schémas d'aménagement, études d'impact, plans directeurs de l'eau, etc.) dans le but de mieux harmoniser les interventions;</li> <li>• Échanger sur divers projets émanant du milieu : projets de parcs régionaux, projets d'implantation et de développement ayant des incidences particulières, etc.</li> <li>• Mener des analyses et formuler des recommandations à la CAR 05 à l'égard d'enjeux régionaux en aménagement du territoire.</li> </ul>	2 rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère des Transports (MTQ)		
<b>Comité stratégique – Concertation intégrée en éducation (05) Estrie</b>	<p>Responsable : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Projet Partenaires pour la réussite éducative en Estrie (PRÉE)</p> <p>Composition : Association des écoles privées de l'Estrie Cégep de Sherbrooke Centre de services scolaire des Sommets Centre de services scolaire des Hauts-Cantons Centre de services scolaire de la Région-de- Sherbrooke Collège Champlain Commission scolaire Eastern Townships Université de Sherbrooke Université Bishop's CIUSSS de l'Estrie – CHUS Table des MRC de l'Estrie Services Québec Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration Ministère de la Culture et des Communications Ministère de l'Éducation Organisme communautaire à portée régionale Organisme économique à portée régionale</p>	Le comité stratégique de la concertation intégrée en éducation est une instance décisionnelle qui voit à la réalisation de la mission de l'organisation et développe la vision globale de l'action concertée.	2 rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Montérégie</b>	<p>Responsable : Direction régionale du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)</p> <p>Composition: Ministère de la Culture et des Communications Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Ministère de la Famille Ministère du Tourisme (MTO)</p>	<p>Assurer la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux en région, notamment lors de la mise en œuvre des politiques et des actions à l'égard du développement régional, afin d'en promouvoir une vision intégrée et cohérente. Assurer la réalisation de la stratégie régionale de l'occupation et vitalité des territoires (OVT). Responsabilités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Préciser les problématiques locales et régionales qui nécessitent la contribution de plusieurs ministères et réunir les conditions favorables à la signature d'ententes sectorielles;</li> <li>• Favoriser les échanges entre les ministères et organismes gouvernementaux afin de se doter d'une position commune sur des dossiers régionaux d'importance;</li> <li>• Favoriser le développement d'une vision intégrée du développement de la région de la Montérégie.</li> </ul>	<p>4 rencontres</p> <p>Rencontres virtuelles en 2022-2023</p>

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)		
<b>Conférence administrative régionale (CAR) - Aménagement du territoire - Montérégie</b>	<p><u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)</p> <p><u>Composition:</u> Ministère de la Culture et des Communications Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Ministère de la Famille Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère des Finances (MF) Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)</p>	Comité de concertation interministériel sur l'aménagement du territoire. Accompagnement des MRC et Villes dans l'élaboration de leurs outils de planification du territoire.	2 à 3 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – développement social - Montérégie</b>	<p><u>Responsable :</u> Direction de la santé publique de la Montérégie</p> <p><u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications Ministère des Affaires municipales (MAM) Ministère de l'immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI);</p>	Comité de concertation interministériel sur le développement social en Montérégie.	2 rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Organisation régionale de sécurité civile - ORSC 05-16</b>	<p><u>Responsable :</u> Ministère de la Sécurité publique</p> <p><u>Composition :</u> Affaires autochtones Canada (AAC); Hydro-Québec (HQ); Investissement Québec (IQ); Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH); Ministère de l'Agriculture, Pêcherie et Alimentation (MAPAQ); Ministère de la Culture et des Communications (MCC);</p>	L'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCC) est la structure gouvernementale en charge de la planification de la sécurité civile à l'échelle nationale et de la coordination des actions menées par chacun des ministères et des organismes gouvernementaux (MO) du gouvernement du Québec.	2 rencontres  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur (MÉES); Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN); Ministère de la Famille (MF); Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI); Ministère de la Sécurité publique (MSP); Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS); Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS); Ministère des Transports du Québec (MTQ); Sûreté du Québec (SQ); Urgence Québec – Ministère du Conseil exécutif (UQ-MCE); Commission des Normes, de l'Équité, de la Santé et sécurité au travail (CNESS); Croix-Rouge Canadienne (CRC); Infrastructures technologiques Québec (ITQ); Ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs (MFFP); Société d'Habitation du Québec (SHQ); Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU).		
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Bas-Saint-Laurent</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales (MAM) <u>Composition:</u> Ministère de la Culture et des Communications (Direction Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine) Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs(MELCCFP) Ministère de l'Éducation (ME) Ministère de l'Enseignement supérieur (MES) Ministère de la Famille (MFA) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Investissement Québec (IQ) Hydro-Québec Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)	Mandat : Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT). Assurer et promouvoir une vision intégrée et cohérente de l'action gouvernementale sur le territoire.  Responsabilités : Préciser les problématiques locales et régionales qui nécessitent la contribution de plusieurs ministères et réunir les conditions favorables à la signature d'ententes spécifiques multisectorielles; Favoriser les échanges entre les ministères et organismes gouvernementaux afin de se doter d'une position commune sur des dossiers régionaux d'importance; Favoriser le développement d'une vision intégrée du développement de la région du Bas-Saint-Laurent.	4 rencontres en 2022-2023, dont 2 virtuelles

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Office des Personnes Handicapées du Québec (OPHQ) Société d'Habitation du Québec (SHQ) Société québécoise des Infrastructures (SQI) Représentant du bureau du ministre régional. Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent (CRDBSL) Participation occasionnelle des directeurs de MRC		
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Gaspésie</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH) <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (Direction Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine) Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) Ministère de l'Éducation (ME) Ministère de l'Enseignement supérieur (MES) Ministère de la Famille (MFA) Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Investissement Québec (IQ) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Université du Québec à Rimouski (UQAR) Office des Personnes Handicapées du Québec (OPHQ) Représentant de la Table des Préfets Participation occasionnelle des Directeurs de MRC.	Mandat : Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT). Assurer et promouvoir une vision intégrée et cohérente de l'action gouvernementale sur le territoire.  Responsabilités : Préciser les problématiques locales et régionales qui nécessitent la contribution de plusieurs ministères et réunir les conditions favorables à la signature d'ententes spécifiques multisectorielles; Favoriser les échanges entre les ministères et organismes gouvernementaux afin de se doter d'une position commune sur des dossiers régionaux d'importance; Favoriser le développement d'une vision intégrée du développement de la région de la Gaspésie	5 rencontres par année  3 rencontres virtuelles et 2 sur le territoire.
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Îles-de-la-Madeleine</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH) <u>Composition:</u> Ministère de la Culture et des Communications (Direction Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine) Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MF)	Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT). Assurer et promouvoir une vision intégrée et cohérente de l'action gouvernementale sur le territoire.	3 rencontres par année, dont 1 virtuelle

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) Ministère de l'Éducation (ME) Ministère de l'Enseignement supérieur (MES) Ministère de la Famille (MFA) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Investissement Québec (IQ) Hydro-Québec Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Société d'Habitation du Québec (SHQ)	La communauté des Îles-de-la-Madeleine bénéficie d'un décret qui reconnaît son insularité et les particularités qui y sont reliées. La Communauté a demandé à ce qu'une CAR soit instaurée uniquement pour les Îles-de-la-Madeleine et que les gestionnaires régionaux soient les principaux participants aux rencontres.  La DR organise le traitement des dossiers courants en fonction des déplacements prévus pour les CAR.	
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Aménagement du territoire BSL</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH) <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (Direction BSLGÎM) Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Hydro-Québec Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Ministère de la Famille Ministère de l'Éducation (ME) Ministère de l'Enseignement supérieur (MES) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)	Comité de concertation interministériel sur l'aménagement du territoire par région administrative. Accompagnement des MRC et Villes dans l'élaboration de leurs outils de planification du territoire.	3 rencontres virtuelles par année
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Aménagement du territoire Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH) <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (Direction BSLGÎM)	Comité de concertation interministériel sur l'aménagement du territoire par région administrative. Accompagnement des MRC et Villes dans l'élaboration de leurs outils de planification du territoire.	4 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Hydro-Québec Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Ministère de la Famille Ministère de l'Éducation (ME) Ministère de l'Enseignement supérieur (MES) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)		
<b>Conférence administrative régionale – économie Gaspésie</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie <u>Composition :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH) Ministère de la Culture et des Communications (Direction Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine) Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MF) Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Développement Économique Canada (DEC) Investissement Québec (IQ)	Le mandat principal de la CAR économique de la GIM est de gérer le Fonds d'Aide aux Initiatives Régionales (FAIR) en analysant et recommandant des projets qui s'inscrivent dans les volets et priorités du Fonds.  Le Fonds d'aide aux initiatives régionales vise le développement économique et touristique de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine dans le but de favoriser la création d'emplois et de richesse.	4 rencontres par année.  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Conférence administrative régionale – économie Bas-Saint-Laurent</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie <u>Composition :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH) Ministère de la Culture et des Communications (Direction Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)	Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises à vocation économique du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région	4 rencontres par année Rencontres virtuelles en 2021-2022

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Développement Économique Canada (DEC) Investissement Québec (IQ) Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent (CRDBSL)		
<b>Conférence administrative régionale en développement social - Gaspésie</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (Direction Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine) Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH) Office des Personnes Handicapées du Québec (OPHQ) Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MESS) Investissement Québec (IQ) UQAR Ministère de l'Éducation (ME) Ministère de la Famille (MF) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère de l'Enseignement Supérieur (MES)	Réfléchir aux enjeux du développement social sur le territoire de la Gaspésie et faire des recommandations à la CAR pour intégrer des mesures prenant en compte le développement social dans les divers outils d'orientations et fonds régionaux	4 rencontres virtuelles par année
<b>Comité de mise en œuvre du Plan d'affectation du territoire public (PATP) du Bas-Saint-Laurent</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (Direction BSLGÎM) Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Hydro-Québec Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère du Tourisme (MTO) Hydro-Québec. Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE)	Assurer l'élaboration et la mise en œuvre du Plan d'affectation du territoire public (PATP) du BSL	2 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Comité de mise en œuvre du Plan d'affectation du territoire public (PATP) de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (ERNF) <u>Composition :</u> Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	Assurer l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation du Plan d'affectation du territoire public (PATP) de la GÎM	2 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Hydro-Québec Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE)		
<b>Comité de mise en œuvre du Plan régional de développement du territoire public – volet récréotouristique (PRDTP) Gaspésie</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Ressources naturelles et des Forêts <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie E) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Représentant du Secrétariat Migmawei Association touristique régionale de la Gaspésie (ATR) Représentants des 5 MRC	Assurer la rédaction et l'évaluation du PRDTP	2 à 4 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Organisation régionale de la sécurité civile (ORSC) Bas-St-Laurent</b>	<u>Ministère responsable :</u> Ministère de la Sécurité Publique <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) Ministère de l'Éducation (ME) Ministère de l'Enseignement supérieur (MES) Ministère de la Famille (MFA) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Hydro-Québec Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Société d'Habitation du Québec (SHQ) Société québécoise des Infrastructures (SQI) Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent (CRDBSL)	Mandat général de l'ORSC : Assurer la planification gouvernementale en sécurité civile et coordonner les ressources qui soutiennent les municipalités lors d'un sinistre.	5 rencontres en 2022-2023, dont 1 en présence

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
<p><b>Organisation régionale de la sécurité civile (ORSC) Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b></p>	<p><u>Ministère responsable :</u> Ministère de la Sécurité Publique</p> <p><u>Participants :</u> Ministère de la Culture et des Communications Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) Ministère de l'Éducation (ME) Ministère de l'Enseignement supérieur (MES) Ministère de la Famille (MFA) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Hydro-Québec Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Société d'Habitation du Québec (SHQ) Société québécoise des Infrastructures (SQI)</p>	<p>Mandat général de l'ORSC : Assurer la planification gouvernementale en sécurité civile et coordonner les ressources qui soutiennent les municipalités lors d'un sinistre.</p> <p>Mise en place d'un comité de l'ORSC après la tempête Fiona : Comité régional de prévention et de rétablissement (5 rencontres de septembre à décembre 2022).</p>	<p>3 rencontres virtuelles en 2022-2023</p>
<p><b>Conférence administrative régionale (CAR) - Outaouais</b></p>	<p><u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)</p> <p><u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications; Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; Ministère des Transports; Ministère de la Sécurité publique ; Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs; Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur; Ministère du Tourisme; Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; Ministère des Finances. Ministère de l'Économie et innovation Ministère de l'Immigration, de la francisation et de l'inclusion Investissements Québec Cabinet de la ministre régionale de l'Outaouais Commission des normes, de l'équité, de la santé et de sécurité au travail</p>	<p>Assurer la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux en région, notamment lors de la mise en œuvre des politiques et des actions à l'égard du développement régional, afin d'en promouvoir une vision intégrée et cohérente.</p>	<p>4 rencontres par année</p> <p>Rencontres en présence en 2022-2023</p>

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Office des personnes handicapées du Québec Secrétariat aux affaires autochtones Tourisme Outaouais Société québécoise des infrastructures (SQI) Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Outaouais		
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Abitibi-Témiscamingue</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications; Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; Ministère des Transports Ministère de la Sécurité publique ; Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs; Hydro-Québec; Ministère de l'Immigration, de la francisation et de l'Inclusion; Service Québec Ministère de la Famille; Ministère de l'Économie et de l'innovation Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur; Ministère du Tourisme; Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue; Office des personnes handicapées du Québec; Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail; Secrétariat aux affaires autochtones; Ministère des Finances.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux en région, notamment lors de la mise en œuvre des politiques et des actions à l'égard du développement régional, afin d'en promouvoir une vision intégrée et cohérente.</li> </ul>	4 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Nord-du-Québec</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications; Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; Ministère des Transports, Ministère de la Sécurité publique ;	Assurer la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux en région, notamment lors de la mise en œuvre des politiques et des actions à l'égard du développement régional, afin d'en promouvoir une vision intégrée et cohérente.	4 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs; Hydro-Québec; Ministère de l'Immigration, de la francisation et de l'Inclusion; Services Québec Ministère de la Famille; Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur; Ministère du Tourisme; Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; Secrétariat aux affaires autochtones; Ministère des Finances. Société de développement de la Baie-James Société du Plan Nord Tourisme Baie-James		
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Outaouais</b> <b>Aménagement du Territoire</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications; Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; Ministère des Transports, Ministère de la Sécurité publique ; Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs; Hydro-Québec; Ministère de l'Immigration, de la francisation et de l'Inclusion; Service Québec Ministère de la Famille; Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur; Ministère du Tourisme; Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; Secrétariat aux affaires autochtones; Ministère des Finances Ministère de la Justice	Comité de concertation interministériel sur l'aménagement du territoire par région administrative. Accompagnement des MRC et Villes dans l'élaboration de leurs outils de planification du territoire.	2 à 3 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Outaouais</b> <b>Économie</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de l'Économie, des Sciences et de l'innovation <u>Composition :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère de la Culture et des Communications; Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles;	Comité de concertation interministériel sur les enjeux économiques du territoire par région administrative. Accompagnement des clients et partenaires en matière de développement économique.	2 à 3 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère des Transports, Ministère de la Sécurité publique ; Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs; Service Québec Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; Représentants des territoires (MRC)		
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Nord-du-Québec</b> <b>Aménagement du Territoire</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications; Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; Ministère des Transports Ministère de la Sécurité publique ; Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs; Hydro-Québec; Ministère de l'Immigration, de la francisation et de l'Inclusion; Service Québec Ministère de la Famille; Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur; Ministère du Tourisme; Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; Secrétariat aux affaires autochtones; Ministère des Finances.	Comité de concertation interministériel sur l'aménagement du territoire par région administrative. Accompagnement des MRC et Villes dans l'élaboration de leurs outils de planification du territoire.	2 à 3 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Nord-du-Québec / Économie</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de l'Économie des sciences et de l'innovation Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de la Culture et des Communications; Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; Ministère des Transports Ministère de la Sécurité publique ; Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs; Hydro-Québec; Service Québec Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; Société du Plan Nord	Comité de concertation interministériel sur les enjeux économiques du territoire par région administrative. Accompagnement des clients et partenaires en matière de développement économique.	1 à 2 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Société de développement de la Baie-James		
Conférence administrative régionale (CAR) – Nord-du-Québec / Autochtone	<u>Responsable</u> Ministère des Affaires municipales et de l'occupation du territoire Ministère de la Culture et des Communications Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques Secrétariat aux affaires autochtones Services Québec Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue Ministère de la Sécurité publique Ministère des Transports	Comité de concertation interministériel sur les enjeux économiques du territoire par région administrative Accompagnement et concertation en matière d'enjeux autochtones	2 à 3 rencontres par années  Rencontres virtuelles en 2022-2023
Conférence administrative régionale (CAR) – Abitibi-Témiscamingue / Autochtone	<u>Responsable</u> Ministère des Affaires municipales et de l'occupation du territoire Ministère de la Culture et des Communications Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques Secrétariat aux affaires autochtones Services Québec Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue Ministère de la Sécurité publique Ministère des Transports	Comité de concertation interministériel sur les enjeux économiques du territoire par région administrative Accompagnement et concertation en matière d'enjeux autochtones	2 à 3 rencontres  Rencontres virtuelles en 2022-2023, sauf janvier 2023 en présence
Conférence administrative régionale (CAR) – Laval	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition:</u> Ministère de la Culture et des Communications (Direction de Laval, de Lanaudière et des Laurentides) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère des Transports (MTQ) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval (CISSS) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Société d'habitation du Québec (SHQ)	Assurer la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux en région, notamment lors de la mise en œuvre des politiques et des actions à l'égard du développement régional, afin d'en promouvoir une vision intégrée et cohérente.	4 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Ministère de la Famille Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de la Justice (MJQ) Ministère de la Famille (MFA) Ville de Laval		
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Lanaudière</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition:</u> Ministère de la Culture et des Communications (Direction de Laval, de Lanaudière et des Laurentides) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière (CISSS) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère des Transports (MTQ) Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de la Justice (MJ) Attaché politique de la ministre responsable MRC D'Autray MRC Joliette MRC L'Assomption MRC Montcalm MRC les Moulins MRC Matawinie Table des Préfets de Lanaudière	Assurer la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux en région, notamment lors de la mise en œuvre des politiques et des actions à l'égard du développement régional, afin d'en promouvoir une vision intégrée et cohérente.	4 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
Conférence administrative régionale (CAR) – Laurentides	<p><u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)</p> <p><u>Composition:</u> Ministère de la Culture et des Communications (Direction de Laval, de Lanaudière et des Laurentides) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère des Transports (MTQ) Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère de la Famille (MFA) Hydro-Québec Attaché politique de la ministre responsable</p>	Assurer la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux en région, notamment lors de la mise en œuvre des politiques et des actions à l'égard du développement régional, afin d'en promouvoir une vision intégrée et cohérente.	4 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
Conférence administrative régionale (CAR) – Laval – Comité aménagement du territoire.	<p><u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)</p> <p><u>Composition:</u> Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) Direction de la santé publique des Laurentides (DSP) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES) Hydro-Québec (HQ) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Environnement et de la Lutte aux Changements climatiques (MELCC) Ministère des Transports (MTQ) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Ministère des Transports (MTQ) Ministère de la sécurité publique (MSP)</p>	Le comité en aménagement du territoire de la CAR de Laval a pour mandat de favoriser la concertation entre les différents M/O et avec les partenaires du milieu afin d'une part, d'harmoniser les actions du gouvernement en matière d'aménagement du territoire et d'autre part, de faciliter l'avancement des dossiers régionaux en aménagement du territoire	2-3 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
Conférence administrative régionale (CAR) – Laval – Comité développement économique.	<p><u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)</p> <p><u>Composition:</u></p>	Définir un plan de travail sur des actions à réaliser au niveau régional en lien avec les priorités régionales : <ul style="list-style-type: none"> <li>Le plan gouvernemental de contribution à l'Occupation et à la</li> </ul>	2-3 rencontres par année

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	<p>Membres participants :</p> <p>Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)  Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)  Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)  Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)  Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES)  Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI)  Ministère du Transport (MTQ)  Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)  Ville de Laval</p> <p><u>Membres ponctuels :</u>  Ministère de la Faune, des Forêts et des Parcs (MFFP)  Ministère de la Culture et des Communications (MCC)  Ministère de la Famille (MFA)</p>	<p>vitalité des territoires 2018-2020 pour la région de Lanaudière, soit les réponses gouvernementales aux priorités régionales, sera un intransigent important dans la préparation des plans de travail de chacun des Comités.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaque comité de la CAR aura à identifier une à deux actions plus spécifiques qu'il entend mettre de l'avant.</li> </ul> <p>Documenter en collaboration avec le milieu, les problématiques rencontrées dans la mise en œuvre des priorités régionales et identifier des pistes d'action.  Rendre compte annuellement d'un bilan des travaux réalisés à la CAR et donc au ministre responsable de la région.</p>	<p>Rencontres virtuelles en 2022-2023</p>
<p>Conférence administrative régionale (CAR) – Laval – Comité développement social.</p>	<p><u>Responsable :</u>  Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)</p> <p><u>Composition:</u></p> <p>Membres participants :</p> <p>Centre intégré en santé et services sociaux de Laval (CISSS)  Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)  Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)  Ministère de la Culture et des Communications (MCC)  Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)  Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)  Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES)  Ministère de la Famille (MFA)  Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)  Société d'Habitation du Québec (SHQ)  Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI)  Office des Personnes handicapées du Québec (OPHQ)  Secrétariat à la condition féminine (SCF)  Ville de Laval</p> <p><u>Membres ponctuels :</u>  Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)</p>	<p>Les membres du CDS de la CAR de Laval ont comme mandat de voir à la réalisation des plans d'action gouvernementaux qui figurent à l'agenda commun dudit comité et de les arrimer aux priorités régionales qui se retrouvent, entre autres, dans la politique régionale de développement social. Ils ont également comme mandat de mettre en place des mécanismes permettant de faciliter et d'accélérer les projets prioritaires liés au développement social.</p>	<p>2-3 rencontres par année</p> <p>Rencontres virtuelles en 2022-2023</p>

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère du Transport (MTQ) Ministère de la Faune, des Forêts et des Parcs (MFFP) Ministère de la Justice (MJQ) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de la Sécurité publique (MSP)		
Conférence administrative régionale (CAR) – Lanaudière – Comité aménagement du territoire	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition :</u> Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) Direction de la santé publique des Laurentides (DSP) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES) Hydro-Québec (HQ) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Environnement et de la Lutte aux Changements climatiques (MELCC) Ministère des Transports (MTQ) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Ministère des Transports (MTQ) Ministère de la sécurité publique (MSP) MRC de Joliette MRC Matawinie MRC D'Autray MRC Les Moulins MRC L'Assomption MRC Montcalm	<p>Définir un plan de travail sur des actions à réaliser au niveau régional en lien avec les priorités régionales :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le plan gouvernemental de contribution à l'Occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020 pour la région de Lanaudière, soit les réponses gouvernementales aux priorités régionales, sera un intrant important dans la préparation des plans de travail de chacun des Comités.</li> <li>Chaque comité de la CAR aura à identifier une à deux actions plus spécifiques qu'il entend mettre de l'avant.</li> </ul> <p>Documenter en collaboration avec le milieu, les problématiques rencontrées dans la mise en œuvre des priorités régionales et identifier des pistes d'action.</p> <p>Rendre compte annuellement d'un bilan des travaux réalisés à la CAR et donc au ministre responsable de la région. Au besoin faire état des travaux des comités à la Table des Préfets de Lanaudière.</p>	<p>2-3 rencontres par année</p> <p>Rencontres virtuelles en 2022-2023</p>
Conférence administrative régionale (CAR) – Lanaudière – Comité économique	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition :</u> Centre intégré en santé et services sociaux (CISSS) Hydro-Québec (HQ) Investissement Québec (IQ) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Inclusion (MIFI)	<p>Définir un plan de travail sur des actions à réaliser au niveau régional en lien avec les priorités régionales :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le plan gouvernemental de contribution à l'Occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020 pour la région de Lanaudière, soit les réponses gouvernementales aux priorités régionales, sera un intrant important dans la préparation des plans de travail de chacun des Comités.</li> <li>Chaque comité de la CAR aura à identifier une à deux actions plus spécifiques qu'il entend mettre de l'avant.</li> </ul> <p>Documenter en collaboration avec le milieu, les problématiques rencontrées dans la mise en œuvre des priorités régionales et identifier des pistes d'action.</p>	<p>2-3 rencontres par année</p> <p>Rencontres virtuelles en 2022-2023</p>

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère du Transport du Québec (MTQ) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) MRC de Joliette MRC Matawinie MRC D'Autray MRC Les Moulins MRC L'Assomption MRC Montcalm	Rendre compte annuellement d'un bilan des travaux réalisés à la CAR et donc au ministre responsable de la région. Au besoin faire état des travaux des comités à la Table des Préfets de Lanaudière.	
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Lanaudière – Comité développement social</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition:</u> À définir	Définir un plan de travail sur des actions à réaliser au niveau régional en lien avec les priorités régionales : <ul style="list-style-type: none"> <li>Le plan gouvernemental de contribution à l'Occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020 pour la région de Lanaudière, soit les réponses gouvernementales aux priorités régionales, sera un intrant important dans la préparation des plans de travail de chacun des Comités.</li> <li>Chaque comité de la CAR aura à identifier une à deux actions plus spécifiques qu'il entend mettre de l'avant.</li> </ul> Documenter en collaboration avec le milieu, les problématiques rencontrées dans la mise en œuvre des priorités régionales et identifier des pistes d'action. Rendre compte annuellement d'un bilan des travaux réalisés à la CAR et donc au ministre responsable de la région. Au besoin faire état des travaux des comités à la Table des Préfets de Lanaudière.	2-3 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Laurentides - Aménagement du territoire</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition:</u> Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) Direction de la santé publique des Laurentides (DSP) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES) Hydro-Québec (HQ) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Environnement et de la Lutte aux Changements climatiques (MELCC) Ministère des Transports (MTQ) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Ministère des Transports (MTQ) Ministère de la sécurité publique (MSP)	Le comité en aménagement de la CAR des Laurentides a pour mandat de favoriser la concertation entre les différents M/O et avec les partenaires du milieu afin d'une part, d'harmoniser les actions du gouvernement en matière d'aménagement du territoire et d'autre part, de faciliter l'avancement des dossiers régionaux en aménagement du territoire	2-3 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	MRC d'Antoine-Labelle MRC d'Argenteuil MRC de Deux-Montagnes MRC de la Rivière-du-Nord MRC de Thérèse-De Blainville MRC des Laurentides MRC des Pays-d'en-Haut Ville de Mirabel		
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Laurentides</b> <b>Comité développement social</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition:</u> Centre intégré en santé et services sociaux (CISSS) Direction de Santé publique (DSP) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES) Ministère de la Famille (MF) Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) Ministère de la Justice (MJQ) Ministère du Transport du Québec (MTQ) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Services Québec  Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides (CPÉRL) MRC d'Antoine-Labelle MRC d'Argenteuil MRC de Deux-Montagnes MRC de la Rivière-Du-Nord MRC de Thérèse-de-Blainville MRC des Laurentides MRC des Pays-d'en-Haut Ville de Mirabel	Les membres du comité en développement social de la CAR des Laurentides ont comme mandat de voir à la réalisation des plans d'actions gouvernementales qui figurent à l'agenda commun dudit comité et de les arrimer aux priorités et aux initiatives du milieu.	2-3 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Laurentides</b> <b>Comité économique</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition:</u> Centre intégré en santé et services sociaux (CISSS) Développement économique Canada (DEC) Direction de Santé publique (DSP)	Le comité économique de la CAR des Laurentides a comme mandat de favoriser la concertation entre les différents M/O et les organisations de développement économique des MRC du territoire et de la Ville de Mirabel afin de faciliter le développement de projets à caractère économique.	2-3 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	<p>Hydro-Québec (HQ)  Investissement Québec (IQ)  Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)  Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)  Ministère de la Culture et des Communications (MCC)  Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI)  Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)  Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)  Ministère du Transport du Québec (MTQ)  Laurentides International  Services Québec  Société d'aide au développement des collectivités (SADC)</p> <p>Corporation de développement économique de la MRC des Laurentides  Centre local de développement d'Antoine-Labelle  Mirabel économique  Service de développement économique de la MRC d'Argenteuil  Service de développement économique de la MRC de Rivière-du-Nord  Service de développement économique de la MRC de Thérèse-De Blainville  Service de développement économique de la MRC de Deux-Montagnes  Service de développement économique de la MRC des Pays-d'en-Haut</p>		
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Laurentides</b> <b>Comité gouvernance de proximité-CAR-MRC</b>	<p><u>Responsable :</u>  Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)</p> <p><u>Composition:</u>  Centre intégré en santé et services sociaux (CISSS)  Curateur Public du Québec (CPO)  Direction de Santé publique (DSP)  Hydro-Québec (HQ)  Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)  Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)  Ministère de la Culture et des Communications (MCC)  Ministère du conseil exécutif et Secrétariat aux affaires autochtones (MCE-SAA)  Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES)  Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI)  Ministère de l'Environnement et de la Lutte aux Changements climatiques (MELCC)  Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)  Ministère de la Famille (MFA)  Ministère de la Faune, des Forêts et des Parcs (MFFP)  Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)</p>	Le mandat de ce comité est de maintenir et développer des liens de partenariat entre les organisations municipales et les ministères et organismes gouvernementaux du territoire.	2 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de la Justice (MJ) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère du Transport du Québec (MTQ) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Secrétariat à la Condition féminine (SCF) Société d'Habitation du Québec (SHQ) Sécurité publique (SQ) Services Québec  Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides (CPÉRL) MRC d'Antoine-Labelle MRC d'Argenteuil MRC de Deux-Montagnes MRC de Rivière-du-Nord MRC de Thérèse-De Blainville MRC des Laurentides MRC des Pays-d'en-Haut Ville de Mirabel		
<b>Comité de mise en œuvre du Plans d'affectation du territoire public (PATP) de Lanaudière</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) <u>Composition :</u> Agence de la santé et des services sociaux (Direction de la santé publique) Hydro-Québec Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; Ministère de la Culture et des Communications; Ministère de l'Environnement, de la Faune et des Parcs; Ministère des Finances et de l'Économie; Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; Ministère de la Sécurité publique; Ministère des Transports	Assurer l'élaboration et la mise en œuvre du Plan d'affectation du territoire public (PATP) de Lanaudière	1 rencontre par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Comité de mise en œuvre du Plans d'affectation du territoire public (PATP) des Laurentides</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) <u>Composition :</u> Agence de la santé et des services sociaux (Direction de la santé publique) Hydro-Québec Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;	Assurer l'élaboration et la mise en œuvre du Plan d'affectation du territoire public (PATP) des Laurentides	1 rencontre par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de la Culture et des Communications; Ministère de l'Environnement, de la Faune et des Parcs; Ministère des Finances et de l'Économie; Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; Ministère de la Sécurité publique; Ministère des Transports		
Organisation régionale de sécurité civile - Montréal-Laval	<p><u>Responsable :</u> Ministère de la Sécurité publique</p> <p><u>Composition :</u> Investissement Québec (IQ); Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ); Ministère de la Culture et des Communications (MCC); Ministère de l'Environnement et de la Lutte aux Changements climatiques (MELCC); Ministère de la Famille (MFA); Ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs (MFFP); Sûreté du Québec (SQ); Commission des Normes, de l'Équité, de la Santé et sécurité au travail (CNESST); Hydro-Québec (HQ); Infrastructures technologiques Québec (ITQ); Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH); Ministère de l'Éducation (MÉ); Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN); Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI); Ministère de la Sécurité publique (MSP); Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS); Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS); Ministère des Transports du Québec (MTQ); Société d'Habitation du Québec (SHQ); Urgence Québec – Ministère du Conseil exécutif (UQ-MCE); Urgence-Santé.</p>	L'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCO) est la structure gouvernementale en charge de la planification de la sécurité civile à l'échelle nationale et de la coordination des actions menées par chacun des ministères et des organismes gouvernementaux (MO) du gouvernement du Québec.	Rencontres virtuelles en 2022-2023
Organisation régionale de sécurité civile – Laurentides-Lanaudière	<p><u>Responsable :</u> Ministère de la Sécurité publique</p> <p><u>Composition :</u> Affaires autochtones Canada (AAC); Hydro-Québec (HQ); Investissement Québec (IQ);</p>	L'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCO) est la structure gouvernementale en charge de la planification de la sécurité civile à l'échelle nationale et de la coordination des actions menées par chacun des ministères et des organismes gouvernementaux (MO) du gouvernement du Québec.	Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH); Ministère de l'Agriculture, Pêcherie et Alimentation (MAPAQ); Ministère de la Culture et des Communications (MCC); Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur (MÉES); Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN); Ministère de la Famille (MF); Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI); Ministère de la Sécurité publique (MSP); Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS); Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS); Ministère des Transports du Québec (MTQ); Sûreté du Québec (SQ); Urgence Québec – Ministère du Conseil exécutif (UQ-MCE); Commission des Normes, de l'Équité, de la Santé et sécurité au travail (CNESST); Croix-Rouge Canadienne (CRC); Infrastructures technologiques Québec (ITQ); Ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs (MFFP); Société d'Habitation du Québec (SHQ); Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU).		
<b>Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) – Comité national</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de la Sécurité publique <u>Composition :</u> Tous les ministères et organismes de la fonction publique	L'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) est la structure gouvernementale en charge de la planification de la sécurité civile à l'échelle nationale et de la coordination des actions menées par chacun des ministères et des organismes gouvernementaux (MO) du gouvernement du Québec.	5 rencontres 4 rencontres virtuelles en 2022-2023 et 1 en présentiel
<b>Conférence régionale administrative (CAR) Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>	<u>Responsable:</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition:</u> Hydro-Québec Investissement Québec Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministère de l'Économie et de l'Innovation Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère de la Culture et des Communications Ministère de la Sécurité publique Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Ministère des Transports du Québec	Concertation des ministères et organismes publics par région administrative	4-5 rencontres par année

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale Société d'habitation du Québec Société du Plan Nord Société des établissements de plein air du Québec Société de l'assurance automobile du Québec Régie du bâtiment du Québec Financière agricole du Québec Développement Économique Canada (DEC) Ministère de l'enseignement supérieur SAA		
<b>CAR aménagement Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>	<u>Responsable:</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) <u>Composition:</u> Ministère des Transports du Québec Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère de la Sécurité publique	Comité de concertation interministériel sur l'aménagement du territoire par région administrative. Accompagnement des MRC et Villes dans l'élaboration de leurs outils de planification du territoire.	2 à 3 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>CAR autochtone Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>	<u>Responsable:</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)  CCQ, CIUSSS, HQ, MCC, MEI, MELCC, MERN, MFFP, MTESS (Services Québec), MTQ, SAA, SPN, SQ-BAA.	Lieu de réflexion, de partage d'informations des dossiers régionaux et de concertation sur les politiques, programmes et mesures des différents M/O y participant. Les principaux objectifs du comité sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Échanger sur les enjeux liés aux premières nations sur le territoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean;</li> <li>• Partager l'expertise développée dans chacun des ministères en lien avec les relations avec les premières nations;</li> <li>• Partager l'information en lien avec les demandes de consultation adressées aux premières nations;</li> <li>• Répondre de manière ponctuelle à des besoins particuliers.</li> <li>• Développer une méthode de travail avec les Premières nations en se basant sur la sécurisation culturelle.</li> </ul>	1 à 2 rencontres par année
<b>Sous-comité de la CAR autochtone SLSJ sur les consultations autochtones</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)  <u>MERN, MELCC, MFFP, MCC, SRPNI, MTQ (à confirmer) et HQ (à confirmer),</u>	Évaluer les opportunités régionales de collaboration interministérielle en amont des demandes de consultations : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire état des mandats en cours;</li> <li>• Partager les pratiques, les méthodes et les enjeux à partir d'études de cas;</li> <li>• Réfléchir la mise en commun d'un outil pour le partage des projets de consultations;</li> </ul>	1 rencontre 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>•Présenter une vision de consultation pour un potentiel archéologique (MCC : à venir).</li> </ul>	
Conférence régionale administrative (CAR) de la Côte-Nord	<p><u>Responsable:</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)</p> <p><u>Composition:</u> Commission de la construction du Québec Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail Hydro-Québec Investissement Québec Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion Ministère de la Culture et des Communications Ministère de la Famille et des Aînés Ministère de la Justice Ministère de la Sécurité publique Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Ministère des Relations internationales et de la Francophonie Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports Ministère du Conseil exécutif Secrétariat aux affaires autochtones Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale Office des personnes handicapées Société d'habitation du Québec Société du Plan Nord Société québécoise des infrastructures Société des traversiers du Québec Tourisme Québec Centre intégré de santé et des services sociaux de la Côte-Nord</p>	Concertation des ministères et organismes publics par région administrative	4-5 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
CAR aménagement Côte-Nord	<p><u>Responsable:</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)</p> <p><u>Composition:</u> Ministère des Transports du Québec Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs</p>	Comité de concertation interministériel sur l'aménagement du territoire par région administrative. Accompagnement des MRC et Villes dans l'élaboration de leurs outils de planification du territoire.	1 rencontre  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère de la Sécurité publique		
Table Santé Qualité de vie de la Côte-Nord (CAR Côte-Nord)	<u>Responsable :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord  <u>Composition:</u> Ministère de la Culture et des Communications Office des personnes handicapées du Québec Ministère des Transports du Québec Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Ministère de la Famille Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Favoriser le développement social et le développement des communautés par la priorisation d'actions interministérielles sur les déterminants sociaux de la santé, et ce, dans le but d'améliorer la santé et la qualité de vie de tous les Nord-Côtiers.	1 rencontre  Rencontres virtuelles en 2022-2023
Comité organisation régionale de la sécurité civile (Côte-Nord)	<u>Responsable :</u> Ministère de la Sécurité publique <u>Composition :</u> Tous les ministères et organismes de la fonction publique	Planifier, organiser et coordonner les actions interministérielles en sécurité civile en région	1 à 2 rencontres Rencontres virtuelles en 2022-2023
Comité organisation régionale de la sécurité civile (Saguenay-Lac-Saint-Jean)	<u>Responsable :</u> Ministère de la Sécurité publique <u>Composition :</u> Tous les ministères et organismes de la fonction publique	Planifier, organiser et coordonner les actions interministérielles en sécurité civile en région	Une rencontre par semaine en pandémie Rencontres virtuelles en 2022-2023
Conférence administrative régionale (CAR) – Direction générale des régions et de la métropole	Responsable : Secrétariat à la Région métropolitaine (SRM) Composition: Ministère de la Culture et des Communications (Direction générale des régions et de la métropole) (MCC-DGRM) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère des Transports (MTQ) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Hydro-Québec (HQ) Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Ministère de la Famille (MF)	Assurer la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux en région, notamment lors de la mise en œuvre des politiques et des actions à l'égard du développement régional, afin d'en promouvoir une vision intégrée et cohérente.  Responsabilités : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Préciser les problématiques locales et régionales qui nécessitent la contribution de plusieurs ministères et réunir les conditions favorables à la signature d'ententes spécifiques multisectorielles;</li> <li>• Favoriser les échanges entre les ministères et organismes gouvernementaux afin de se doter d'une position commune sur des dossiers régionaux d'importance;</li> <li>• Favoriser le développement d'une vision intégrée du développement de la métropole.</li> </ul>	2 à 3 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère de la Justice du Québec (MJQ) Ministère du Revenu (MRQ) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Ville de Montréal (VM) Direction régionale en santé publique de Montréal (DRSP) - CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal Société d'habitation du Québec (SHQ) Tourisme Montréal (TM)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre de l'entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole, le « Réflexe Montréal ».</li> <li>Partage de l'information stratégique et cohérence des actions en matière de développement de la métropole.</li> </ul>	
<b>Comité des partenaires publics pour les festivals et événements montréalais</b>	Responsable : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Composition : Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ville de Montréal Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ)	Assurer une cohérence gouvernementale dans le développement et l'administration de programmes concernant les festivals et événements montréalais en contexte de pandémie.	3-4 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Table gouvernementale aux affaires territoriales</b>	Responsable : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Composition : Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) Centre de services partagés du Québec (CSPO) Hydro-Québec (HQ) Investissement Québec Ministère de l'Alimentation, des Pêcheries et de l'Agriculture (MAPAQ) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère de l'énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de la Famille (MFA) Ministère des Finances (MF)	Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes du gouvernement et la cohérence de leurs actions, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.	3 rencontres  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
<b>Table des partenaires publics de Montréal</b>	Responsable : Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) Composition : Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ville de Montréal Conseil des arts de Montréal (CAM) Culture Montréal Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Conseil des arts et des lettres du Canada Patrimoine Canadien	Favoriser le partage d'information et assurer la concertation et l'harmonisation des actions en matière de culture entre les ministères, gouvernements, municipalités et organismes concernés.	3-4 rencontres virtuelles par année
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Montréal Table économique</b>	Responsable : Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Composition : Communauté métropolitaine de Montréal Conseil national de recherches Canada Développement économique Canada Investissement Québec Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) Ministère de la Culture et des Communications Ministère du Travail SODEC Ville de Montréal	Table mise sur pied pour la relance économique de la région de Montréal dans le contexte de la pandémie de COVID-19	3 à 4 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Comité interministériel sur le plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité jeunesse</b>	Responsable : Secrétariat à la région métropolitaine (SRM) – ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Composition : Arrondissement de Montréal-Nord Commission scolaire de la Pointe-de-l'île Ministère de la Culture et des Communications Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Ministère de l'Immigration, de la francisation et de l'intégration Ministère de la Santé publique Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale Ministère du Conseil exécutif Table de quartier Montréal-Nord en santé Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'île-de-Montréal (CIUSS) Services Québec Ville de Montréal	Faire en sorte que les différents ministères soient à l'affût des meilleurs moyens pour soutenir les projets liés à leurs missions respectives.  Partager des informations. Soutenir des mesures innovantes et structurantes pour les jeunes de Montréal-Nord.  AUCUNE RENCONTRE en 2021-2022 (dernière rencontre remonte au 5 novembre 2020)	4-5 rencontres par année  Rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
<b>Montréal, métropole culturelle</b> <b>Comité de coordination</b>	Responsable : Ville de Montréal Composition : Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ville de Montréal Secrétariat à la région métropolitaine (SRM) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Patrimoine canadien Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) Culture Montréal	Assurer une concertation en matière d'actions culturelles entre les membres sur le territoire montréalais.  Il discute des besoins, des tendances, des problématiques en culture et propose au comité de pilotage des façons d'améliorer les situations soulevées.	1 rencontre Rencontres virtuelles en 2022-2023
<b>Rencontre Comité de gouvernance interministériel -</b> <b>Projet d'implantation d'un tunnel entre Québec et Lévis</b>	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère de la Culture et des Communications Ministère du Tourisme Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère du Transport Ministère de la Santé et des Services sociaux	Discussion sur le projet	Pas d'invitation à cette rencontre en 2022-2023 (DCNCA)
<b>Table gouvernementale aux affaires territoriales</b>	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère de la Culture et des Communications Ministère du Tourisme Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère du Transport Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère des Relations internationales et de la Francophonie Ministère de la Justice Sécurité publique Secrétariat du Conseil du trésor Conseil exécutif SEPAQ Investissement Québec Ministère de l'Éducation Ministère de l'Économie Ministère des Finances Service Québec	Plan d'action en habitation	Une rencontre par trimestre

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
Réseau des Unités de relations canadiennes	<p><u>Responsable :</u> Secrétariat du Québec aux relations canadiennes</p> <p><u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications Ministère de la Sécurité publique Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de l'Éducation Ministère de l'Enseignement supérieur Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration Ministère des Finances Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale Ministère du Tourisme Ministère de l'Économie et de l'Innovation Ministère de la Justice Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère de la Famille Secrétariat aux affaires autochtones Secrétariat à la jeunesse Secrétariat aux relations avec les québécois d'expression anglaise Secrétariat de la condition féminine Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Office de la protection des consommateurs Société de l'assurance automobile Secrétariat du Conseil du trésor Ministère des Relations internationales et de la Francophonie Société du Plan nord Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques</p>	Mise en œuvre des orientations en matière de relations intergouvernementales canadiennes	1 réunion en 2022-2023 (23 février 2023)
Comité directeur du service québécois de traitement documentaire (SQTD)	<p><u>Coresponsables :</u> Ministère de la Culture et des Communications Ministère de l'Éducation, et de l'Enseignement supérieur Bibliothèque et Archives nationales du Québec</p>	Le Comité directeur du Service québécois de traitement documentaire a pour mandat d'établir les orientations du SQTD et de voir à la planification et au suivi des activités du service.	2 rencontres en 2022-2023 (rencontres aux 6 mois)
Table de concertation permanente des bibliothèques publiques	Ministère de la Culture et des Communications Bibliothèque et Archives nationales du Québec Ministère de l'Éducation Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer un développement cohérent et harmonieux du réseau québécois des bibliothèques, notamment en ce qui a trait à la constitution d'un réseau documentaire, et la compatibilité d'un réseau de communication et ce, à même les ressources dont</li> </ul>	Rencontres selon les besoins de la Table.  3 rencontres

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Corporation des bibliothèques professionnelles du Québec Association pour la promotion des services documentaires scolaires Regroupement des bibliothèques collégiales du Québec Association des bibliothèques publiques du Québec Direction générale des services de bibliothèques gouvernementales Réseau BIBLIO du Québec Fédération québécoise des municipalités Fédération des milieux documentaires Union des municipalités du Québec Direction générale des bibliothèques de l'UdeM	disposent les partenaires. <ul style="list-style-type: none"> <li>Recommander au Ministère une vision partagée sur la mise en réseau au plan national et régional.</li> <li>Proposer des cibles d'amélioration de la performance.</li> <li>Renforcer les coopérations locales, régionales et nationales entre secteurs culturel, éducatif et associatif, notamment en ce qui concerne le partage et la mise en commun des ressources et des services (traitement documentaire, entre autres).</li> </ul>	en 2022-2023
<b>Comité directeur pour le secteur des industries culturelles et créatives</b>	Ministère de la culture et des communications (MCC) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI), Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), Investissement Québec International (IQI), Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ), Ministère de l'Enseignement supérieur (MES) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir la relance économique du secteur.</li> <li>Adopter des orientations stratégiques claires.</li> <li>Obtenir des données économiques pour l'ensemble du territoire.</li> <li>Faire le bilan des mesures d'aide disponibles.</li> <li>S'inspirer des juridictions à l'avant-garde.</li> <li>Favoriser la mise en œuvre de mesures en cours de route.</li> <li>Assurer la complémentarité avec les mesures existantes.</li> <li>Travailler au décloisonnement des sous-secteurs.</li> <li>Adopter une approche inclusive et consultative.</li> </ul>	1 réunion virtuelle en 2022-2023 (9 juin 2022)
<b>Conseil consultatif de la lecture et du livre (CCLL)</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de la Culture et des Communications  <u>Composition :</u> Ministère de l'Éducation Ministère de l'Enseignement supérieur Publications du Québec, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale Représentants du milieu du livre	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Conseil consultatif de la lecture et du livre (CCLL) est constitué en vertu de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (chapitre D-8.1). Il a comme mandat de donner son avis et de soumettre des recommandations à la ministre de la Culture et des Communications sur toute question relative à la lecture, au livre et à l'application du cadre législatif et réglementaire. L'avis du CCLL est obligatoire et préalable à la délivrance, la suspension et l'annulation d'un agrément pour un libraire, un éditeur et un distributeur. Il soumet également des recommandations à l'égard de l'adoption ou de la modification de règlements.</li> <li>Le CCLL peut solliciter des opinions, recevoir et entendre les requêtes et suggestions des personnes ou groupes sur toute question relative aux règlements, à la lecture et au livre. Il peut aussi faire effectuer les études et les recherches qu'il juge nécessaires.</li> <li>Selon la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, le Conseil est composé d'au plus seize membres, dont quatre représentants issus des ministères concernés.</li> </ul>	5 réunions virtuelles en 2022-2023  5 réunions prévues en 2023-2024  Objet : effectuer les tâches contenues dans le mandat

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
Comité de l'agrément des institutions muséales 2022-2023	Ministère de la culture et des communications Spécialistes en muséologie (3 externes – voir contrats)	<p>Le processus d'agrément nécessite de mettre en place un comité composé de spécialistes en muséologie détenant une expertise de haut niveau dans les différentes disciplines muséales. Le mandat du comité est d'analyser les demandes des institutions muséales qui souhaitent obtenir l'agrément. La troisième édition comptait 8 demandes.</p> <p>À la suite de l'analyse des dossiers et des échanges en plénières, le comité recommande aux autorités les institutions muséales ayant répondu à toutes les exigences de l'agrément.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Rappelons que l'agrément des institutions muséales représente un sceau de qualité délivré par le ministère de la Culture et des Communications au nom du gouvernement du Québec.</li> </ul>	2 rencontres virtuelles en 2022-2023
Comité interministériel de l'action communautaire	<p><u>Responsable :</u> Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale</p> <p><u>Composition (ministères et organismes) :</u> Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Culture et des Communications (MCC) Économie, Innovation et Énergie (MEIE), Secteur Économie Économie, Innovation et Énergie (MEIE), Secteur Innovation Éducation Secteur Éducation Éducation, Secteur Loisir et Sport Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), Secteur de la solidarité sociale et de l'assurance parentale Emploi et Solidarité sociale (MESS), Secteur Emploi-Québec Enseignement supérieur (MES) Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) Famille (MFa) Finances du Québec (MFQ) Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Justice (MJQ) Office de la protection du consommateur (OPC) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) Ressources naturelles et Forêts Santé et des Services sociaux (MSSS) Secrétariat à la condition féminine (SCF)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participer aux travaux relatifs aux modes de soutien financier, à l'harmonisation et à la simplification des pratiques administratives, à la reddition de comptes, à l'élaboration des nouveaux programmes du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, à la mise en place des outils ou mécanismes, etc.</li> <li>Soutenir le SACAIS dans les travaux en rapport avec sa mission horizontale.</li> </ul> <p>Rencontres en 2022-2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>31 mars, CIAC élargi (professionnels et gestionnaires) sur la plateforme teams ;</li> <li>19 mai, CIAC régulier sur la plateforme teams ;</li> <li>9 juin 2022, CIAC élargi sur la plateforme teams ;</li> <li>1<sup>er</sup> septembre 2022, CIAC régulier sur la plateforme teams ;</li> <li>27 octobre 2022, CIAC régulier sur la plateforme teams</li> <li>8 décembre 2022, CIAC élargi sur la plateforme teams ;</li> <li>26 janvier 2023, CIAC régulier sur la plateforme teams</li> <li>23 février 2023, CIAC régulier sur la plateforme teams</li> <li>30 mars 2023, à venir CIAC régulier sur la plateforme teams.</li> </ul>	9 rencontres virtuelles en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Secrétariat à la Jeunesse (SAJ) Secrétariat à la région métropolitaine (SRM) Secrétariat aux aînés (SA) Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise (SRQEA) Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) Sécurité publique (MSP) Société d'habitation du Québec (SHQ) Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)		
<b>Réseau des répondants en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale  <u>Composition (ministères et organismes) :</u> Ministère de la Culture et des Communications Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministère des Transports et Mobilité durable Ministère de l'Éducation Ministère de l'Enseignement supérieur Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration Ministère de la Famille Ministère des Finances Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) Ministère de la Justice Ministère des Ressources naturelles et des Forêts Ministère de la Sécurité publique Ministère du Tourisme Office des personnes handicapées Société d'Habitation du Québec Revenu Québec Secrétariat à la Jeunesse Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit Secrétariat à la Condition féminine Secrétariat aux aînés	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer la mise en œuvre des mesures dont le MCC est responsable ou collaborateur prévues au Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS).</li> </ul> Rencontres en 2022-2023 : <ul style="list-style-type: none"> <li>6 juin 2022 sur la plateforme teams</li> <li>23 janvier 2023 sur la plateforme teams</li> </ul>	2 rencontre virtuelle en 2022-2023
<b>Comité interministériel de développement durable</b>	<u>Responsable :</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagner le MELCC pour la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable.</li> </ul>	6 rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)  <u>Composition :</u> Tous les M/O visés par la Loi sur le développement durable	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser la concertation et l'harmonisation des diverses interventions menées au sein de l'administration publique québécoise.</li> </ul>	
<b>Comité interministériel de suivi de la carte accompagnement loisir (CIS-CAL)</b>	<u>Responsable :</u> Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)  <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)	<p>Le Comité interministériel de suivi a pour mandat général de soutenir la mise en œuvre de la carte d'accompagnement loisir (CAL) qui permet la gratuité d'entrée à l'accompagnateur d'une personne handicapée ayant besoin d'assistance ou de suppléance lorsqu'elle réalise une activité de loisir, culturelle et touristique. Il doit s'assurer qu'elle s'effectue dans le respect des règles de gouvernance et des pratiques en place pour ce type de travaux au sein de l'administration gouvernementale.</p> <p>De façon plus spécifique, en tant que coresponsable de la CAL au Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS) et membre du Comité interministériel de suivi, le MEES :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>agit à titre d'administrateur des crédits alloués par l'entremise du PAGIEPS à l'Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées (AQLPH) pour le développement, la mise en œuvre et la promotion de la CAL, représentant ainsi son interlocuteur privilégié pour toute question liée au financement ;</li> </ul> <p>En tant que coresponsable de la CAL au PAGIEPS et membre du Comité interministériel de suivi, l'Office :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>agit en tant qu'organisme-conseil auprès de l'AQLPH sur toute question relative à la participation sociale des personnes handicapées ;</li> <li>assure la liaison entre l'AQLPH et les membres du Comité interministériel de suivi ;</li> </ul> <p>Tous les partenaires gouvernementaux, membres du Comité interministériel de suivi, collaborateurs de la mesure de la CAL au PAGIEPS :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>veillent au développement de la CAL dans l'esprit des travaux menés à ce sujet par le Comité interministériel ;</li> <li>valident tous changements significatifs aux orientations initiales du projet, s'il y a lieu ;</li> <li>mettent à profit leur expertise ;</li> <li>contribuent à la recherche de solutions en cas de difficultés ;</li> <li>agissent en tant que répondant de la CAL dans leur réseau respectif ;</li> <li>soutiennent la promotion de la CAL dans leur réseau respectif ;</li> </ul>	2 rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>soutiennent l'adhésion de leur réseau respectif à la CAL et à sa promotion lorsque requis ;</li> <li>font circuler l'information pertinente au sujet de la CAL au sein de leur organisation ;</li> <li>participent à l'évaluation de la mise en œuvre de la CAL, au moment opportun.</li> </ul>	
<b>Comité interministériel en économie sociale</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie  <u>Composition (ministères et organismes) :</u> Institut de la statistique du Québec (ISQ) Investissement Québec (IQ) Ministère de l'Agriculture, des Pêches et l'Alimentation du Québec (MAPAQ) Ministère de l'Éducation (MEQ) Ministère de l'Enseignement supérieur (MES) Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de la Famille (MFA) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère des Finances (MFO) Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) Ministère des Transports et de la Mobilité durable Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Recyc-Québec Secrétariat à la Capitale-Nationale (SCN) Secrétariat à la jeunesse (SAJ) Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit (SRPNI) Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise (SRQEA) Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) Société d'habitation du Québec (SHQ)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ce comité assure le suivi du plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES)</li> <li>Une rencontre le 6 mai 2022 sur la plateforme teams</li> </ul>	1 rencontre en 2022-2023
<b>Groupe interministériel de soutien à la consultation des Autochtones (GIS)</b>	<u>Responsable :</u> Secrétariat aux Relations avec les Premières Nations et les Inuit  <u>Composition :</u>	Le mandat du Groupe interministériel de soutien à la consultation des Autochtones consiste à : <ul style="list-style-type: none"> <li>Conseiller les ministères dans l'application du Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones ;</li> </ul>	

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère des Ressources naturelles et des Forêts Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs Ministère de la Culture et des Communications Ministère de la Justice Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministères des Transports et de la Mobilité durable	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conseiller les ministères qui le souhaitent dans leurs démarches de consultation et dans l'élaboration de mesures d'accommodement jugées adéquates dans une perspective de cohérence gouvernementale ;</li> <li>• Contribuer à la formation des répondants en consultation autochtone des ministères concernés ;</li> <li>• Créer et diffuser des outils d'aide à la décision.</li> </ul>	
<b>Comité interministériel de mise en œuvre du Plan d'action nordique 2020-2023</b>	<p><u>Responsable :</u> Société du Plan Nord</p> <p><u>Composition :</u> Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit Ministère de la Culture et des Communications Ministère des Transports et de la Mobilité durable Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de l'Éducation Ministère de l'Enseignement supérieur Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère du Travail Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs Secrétariat à la Condition féminine Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministère du Tourisme Ministère des Ressources naturelles et des Forêts Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie Ministère de la Famille</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Comité interministériel de mise en œuvre (CIMO) du Plan d'action nordique 2020-2023 (PAN 20-23) est un lieu de coordination et de suivi des actions du PAN 20-23 qui sont sous la responsabilité des M/O. Il permet d'assurer la circulation de l'information sur les attentes de la SPN envers les M/O impliqués dans le PAN et de les soutenir dans la réalisation de leurs actions.</li> </ul> <p>Mandat des membres du CIMO :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer la réalisation des actions inscrites au PAN 20-23 et répondre aux enjeux liés à celles-ci ;</li> <li>• Travailler en collaboration pour atteindre les objectifs du PAN 20-23 ;</li> <li>• Faire des propositions sur l'utilisation de sommes disponibles au PAN 20-23 visant à répondre aux besoins émergents sur le territoire (notamment via enveloppe d'opportunité et ententes sectorielles) ;</li> <li>• Assurer l'efficacité de la reddition de comptes ;</li> <li>• Faire toute proposition qui pourraient améliorer la mise-en-œuvre du PAN 20-23.</li> </ul>	3 rencontres en 2022-2023
<b>Comité interministériel sur l'application de la Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement</b>	<p><u>Responsable :</u> Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit</p> <p><u>Composition :</u> Ministère de la Santé et des Services sociaux Directeur de l'État civil Régie de l'assurance maladie du Québec Ministère de la Justice Ministère de la Sécurité publique Bureau du Coroner Ministère de l'Éducation Ministère de l'Enseignement supérieur</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivre l'application de la Loi sur une base régulière en recevant, à l'occasion de chacune de ses rencontres, un rapport des travaux effectués par la Direction de soutien aux familles.</li> <li>• Assurer, par la participation active de chacun des ministères et organismes membres, la cohérence et la pertinence de l'action gouvernementale auprès des familles visées par la Loi.</li> <li>• Collaborer à des travaux spécifiques visant l'application de la Loi, en développant notamment des pratiques pertinentes ou en échangeant les informations nécessaires à leur développement.</li> <li>• Contribuer à l'élaboration du rapport annuel de la Loi et de formuler toute recommandation ou donner tout avis qu'il considère à la Direction de soutien aux familles le concernant.</li> </ul>	4 rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de la Culture et des communications		
<b>Groupe interministériel de soutien sur la consultation autochtone</b>	<p><u>Responsable :</u> Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit</p> <p><u>Composition :</u> Ministère des Ressources naturelles et des Forêts Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs Ministère de la Culture et des Communications Ministère de la Justice Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministères des Transports et de la Mobilité durable</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conseiller les ministères dans l'application du Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones.</li> <li>• Conseiller les ministères qui le souhaitent dans leurs démarches de consultation dans l'élaboration de mesures d'accommodement jugées adéquates dans une perspective de cohérence gouvernementale.</li> <li>• Contribuer à la formation des répondants en consultation autochtone des ministères concernés.</li> <li>• Créer et diffuser des outils d'aide à la décision.</li> </ul>	7 rencontres en 2022-2023
<b>Table de coordination du Plan d'action gouvernemental pour le mieux-être social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2022-2027</b>	<p><u>Responsable :</u> Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit</p> <p><u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications Ministère de la Justice Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère de la Sécurité publique Ministère de l'Éducation Ministère de l'Enseignement supérieur Société d'habitation du Québec Ministère du Travail Conseil de la construction du Québec Secrétariat à la Condition féminine Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de la Famille</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer la concertation à un niveau décisionnel concernant les actions gouvernementales en matière de développement social et culturel autochtone.</li> <li>• Assurer l'application des orientations gouvernementales telles qu'elles ont été établies dans le Plan d'action.</li> <li>• Assurer la cohérence des actions gouvernementales en matière de développement social et culturel autochtone.</li> </ul>	2 rencontres en 2022-2023
<b>Comité sous-ministériel de coordination des dossiers Inuit</b>	<p><u>Responsable :</u> Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit</p> <p><u>Composition :</u> Ministère de la Justice Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de la Sécurité publique Ministère de l'Éducation Ministère de l'Enseignement supérieur</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Circonscrire les enjeux préoccupants en priorisant d'abord la condition féminine et la jeunesse (0-25 ans) au Nunavik et cibler ceux qui nécessitent davantage d'intervention.</li> <li>• Constituer un lieu privilégié de concertation interministérielle et de mise en commun des efforts afin de s'assurer de la qualité et de la pertinence des interventions du gouvernement du Québec en matière de développement social et culturel de la nation inuite, au Nunavik et en milieu urbain.</li> <li>• Identifier, en collaboration avec le milieu inuit, des mesures et actions pouvant être réalisées à court terme et qui favoriseront</li> </ul>	Aucune rencontre en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de la Famille Ministère de la Culture et des Communications Secrétariat à la condition féminine Secrétariat à la jeunesse Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Société du Plan Nord	l'amélioration des conditions de vie, notamment des femmes et des jeunes. <ul style="list-style-type: none"> <li>Produire un plan de travail à court, moyen et long termes en vue de le présenter aux ministres responsables pour approbation et en superviser la mise en œuvre.</li> <li>Produire et maintenir à jour, par champ d'activité, un inventaire des initiatives spécifiques visant la clientèle inuite.</li> <li>Veiller au respect des droits et des obligations en matière de développement social et culturel issus des diverses ententes convenues avec la nation inuite.</li> </ul>	
Comité de révision du programme d'études DEC Techniques de production 3D et synthèse d'images	<u>Responsable :</u> Ministère de l'Enseignement supérieur  <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications Synthèse Compétence culture Technocompétences Collèges offrant le programme d'études	<ul style="list-style-type: none"> <li>En 2021, le ministère de l'Enseignement supérieur a réalisé une analyse de profession. La validation du projet de formation donne suite à cette analyse de profession, étape prévue au processus de développement de programmes d'études techniques.</li> <li>Le MCC participe à titre de représentante du marché du travail aux travaux du ministère de l'Enseignement supérieur qui portent sur le programme d'études Techniques d'animation 3D et de synthèse d'images.</li> <li>Le projet de formation fait l'objet d'une validation par un groupe paritaire de représentants du marché du travail et de représentants du milieu de l'éducation, ceux-ci étant appelés à donner leur avis quant à sa pertinence, sa cohérence et son applicabilité.</li> </ul>	3 rencontres en 2022-2023
Comité interministériel sur le secteur cinématographique et télévisuel	<u>Responsable :</u> Ministère de l'Économie et de l'Innovation  <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Société de développement des entreprises culturelles Investissement Québec Ministère des Finances Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer la cohérence de l'intervention gouvernementale pour le secteur cinématographique et télévisuel en matière de financement.</li> <li>Identifier les possibilités d'intervention du gouvernement en matière d'accueil d'entreprises étrangères, de financement et de développement de la main d'œuvre : analyse des enjeux, identification des problématiques, exploration des pistes de solution, évaluation des impacts</li> <li></li> </ul>	1 rencontre en 2022-2023
Chantier main-d'œuvre : diagnostic, formation, attraction et rétention, promotion et rayonnement	<u>Responsable :</u> Grappe audiovisuelle (BCTQ)  <u>Composition :</u> AQPM AQTIS Section 514 IATSE ARRQ	<ul style="list-style-type: none"> <li>Afin d'assurer que la croissance du secteur, la Grappe audiovisuelle du BCTQ a mis en place établir une table de concertation regroupant l'ensemble des acteurs clés de l'industrie afin de dégager les besoins, les enjeux et les pistes prioritaires de croissance de la main-d'œuvre.</li> <li>Les membres de la filière sont consultés tout au long du chantier, notamment pendant la réalisation du diagnostic de main-d'œuvre,</li> </ul>	1 rencontre en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	DGC Institutions d'enseignements : INIS, ATM, Concordia, UQAM, Collège BART, UdeM, Projet Centre de métiers techniques, Compétence Culture (CSMO)	d'adéquation formation-emploi, la promotion des métiers du secteur et des stratégies d'attraction de talents. •	
<b>Comité de travail des gouvernements bailleurs de fonds de TV5</b>	<u>Responsables :</u> Ministère de la Culture et des Communications Ministère des Relations internationales et de la Francophonie  <u>Composition :</u> Patrimoine canadien Ministère de la Culture de France Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de France Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication de Suisse Principauté de Monaco	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les gouvernements bailleurs de fonds assurent la présidence des instances de TV5, à tour de rôle, pour une durée de deux ans. Depuis le 1er janvier 2022, et ce jusqu'au 31 décembre 2023, le Québec assume la présidence de la Conférence des ministres et de la Réunion des hauts fonctionnaires responsables de TV5. La France occupait la présidence en 2020 et 2021.</li> <li>Le comité de travail a pour mandat de préparer les conférences ministérielles et les réunions des hauts fonctionnaires dont les rôles sont de : <ul style="list-style-type: none"> <li>définir les orientations générales de TV5 ;</li> <li>définir les priorités de développement géographique de la chaîne ;</li> <li>avaliser le plan stratégique de TV5 Monde qui définit de façon quadriennale ses axes stratégiques de développement. Ce dernier est proposé par la direction de TV5 Monde, approuvé par son conseil d'administration et soumis à la Conférence des ministres pour décision ;</li> <li>fixer le niveau des contributions budgétaires permettant d'assurer la bonne marche et le développement de TV5 Monde ;</li> <li>statuer sur l'entrée de nouveaux gouvernements bailleurs de fonds ;</li> </ul> </li> <li>amender, si nécessaire, la présente Charte en accord avec les opérateurs.</li> </ul>	4 rencontres de travail réunissant tous les gouvernements bailleurs de fonds de TV5.  8 475,16 \$ (réunion des hauts fonctionnaires novembre 2022 à Québec)
<b>Comité national d'analyse du programme d'aide à l'adaptation numérique des entreprises de la presse d'information écrite</b>	Ministère de la culture et des communications Université Concordia Université Laval Université de Sherbrooke	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le cadre du volet B de ce programme, un comiténational d'analyse composé uniquement d'experts indépendants est mis en place pour assurer l'analyse et les recommandations des projets.  Pour chacun des volets, le mandat des membres du comité consistait à : prendre connaissance des normes du programme ainsi que du lexique s'y rapportant ; prendre connaissance des demandes qui ont été déposées lors de l'appel de projets ; analyser les projets et à formuler les recommandations.</li> </ul>	1 rencontre en 2022-2023  Coût 9143,02 \$

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cette façon de procéder vise à assurer l'objectivité du processus décisionnel et ainsi répondre à une préoccupation fondamentale du milieu du journalisme et de la presse écrite concernant la distance à maintenir entre les médias d'information et l'État, laquelle est nécessaire pour préserver leur indépendance éditoriale.</li> </ul>	
<p><b>Comité sectoriel de la mesure 111 du PCNQ : Arts de la scène</b>  <b>(Mettre en place un plan d'action concernant les données sur les contenus culturels québécois)</b></p>	<p><u>Responsable :</u>  Ministère de la Culture et des Communications</p> <p><u>Composition :</u>  RIDEAU  La Vitrine  SynapseC  Tuxedo  La danse sur les routes  Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ)  Tourisme Québec  Québec Spectacles  Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ)  Les Scènes de Musique Alternatives du Québec (LesSMAQ)  CultureLaval  En Piste  Conseil québécois de la musique (COM)  Conseil québécois du théâtre (CQT)  Regroupement québécois de la danse  Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)  Metamusique  Place des Arts  Le point de vente  Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ)  Grand Théâtre</p>	<p>Les travaux des différents comités qui ont été créés dans le cadre de la mesure 111 du Plan culturel numérique du Québec (PCNQ) ont pour objectif de contribuer à la mise en place d'un plan d'action concernant les données sur les contenus culturels québécois. Cela se réalise notamment par la formulation de constats et de diagnostics ainsi que par des propositions de pistes d'actions qui peuvent s'adresser autant aux acteurs de chaque secteur culturels qu'aux différentes organisations publiques concernées.</p>	<p>11 rencontres en 2022-2023</p>
<p><b>Comité sectoriel de la mesure 111 du PCNQ : Livre</b>  <b>(Mettre en place un plan d'action concernant les données sur les contenus culturels québécois)</b></p>	<p><u>Responsable :</u>  Ministère de la Culture et des Communications</p> <p><u>Composition :</u>  BiblioPresto  Bibliothèque et Archives nationales du Québec</p>	<p>Les travaux des différents comités qui ont été créés dans le cadre de la mesure 111 du Plan culturel numérique du Québec (PCNQ) ont pour objectif de contribuer à la mise en place d'un plan d'action concernant les données sur les contenus culturels québécois. Cela se réalise notamment par la formulation de constats et de diagnostics ainsi que par des propositions de pistes d'actions qui peuvent</p>	<p>1 rencontres en 2022-2023</p>

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Société de Gestion BTLFDe Marque Leslibraires.ca Association des libraires du Québec (ALQ)ANEL Association des distributeurs exclusifs de livres en langue française (ADELF) Coopsco Bilbiopresto Association des bibliothèques publiques du Québec (ABPO)	s'adresser autant aux acteurs de chaque secteur culturel qu'aux différentes organisations publiques concernées.	
<b>Comité sectoriel de la mesure 111 du PCNQ : Arts visuels</b> <b>(Mettre en place un plan d'action concernant les données sur les contenus culturels québécois)</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de la Culture et des Communications  <u>Composition :</u> Regroupement des Artistes en Arts Visuels (RAAV) REPAIRE Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec (RCAAQ) Association des galeries d'art contemporain (AGAC)	Les travaux des différents comités qui ont été créés dans le cadre de la mesure 111 du Plan culturel numérique du Québec (PCNQ) ont pour objectif de contribuer à la mise en place d'un plan d'action concernant les données sur les contenus culturels québécois. Cela se réalise notamment par la formulation de constats et de diagnostics ainsi que par des propositions de pistes d'actions qui peuvent s'adresser autant aux acteurs de chaque secteur culturel qu'aux différentes organisations publiques concernées.	1 rencontres en 2022-2023
<b>Comité transversal de la mesure 111 du PCNQ</b> <b>(Mettre en place un plan d'action concernant les données sur les contenus culturels québécois)</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de la Culture et des Communications  <u>Composition :</u> Société de développement des entreprises culturelles Conseil des arts et des lettres du Québec Télé-Québec Grand Théâtre de Québec Place des Arts Musée de la civilisation Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivre attentivement l'ensemble des travaux de manière à pouvoir tenir compte le plus rapidement possible des constats qui seront faits ou encore des recommandations qui seront formulées par les groupes de travail sectoriels.               <ul style="list-style-type: none"> <li>- Valider et légitimer l'ensemble de la démarche et du plan de travail ;</li> <li>- Identifier les actions à mettre en place pour poursuivre la stratégie de sensibilisation, de formation et de concertation afin de susciter une forte adhésion des milieux ;</li> <li>- proposer des principes de gouvernance ;</li> <li>- participer à la définition d'un socle commun de données intra et inter secteurs ;</li> <li>- participer à la composition des groupes de travail sectoriels ou de tout autres acteurs pertinents à mobiliser ;</li> <li>- valider les principes de fonctionnement des groupes de travail ;</li> <li>- faciliter la mise en commun des travaux des groupes de travail sectoriels et stimuler les échanges inter-groupes ;</li> <li>- travailler avec un préjugé favorable pour toutes les formes de mutualisation, tant pour l'agrégation de données que pour des fonctions plus opérationnelles ;</li> </ul> </li> </ul>	2 rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
		assurer la remontée des informations vers les personnes pertinentes dans les sociétés d'État ainsi qu'au comité de pilotage du PCNQ.	
<b>Comité découvrabilité gouvernemental pour les produits et services québécois</b>	<p><u>Responsable :</u> Ministère de l'Économie et de l'Innovation</p> <p><u>Composition :</u> Ministère de l'Économie et de l'Innovation Ministère de la Culture et des Communications Ministère du Tourisme</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Comité exploratoire sur le sujet de la découvrabilité résultant des travaux menés par le MCC en lien avec la Mission franco-québécoise sur la découvrabilité en ligne des contenus culturels francophones. Ce comité vise à rehausser les connaissances et les pratiques par la participation active de nombreuses entreprises québécoises mobilisées ; les investissements qui en découleront favoriseront l'achat local et international. Le MEI est le mieux à même de fédérer les partenaires et expertises au sujet de la « découvrabilité », en collaboration étroite avec les autres ministères et particulièrement le MCC. Il est prévu que d'autres secteurs économiques s'ajoutent dans les prochaines étapes.</li> </ul>	Aucune rencontre
<b>Comité interministériel sur la Convention de 2005</b>	<p><u>Responsable :</u> Ministère de la Culture et des Communications</p> <p><u>Composition :</u> Ministère des Relations internationales et de la Francophonie Ministère de l'Économie et de l'Innovation Représentant du Québec à l'UNESCO</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Déterminer la position du Québec et les prises de parole sur les différents points à l'ordre du jour des réunions des organes directeurs de la Convention de 2005 (Comité intergouvernemental et Conférence des Parties)</li> </ul>	<p>3 251,91 \$</p> <p>2 rencontres en 2022-2023 (une pour le Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles en février 2023 et l'autre pour le comité quadripartite en janvier 2023)</p>
<b>Comité interministériel du gouvernement du Québec relatif à l'UNESCO</b>	<p><u>Responsable :</u> Ministère des Relations internationales et de la Francophonie</p> <p><u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications Représentante du Québec à l'UNESCO Ministère de l'Économie et de l'Innovation Bibliothèque et Archives nationales du Québec Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partager les positions ministérielles et les bonnes pratiques développées en cours d'année par les ministères et organismes du gouvernement du Québec ayant permis de définir les grandes orientations du gouvernement du Québec en regard à l'action de l'UNESCO et identifier les secteurs et dossiers prioritaires pour le gouvernement du Québec au cours de l'année à venir.</li> </ul>	Aucune rencontre

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Commission de l'Éthique en science et en technologie Fonds de recherche du Québec Secrétariat à la Condition féminine Ministère de la Sécurité publique Secrétariat du Conseil du Trésor Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion		
<b>Comité interministériel du gouvernement du Québec relatif à l'Organisation internationale de la Francophonie</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Relations internationales et de la Francophonie  <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications Déléguée aux Affaires francophones et multilatérales Secrétariat à la Condition féminine Directeur général des élections Assemblée nationale du Québec Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion Ministère de la Sécurité publique Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Secrétariat à la jeunesse Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère de l'Économie et de l'Innovation Réseau normalisation et Francophonie Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partager les positions ministérielles et les bonnes pratiques développées en cours d'année par les ministères et organismes du gouvernement du Québec ayant permis de définir les grandes orientations du gouvernement du Québec en regard à l'action de l'OIF et identifier les secteurs et dossiers prioritaires pour le gouvernement du Québec au cours de l'année à venir.</li> </ul>	Aucune rencontre
<b>Comité des sous-ministres de l'action internationale</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Relations internationales et de la Francophonie  <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications	<ul style="list-style-type: none"> <li>Documenter en profondeur les processus associés aux différents secteurs d'activité de l'action internationale afin d'en identifier clairement les possibilités d'amélioration. Des propositions de solutions en matière de planification, coordination et déploiement de l'action internationale devront également être élaborées.</li> <li>Partager les orientations de la nouvelle Vision internationale du Québec (VIQ) lancée à l'automne 2019.</li> </ul>	1 rencontre en 2022-2023 (18 mai 2022)

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère du Tourisme Ministère de l'Économie et de l'Innovation Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Ministère des Transports Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère de la Sécurité Publique Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concertation en amont de l'élaboration de la Stratégie de développement des marchés étrangers du Québec.</li> </ul>	
<b>Réseau interministériel de partage d'information stratégique sur l'action internationale du Québec</b>	<u>Responsable :</u> Ministère des Relations internationales et de la Francophonie  <u>Composition :</u> Investissement Québec ; Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ; Ministère de la Culture et des Communications ; Ministère de l'Économie et de l'Innovation ; Ministère de l'Enseignement supérieur ; Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles ; Ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques ; Ministère des Finances ; Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs ; Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration ; Ministère des Relations internationales et de la Francophonie ; Ministère de la Santé et des services sociaux ; Ministère du Tourisme ; Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ; Ministère des Transports ; Secrétariat à la jeunesse ; Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Réseau interministériel de partage d'information stratégique sur l'action internationale du Québec a pour mandat d'assurer une meilleure circulation de l'information entre les différents ministères et organismes engagés sur le plan international.</li> <li>• Le Réseau a été créé à la demande du comité sous-ministériel de l'action internationale. La mise sur pied et l'animation de ce réseau ont été confiées à la Direction de la concertation de l'action internationale de l'intelligence d'affaires et stratégique du MRIF sous la présidence du sous-ministre adjoint aux Relations économiques et interministérielles.</li> <li>•</li> </ul>	2 rencontres (14 décembre 2022, 24 janvier 2023)

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
Comité interministériel pour l'inscription d'Anticosti au patrimoine mondial (CIAMP)	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère de la Culture et des Communications Ministère du Tourisme Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Secrétariat aux affaires autochtones Société des établissements de plein air du Québec	S'assurer de la coordination des actions gouvernementales visant à soutenir la préparation du dossier de proposition d'inscription de l'île d'Anticosti, d'ici novembre 2020, et à effectuer les représentations nécessaires auprès du gouvernement canadien afin que le dossier soit déposé, en priorité, auprès de l'UNESCO en vue de son évaluation et de son inscription à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.	Aucune rencontre
Table UNESCO Anticosti	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère de la Culture et des Communications Ministère du Tourisme Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Secrétariat aux affaires autochtones Société des établissements de plein air du Québec Municipalité de L'Île-d'Anticosti Nature Québec Conseil des Innus d'Ekuanitshit Conseil Montagnais de Nutashquan MRC de la Minganie Citoyens de l'île d'Anticosti Directeur scientifique du dossier d'inscription Tourisme Côte-Nord Pourvoirie du Lac Geneviève Safari Anticosti	Favoriser, par la concertation des acteurs de l'île d'Anticosti, le développement d'une vision commune du bien et un sentiment de responsabilité partagée pour sa préservation future.	Aucune rencontre
Comité interministériel – Violences sexuelles et conjugales	<u>Responsable :</u> Secrétariat à la condition féminine	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer le sous-ministre associé à la Condition féminine dans les suites à donner au Forum sur les agressions et le harcèlement sexuels. Ce Forum a eu lieu en décembre 2017. Le comité assure</li> </ul>	Une rencontre en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	<p><u>Composition :</u>  Ministère de la Culture et des Communications  Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale  Ministère de la Justice  Ministère de la Sécurité publique  Ministère de la Santé et des Services sociaux  Ministère du Conseil exécutif  Ministère de l'Éducation  Ministère de l'Enseignement supérieur  Commission des Normes, de l'Équité, de la Santé et de la Sécurité au Travail  Société d'habitation du Québec  Directeur des poursuites criminelles et pénales  Commission québécoise des libérations conditionnelles  Secrétariat aux Affaires autochtones</p>	<p>le suivi du Forum, de la Stratégie gouvernementale 2016-2021 pour prévenir et contrer les violences sexuelles et le renouvellement de celle-ci pour 2022-2026.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer une réponse gouvernementale concrète et concertée aux recommandations du rapport Rebâtir la confiance du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale.</li> </ul>	
<p><b>Chantier de travail sur les formations – Violences sexuelles et conjugales</b></p>	<p><u>Responsable :</u>  Secrétariat à la condition féminine</p> <p><u>Composition :</u>  Ministère de la Culture et des Communications  Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale  Ministère de la Justice  Ministère de la Sécurité publique  Ministère de la Santé et des Services sociaux  Ministère du Conseil exécutif  Ministère de l'Enseignement supérieur  Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation  Ministère du Tourisme  Ministère de la Famille  Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration  Commission des Normes, de l'Équité, de la Santé et de la Sécurité au Travail  Société d'habitation du Québec</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer une réponse gouvernementale concrète et concertée aux recommandations du rapport Rebâtir la confiance du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale. Le besoin de formation se tisse en trame de fond de la majorité des observations du rapport Rebâtir la confiance.</li> </ul>	<p>Une rencontre en 2022-2023</p>

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Directeur des poursuites criminelles et pénales Office des personnes handicapées du Québec Conseil du statut de la femme Université du Québec à Montréal		
<b>Comité interministériel – Plan d’action gouvernemental de lutte contre l’homophobie et la transphobie 2023-2028</b>	<u>Responsable :</u> Secrétariat à la condition féminine, bureau de lutte contre l’homophobie et la transphobie  <u>Composition :</u> Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité au travail Ministère de l’Économie et de l’Innovation Ministère de l’Éducation Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale Ministère de l’Enseignement supérieur Ministère de la Famille Ministère de la Justice Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration Ministère des Affaires municipales et de l’Habitation Ministère des Relations internationales et de la Francophonie Ministère du Tourisme Office des personnes handicapées du Québec Office des professions du Québec Revenu Québec Secrétariat à la Jeunesse Secrétariat du conseil du Trésor	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer des mesures concrètes afin de répondre aux enjeux actuels vécus au Québec en lien avec la diversité sexuelle et de genre, l’intersexuation et les thérapies de conversion.</li> </ul>	4 rencontres en 2022-2023
<b>Comité de travail gouvernemental sur le droit d’auteur</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de la Culture et des Communications  <u>Composition :</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le contexte de l’examen parlementaire de la Loi sur le droit d’auteur (LDA), en regard à la responsabilité de la ministre au sein du gouvernement de « proposer toute mesure favorisant le respect des droits des créateurs et des artistes en matière de propriété intellectuelle », le MCC a mis sur pied, en août 2018, un comité de</li> </ul>	Aucune rencontre en 2022-2023  Dossier en attente de la reprise de l’agenda fédéral

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de l'Économie et de l'Innovation Secrétariat du Québec aux relations canadiennes Ministère de l'Éducation Ministère de l'Enseignement supérieur Ministère de la Justice Conseil des arts et des lettres du Québec Société de développement des entreprises culturelles Bibliothèque et Archives nationales du Québec	travail gouvernemental sur le droit d'auteur dans le but d'assurer la concertation avec les parties prenantes sur les enjeux de la révision de la LDA. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le comité a pour mandat :               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ De réviser à la lumière des développements récents les commentaires du Québec transmis aux ministres fédéraux responsables de la politique et de la législation du droit d'auteur lors de la révision de la LDA entrée en vigueur en 2012 et les nouveaux défis de l'adaptation du droit d'auteur à l'ère numérique ;</li> <li>○ D'identifier les écueils possibles et proposer des solutions appropriées à chaque situation en tenant compte des attentes des milieux culturels concernés ;</li> </ul> </li> <li>• De valider les nouvelles positions auprès des milieux culturels concernés et élaborer la position du Québec sur ces enjeux ou sur les nouveaux enjeux identifiés à transmettre au gouvernement fédéral.</li> </ul>	sur la révision de la Loi sur le droit d'auteur
<b>Comité interministériel de la Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS)</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de la Santé et des Services sociaux  <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministère de la Culture et des Communications Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones) Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse) Ministère de l'Économie et de l'Innovation Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs Ministère de l'Éducation Ministère de l'Enseignement supérieur Ministère de la Famille Ministère des Finances Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Partager les orientations ministérielles et agir sur un ensemble de facteurs en vue d'améliorer l'état de santé et la qualité de vie de la population du Québec et de réduire les inégalités sociales de santé.</li> </ul>	Deux rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de la Sécurité publique Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale Ministère du Tourisme Ministère des Transports Office des personnes handicapées du Québec Régie du bâtiment du Québec Société d'habitation du Québec		
<b>Table interministérielle en santé mentale et en itinérance</b>	<u>Responsable :</u> Ministère de la Santé et des Services sociaux  <u>Composition :</u> Directeur des poursuites criminelles et pénales Ministère de l'Éducation Ministère de l'Enseignement supérieur Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de la Famille Ministère de la Justice Ministère de la Sécurité publique Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère des Finances Ministère des Transports Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones) Ministère du Conseil exécutif Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale Office des personnes handicapées du Québec Régie de l'assurance maladie du Québec Secrétariat à la condition féminine Secrétariat à la jeunesse (MCC) Secrétariat du Conseil du trésor	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aborder les enjeux relatifs à la santé mentale et l'itinérance et proposer les pistes d'action à privilégier.</li> <li>• Faire le suivi du Plan d'action interministériel en santé mentale 2021-2026 et du Plan d'action gouvernemental en itinérance 2022-2027.</li> </ul>	Une rencontre en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Société d'habitation du Québec		
<b>Comité de concertation sur les sorties scolaires en milieu culturel</b>	<p><u>Coresponsables :</u>  Ministère de la Culture et des Communications  Ministère de l'Éducation</p> <p>Association québécoise des professeurs de français  Maison Théâtre  Société des musées du Québec  Association des bibliothèques publiques du Québec  Association Théâtre Éducation du Québec  Rencontre Théâtre Ados, et vice-présidente RIDEAU  Association québécoise des comités culturels scolaires  Association québécoise des enseignants de la danse à l'école  Association des cinémas parallèles du Québec  Fédération des centres de services scolaires du Québec  Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement  Fédération des comités de parents du Québec  Théâtres Unis Enfance Jeunesse  Conseil québécois de la musique</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partager de l'information concernant les différents aspects de la situation, notamment en ce qui a trait à la prise en charge du soutien aux sorties scolaires en milieu culturel par la nouvelle Mesure de concertation régionale en culture-éducation ;</li> <li>Faire part des difficultés que pose l'organisation de sorties scolaires en milieu culturel, incluant l'évolution des tendances qui ont influé sur cette situation au cours des dernières années (diversification des types de sorties scolaires, intégration à la tâche des enseignants, évolution des nouvelles technologies, etc.) ;</li> <li>Considérant les difficultés et les principaux aspects liés à la réalisation de sorties scolaires en milieu culturel (aspects culturels, pédagogiques, logistiques, financiers, etc.), discuter des enjeux puis proposer des pistes pouvant améliorer les conditions facilitant les sorties scolaires en milieu culturel ;</li> <li>Exercer un rôle-conseil en matière de sorties scolaires en milieu culturel au moment de l'élaboration du plan d'action du protocole interministériel.</li> </ul>	<p>16 juin 2022  18 novembre 2022  16 décembre 2022</p> <p>Prochaines rencontres :  Printemps 2023  Automne 2023</p>
<b>Comité interministériel des Prix du Québec</b>	Ministère de la Culture et des Communications Ministère de l'Économie et de l'Innovation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer au comité directeur les orientations annuelles des Prix du Québec, incluant la prévision budgétaire et le plan de communication, et toute modification à l'égard de l'essence des Prix du Québec ;</li> <li>Planifier et de mettre en œuvre les actions conjointes liées au déroulement du cycle annuel des Prix du Québec dans le respect de l'échéancier et des responsabilités prévues au calendrier de suivi des Prix du Québec ;</li> <li>Élaborer le bilan des activités de communication, le bilan financier et le budget final des Prix du Québec.</li> </ul>	<p>11 rencontres  Dates des rencontres :  7 mai 2021  14 juin 2021  7 septembre 2021  21 septembre 2021  8 octobre 2021  15 octobre 2021  1er novembre 2021  8 novembre 2021  29 novembre 2021</p>

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
			28 janvier 2022 2 mars 2022
<b>Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif dans le cadre du projet-pilote Dépanneurs</b>	<p><u>Responsable :</u> Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI)</p> <p><u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Régie du bâtiment du Québec (RBQ) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère du travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) Commission des normes, de l'équité et de la santé et sécurité du travail (CNESST)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présenter une méthodologie systématique d'allègement réglementaire et administratif ainsi que des applications au secteur des dépanneurs, notamment par :</li> <li>Exposer les principes économiques nécessaires pour décrire de façon formelle la réglementation des activités économique des entreprises.</li> <li>Proposer un processus systématique d'identification et de simplification des formalités administratives.</li> <li>Réduire la redondance des certains éléments d'information fournis par les dépanneurs et par d'autres entreprises.</li> <li>Établir les principes d'analyse des impacts économiques des modifications envisagées, tant pour les entreprises et gouvernement que pour les citoyens du Québec.</li> </ul>	Trois rencontres par visioconférence
<b>Comité directeur du projet de la Maison de la chanson et de la musique du Québec</b>	<p><u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) Écho sonore Société québécoise des infrastructures (SQI) Ville de Montréal</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coordonner les travaux requis pour l'étude de faisabilité du projet.</li> <li>Diriger et encadrer le travail des architectes et ingénieurs dans la préparation d'un programme fonctionnel et technique.</li> <li>S'assurer de la validité des estimations.</li> <li>Assurer le suivi des enjeux du projet.</li> </ul>	5 rencontres par visioconférence en 2022-2023 Dates des rencontres : 27 septembre 2022 25 octobre 2022 29 novembre 2022 17 janvier 2023 28 février 2023
<b>Comité directeur du projet Espace Riopelle</b>	<p><u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Société québécoise des infrastructures du Québec (SQI) Musée national des beaux-arts du Québec (MNBAQ) Fondation Jean Paul Riopelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer la bonne gestion et l'exécution du Projet conformément aux autorisations gouvernementales, en vue de la livraison d'une infrastructure de qualité, atteignant les performances attendues dans le respect du programme des besoins établi, des coûts autorisés et de l'échéancier de réalisation convenu.</li> </ul>	Huit rencontres en 2022-2023 : 14 juin 2022 15 septembre 2022 20 octobre 2022 17 novembre 2022 13 décembre 2022

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
			20 janvier 2023 16 février 2023 16 mars 2023
<b>Comité directeur du projet de transformation du Musée d'art contemporain de Montréal</b>	<u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Musée d'art contemporain de Montréal (MACM) Société de la Place des arts de Montréal (SPDAM) Société québécoise des infrastructures (SQI)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer la bonne gestion et l'exécution du Projet conformément aux autorisations gouvernementales, en vue de la livraison d'une infrastructure de qualité, atteignant les performances attendues dans le respect du programme des besoins établi, des coûts autorisés et de l'échéancier de réalisation convenu.</li> </ul>	Six rencontres en 2022-2023 : 9 mai 2022 7 juin 2022 22 juin 2022 8 septembre 2022 14 novembre 2022 13 décembre 2022
<b>Comité interministériel appuyant le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française</b>	Ministère de la langue française Ministère de la Culture et des Communications Ministère de l'Éducation Ministère de l'Enseignement supérieur Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration Ministère des relations internationales	Appui au Groupe d'action pour l'avenir de la langue française, dont les objectifs sont de : <ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en œuvre des actions structurantes et transformatives visant à freiner, à arrêter et à inverser le déclin du français au Québec;</li> <li>Reconnaître la contribution de tous les ministères et organismes aux efforts de défense, de promotion et de valorisation de la langue française dans le cadre de leurs missions respectives;</li> <li>Engager les partenaires publics, privés et des membres de la société civile dans les efforts visant à accroître l'usage de la langue française dans toutes les sphères de la société;</li> <li>Se doter d'une feuille de route commune qui reflète une véritable vision gouvernementale en matière de langue française.</li> </ul>	Deux rencontres : 13 février 2023 27 février 2023
<b>Comité de coordination appuyant le Groupe d'action pour l'avenir de la langue française</b>	Ministère de la langue française Ministère de la Culture et des Communications Ministère du Tourisme Registre des entreprises du Québec Ministère de l'Éducation Office québécois de la langue française Ministère de l'Enseignement supérieur Ministère des Finances Ministère du Conseil exécutif Ministère de la Famille Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	Appui au Groupe d'action pour l'avenir de la langue française, dont les objectifs sont de : <ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en œuvre des actions structurantes et transformatives visant à freiner, à arrêter et à inverser le déclin du français au Québec;</li> <li>Reconnaître la contribution de tous les ministères et organismes aux efforts de défense, de promotion et de valorisation de la langue française dans le cadre de leurs missions respectives;</li> <li>Engager les partenaires publics, privés et des membres de la société civile dans les efforts visant à accroître l'usage de la langue française dans toutes les sphères de la société;</li> </ul>	Une rencontre le 15 février 2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Se doter d'une feuille de route commune qui reflète une véritable vision gouvernementale en matière de langue française.</li> </ul>	
<b>Comité interministériel des Prix du Québec</b>	Ministère de la Culture et des Communications Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie	<p>Le Comité interministériel des Prix du Québec a pour mandat :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de proposer au comité directeur les orientations annuelles des Prix du Québec, incluant la prévision budgétaire et le plan de communication, et toute modification à l'égard de l'essence des Prix du Québec;</li> <li>de planifier et de mettre en œuvre les actions conjointes liées au déroulement du cycle annuel des Prix du Québec dans le respect de l'échéancier et des responsabilités prévues au calendrier de suivi des Prix du Québec;</li> <li>d'élaborer le bilan des activités de communication, le bilan financier et le budget final des Prix du Québec.</li> </ul>	<p>14 rencontres Dates des rencontres :</p> <p>13 avril 2022 4 mai 2022 31 mai 2022 5 juillet 2022 26 juillet 2022 9 août 2022 8 septembre 2022 11 octobre 2022 25 octobre 2022 10 novembre 2022 16 novembre 2022 23 novembre 2022 13 décembre 2022 31 janvier 2023</p>
<b>Comité directeur des Prix du Québec</b>	Ministère de la Culture et des Communications Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie	<p>Le Comité directeur a pour mandat d'approuver :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les orientations annuelles des Prix du Québec, incluant la prévision budgétaire et le plan de communication;</li> <li>le bilan des activités de communication et le rapport financier;</li> <li>le calendrier de suivi des Prix du Québec;</li> </ul> <p>toute modification à l'égard de l'essence des Prix du Québec.</p>	<p>6 rencontres Dates des rencontres :</p> <p>2 juin 2022 12 juillet 2022 16 septembre 2022 7 novembre 2022 19 décembre 2022 21 mars 2023</p>
<b>Comité de gestion des projets (Espaces bleus)</b>	Ministère de la Culture et des Communications Musée de la civilisation Ministère du Conseil exécutif Société québécoise des infrastructures	<p>Le Comité de gestion des Projets a pour mandat d'identifier et orienter les prises de décisions sur les grands enjeux stratégiques des Projets, dont les modifications significatives du programme, les dépassements de coûts et d'échéancier. Le Comité de gestion a également pour mandat d'être saisi des enjeux non stratégiques relatifs aux différents paramètres des Projets et de prendre les décisions nécessaires à la progression des Projets.</p>	<p>12 rencontres</p> <p>De janvier à juin 2022, bi-mensuel D'août à mars 2023, mensuel</p>
<b>Comités directeurs des projets d'Espaces bleu (Québec, Amos, Percé et Baie-St-Paul)</b>	Ministère de la Culture et des Communications Musée de la civilisation Société québécoise des infrastructures	<p>Les Comités directeurs de chacun des Projets ont pour mandat de s'assurer de la bonne gestion des Projets en vue de la livraison d'une infrastructure de qualité, atteignant les performances attendues, dans le respect du programme des besoins établi, des coûts autorisés et de</p>	<p>Aux trimestres</p>

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
		l'échéancier de réalisation convenu. Ainsi, les Comités directeurs doivent suivre toutes les étapes de la gestion des Projets, être en mesure de faire les recommandations appropriées, lorsque nécessaires et traiter des problématiques majeures	
Comité de suivi exemplarité de l'état de diffusion de musique québécoise - développement informatique	Ministère de la Culture et des Communications Ministère de la Cybersécurité et du Numérique	Comité de suivi qui permet de monitorer l'évolution de la solution développée par le MCN, afin de faciliter l'application de la mesure d'exemplarité en matière de diffusion de musique québécoise pour les ministères et organismes devant la mettre en place et qui rencontrent des embûches technologiques, surtout au niveau de la musique au niveau des lignes d'attentes téléphoniques.	9 rencontres à ce jour 10, 15 et 24 août 2022 8 septembre 2022 21 et 25 octobre 2022 18 novembre 2022 21 décembre 2022 13 février 2023
Comité interministériel de haut niveau sur l'exemplarité en construction bois	<u>Responsables :</u> Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) <u>Composition :</u> Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Éducation – Éducation primaire et secondaire (MEQ) Ministère de l'Éducation – Infrastructures sportives (MEQ) Ministère de l'Enseignement Supérieur (MES) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère des Finances (MF) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) MTQ : Ministère des Transports (MTQ) Régie du bâtiment du Québec (RBQ) Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) Société d'habitation du Québec (SHQ) Société québécoise des infrastructures (SQI)	<ul style="list-style-type: none"> <li>d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la Politique d'intégration du bois dans la construction auprès des donneurs d'ouvrage publics</li> <li>de s'assurer que le gouvernement donne l'exemple quant à l'utilisation du bois dans la construction et coordonne les initiatives engagées à cette fin</li> <li>d'exiger que le bois soit considéré à l'étape d'avant-projet pour tout projet de construction de bâtiment nécessitant un financement total ou partiel du gouvernement;</li> <li>de retenir une méthode de calcul des émissions de gaz à effet de serre (GES) afin de comparer le bois avec les autres matériaux de construction. Cette méthode sera basée sur l'analyse du cycle de vie, une méthode objective, éprouvée et simple d'application;</li> <li>de s'assurer que l'analyse comparative des émissions de GES pour les différents matériaux envisagés pour la construction soit réalisée;</li> <li>d'établir un mécanisme de reddition de comptes par lequel le gouvernement assumera son rôle d'exemplarité en tant qu'important donneur d'ouvrage;</li> <li>de recommander au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs d'intervenir auprès du gouvernement, le cas échéant, pour bonifier la Politique d'intégration du bois dans la construction ou dans le cas de projets de construction concrets.</li> </ul>	Une rencontre par année en visioconférence
Comité technique interministériel sur l'engagement à l'exemplarité	<u>Responsables :</u> Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) <u>Composition :</u>	Faire des recommandations au comité interministériel de haut niveau sur l'exemplarité en construction bois afin qu'il puisse remplir son mandat.	Une rencontre par année en visioconférence

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
gouvernementale en construction bois	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Éducation – Éducation primaire et secondaire (MEQ) Ministère de l'Éducation – Infrastructures sportives (MEQ) Ministère de l'Enseignement Supérieur (MES) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère des Finances (MF) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère des Transports (MTQ) Régie du bâtiment du Québec (RBQ) Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) Société d'habitation du Québec (SHQ) Société québécoise des infrastructures (SQI)		
Comité mixte MCC-RBQ	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Régie du bâtiment du Québec (RBQ).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser les échanges entre le MCC et la RBQ. Il agit aussi à titre de facilitateur pour le développement de solutions architecturales en lien avec les projets de construction à caractère patrimonial. Il se veut une plateforme de communication privilégiée entre ces deux organismes. Les échanges devraient permettre de bien comprendre le cadre de travail, les contraintes ainsi que la mission de chaque organisme.</li> <li>Accompagner la RBQ dans la réalisation de son plan d'action en développement durable touchant la conservation du patrimoine culturel</li> <li>Accompagner le MCC dans la recherche de mesures différentes permettant la conservation et la mise en valeur patrimoniale des immeubles protégés par la LPC.</li> <li>Création d'un canal permanent d'échange d'information et de collaboration</li> <li>Identification des irritants du milieu de la construction qui ont trait aux interventions sur les biens patrimoniaux et culturels</li> <li>Collaboration de façon proactive lors de modifications aux Lois et règlements lorsque ces dernières impactent le MCC/ la RBQ</li> </ul>	Aucune rencontre au calendrier, quelques échanges courriels

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Élaboration de lignes directrices communes guidant les différentes interventions sur les biens patrimoniaux pour en limiter les impacts négatifs</li> <li>Élaboration de consignes administratives communes pour les projets touchant des biens patrimoniaux et des projets culturels</li> <li>Diffusion d'informations communes aux propriétaires</li> </ul>	
<b>Comité interministériel de suivi de l'Entente bilatérale intégrée relative au programme d'infrastructure Investir dans le Canada</b>	Secrétariat du Québec aux relations canadiennes Ministères des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère de la Culture et des Communications Ministère de l'Éducation Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ministère des Finances Ministère du Transport <ul style="list-style-type: none"> <li>Secrétariat du Conseil du trésor</li> </ul>	Comité consultatif de haut niveau piloté par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes. Ils visent à soutenir le Secrétariat dans ces négociations et de suivi avec le gouvernement fédéral.	4 rencontres par année (environ 1 au 3 mois)
<b>Comité de gestion fédéral-provincial pour la gestion du Programme d'aide au développement des infrastructures culturelles (PADIC)</b>	Ministère de la culture et des communications Infrastructure Canada	Le comité a pour objectif de suivre les projets déposés dans le cadre du Programme d'aide au développement des infrastructures culturelles (PADIC). Elle permet également de répondre aux questions liées à la reddition de comptes en lien avec ce programme.	3 rencontres par année (environ 1 au 4 mois)
<b>Comité de gestion Programme fonds chantiers Canada-Québec, volet Grands Projets</b>	Ministère de la culture et des communications Infrastructure Canada	Le comité a pour objectif de suivre les projets ayant été financé dans le Programme fonds chantiers Canada-Québec, volet Grands Projets. Elle permet également de répondre aux questions liées à la reddition de comptes, les suivis budgétaires, les communications et divers suivis en lien avec ce programme.	2 rencontres par année (printemps-automne)
<b>Comité de gestion provincial-fédéral en infrastructures</b>	Ministère de la culture et des communications Patrimoine canadien	Le comité a pour objectif de suivre les projets financé par le programme Aide aux immobilisations (MCC) et/ou le programme Fond du Canada pour les espaces culturels (PCH), deux principaux bailleurs de fonds pour les projets d'infrastructures.	Une rencontre aux 5 semaines (environ 6-7 rencontres par année)
<b>Comité de gouvernance en ressources informationnelles</b>	Le Dirigeant de l'information (DI) de chacun des ministères	Ce comité, présidé par le dirigeant principal de l'information, a notamment pour mandat: <ul style="list-style-type: none"> <li>de recommander au Conseil du trésor les services pouvant être rendus par Infrastructures technologiques Québec;</li> <li>d'élaborer des orientations à proposer au Conseil du trésor;</li> <li>d'assurer une mise en œuvre concertée des orientations déterminées par le Conseil du trésor;</li> </ul>	8 rencontres de 2 h 30 par année, en visioconférence aucuns frais

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>d'identifier des opportunités d'optimisation, de partage et de mise en commun de services en ressources informationnelles et d'actifs informationnels, notamment en favorisant leur interopérabilité des RI.</li> </ul>	
Réseau gouvernemental de cybersécurité	Les responsables organisationnels de la cybersécurité (ROCD) de chacun des ministères	Le réseau gouvernemental de cybersécurité est composé du Centre gouvernemental de cybersécurité (CGCD) du Secrétariat du Conseil du trésor et de 26 centres opérationnels de cybersécurité (COCD) lesquels sont présents dans les ministères et certains grands organismes. Il assure un leadership gouvernemental dans la prévention, la protection, la détection et la prise en charge d'incidents en matière de sécurité de l'information. Il a comme mandat d'assurer une surveillance constante des cybermenaces, de coordonner des interventions rapides et d'instaurer les meilleures pratiques de cybersécurité dans l'administration publique québécoise.	22 rencontres de 1h par année, en visioconférence
Comité des gestionnaires délégués aux données numériques gouvernementales	Le Dirigeant de l'information (DI) de chacun des ministères	Le Comité a été créé pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>simplifier les services;</li> <li>prendre des décisions éclairées;</li> <li>soutenir la transformation numérique;</li> <li>améliorer la cybersécurité;</li> <li>innover par l'intelligence artificielle;</li> </ul> favoriser les données ouvertes.	8 rencontres de 2 h 30 par année, en visioconférence aucuns frais
Comité interministériel du bureau de projet de la bibliothèque ministérielle	<u>Responsables :</u> Ministère de la Culture et des Communications (MCC) <u>Composition :</u> Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Consultante Silvie Delorme inc. <u>Invités ponctuels :</u> Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>déterminer le contenu de la collection de la bibliothèque ministérielle devant faire l'objet d'un transfert à la Bibliothèque Cécile-Rouleau et celui devant être conservé au Ministère;</li> <li>établir la liste des services qui étaient rendus par la bibliothèque ministérielle (prêts, prêts entre bibliothèques, acquisitions, recherche, catalogage, routage, veille informationnelle, etc.) et qu'il serait nécessaire de maintenir afin de répondre prioritairement aux besoins du personnel du Ministère et, dans la mesure du possible, aux clientèles externes (chercheurs, etc.), le tout en respect des disponibilités budgétaires et humaines du Ministère;</li> <li>convenir avec les responsables de la Bibliothèque Cécile-Rouleau des modalités et d'un échéancier de transfert, des services qui seraient disponibles sur une base régulière et de manière ponctuelle ainsi que des coûts inhérents;</li> </ul>	Total de 8 rencontres 15 050 \$

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>analyser la situation en ce qui concerne les documents qui sont conservés dans les locaux du Centre de conservation du Québec et du Laboratoire et réserve d'archéologie du Québec et les documents appartenant au Conseil du patrimoine culturel du Québec, identifier des pistes de solutions à cet égard et les soumettre aux autorités du Ministère pour approbation;;</li> <li>déterminer les meilleures actions à prendre afin de répondre aux principaux besoins des clientèles externes qui se sont manifestées publiquement suite la fermeture de la bibliothèque ministérielle en octobre 2020, notamment en ce qui a trait à la « littérature grise » et autre documentation connexe et soumettre des recommandations à cet effet aux autorités du Ministère;</li> <li>évaluer les collaborations et les liens qui pourraient être mis en place avec Bibliothèque et Archives nationales du Québec et avec des bibliothèques du réseau universitaire si jugé à propos, et ce, tout en considérant la réalité numérique de 2022.</li> </ul>	
<b>Groupe de codéveloppement en développement organisationnel</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Ministère des Finances (MFQ) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Institut de la statistique (ISQ) Commission des normes, de l'équité et de la santé et sécurité du travail (CNESST) Ministère du travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)	Développer les compétences des conseillers en ressources humaines par le partage d'expériences, d'expertises et de conseils.	7 rencontres en 2022-2023
<b>Réseau interministériel - développement des cadres</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Curateur public Élections Québec (DGE) Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Société des traversiers Ministère de l'Éducation (ME) Ministère de la Justice (MJQ) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	Partager entre M/O les bonnes pratiques de gestion liées au développement des compétences des cadres de la fonction publique (ex : gestion en mode hybride et à distance, mobilisation des équipes, profil de compétences, plan de développement).	5 rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Institut de la statistique (ISQ) Vérificateur général du Québec (VGQ) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère des Transports (MTQ) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) Assemblée nationale (ASSNAT) Ministère de la Famille (MFA) Régie du bâtiment du Québec (RBO) Revenu Québec Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Commission des normes, de l'équité et de la santé et sécurité du travail (CNESST) Régie d'assurance maladie du Québec (RAMQ) Ministère des Finances (MFQ) Sureté du Québec (SQ) Retraite Québec (RQ) Financière agricole (FADQ) Autorités des marchés publics (AMP) Ministère de l'économie		
<b>Groupe de partage en gestion du changement</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) Ministère des Transports (MTQ) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Sureté du Québec (SQ) Autorité des marchés financiers (AMF) Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Régie d'assurance maladie du Québec (RAMQ) Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) Commission des normes, de l'équité et de la santé et sécurité du travail (CNESST) Tribunal administratif du travail (TAT) La Financière agricole du Québec (FADQ) Ministère de la Justice (MJQ) Ministère du travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)	Effectuer un partage entre M/O des enjeux et stratégies en matière de gestion du changement pour les projets d'actualité dans la fonction publique (ex : refonte en dotation, retour au travail en mode hybride, transformation des milieux de travail, etc.)	4 rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de la Sécurité publique (MSP) Institut de la statistique (ISQ) Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) Ministère du Tourisme (MTO) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) Ministère de l'Économie et de l'innovation (MEI) Retraite Québec Ministère de la Famille (MFA) Société des traversiers du Québec Assemblée nationale du Québec (ASSNAT) Ministère des Finances (MFO) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)		
<b>Groupe de codéveloppement en relations de travail</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) Sureté du Québec (SQ) Financière agricole du Québec (FAQQ) Retraite Québec (RQ) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) Commission d'accès à l'information (CAI) Élections Québec Curateur public du Québec Sureté du Québec (SQ) Ministère des Ressources naturelles et des Forêts Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Tribunal administratif du logement (TAL)	Développer les compétences des conseillers en ressources humaines par le partage d'expériences, d'expertises et de conseils.	5 rencontres en 2022-2023
<b>Groupe de codéveloppement en relations de travail, groupe 2</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Curateur public du Québec (CPO) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MES) Retraite Québec (RQ) Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) Office québécois de la langue française (OQLF) Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Ministère de la famille (MFA)	Développer les compétences des conseillers en ressources humaines par le partage d'expériences, d'expertises et de conseils.	4 rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Curateur public du Québec (CPQ) Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) Vérificateur général du Québec (VGQ) Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) Ministère des Finances (MFQ)		
<b>Comité interministériel des coordonnateurs en gestion de la main-d'œuvre</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Commission des normes, de l'équité et de la santé et de la sécurité au travail (CNESST) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de la sécurité publique (MSP) La Financière agricole du Québec (FADQ) Institut de la statistique (ISQ) Ministère de la famille (MFA) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Ministère de l'Éducation (MEQ) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère des Transports (MTQ) Vérificateur général du Québec (VGQ) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Assemblée nationale (ASSNAT) Ministère de la justice (MJQ) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ) Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) Tribunal administratif du Québec (TAQ) Élections Québec (DGE) Retraite Québec (RQ) Ministère de l'Enseignement supérieur (MES) Curateur public du Québec (CPQ) Centre d'acquisition gouvernemental (CAG) Tribunal administratif du logement (TAL)	Comité visant la mise en commun de l'expertise, des façons de faire et des outils au bénéfice de l'évolution de tous les MO.	4 rencontres en 2022-2023
<b>Co-développement invalidité</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Directeur général des élections du Québec (DGE)	Contribuer au développement des conseillers en invalidité en permettant un partage d'expériences, d'expertise et de conseils.	4 rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Tourisme Québec, Fonds de partenariat touristique (MTO) Retraite Québec Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) Tribunal administratif du travail (TAT) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité (CNESST) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Commission de la fonction publique du Québec (CFQ) Financière agricole du Québec (FADQ) Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'intégration (MIFI)		
<b>Réseau en promotion de la santé et des saines habitudes de vie</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Assemblée nationale du Québec (ASSNAT) Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) Commissaire au lobbying Commission d'accès à l'information du Québec (CAIQ) Commission de la fonction publique (CFP) Commission des normes, de l'équité et de la santé et de la sécurité au travail (CNESST) Commission des transports du Québec (CTQ) Curateur public du Québec (CPQ) Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) Élections Québec (DGE) Financière agricole du Québec (FADQ) Institut de la statistique (ISQ) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) Ministère de l'Éducation (MEQ) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère de la famille (MFA) Ministère de la justice (MJQ) Ministère de la sécurité publique (MSP) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère des finances (MFQ)	Comité visant la mise en commun de l'expertise, des façons de faire et des outils au bénéfice de l'évolution de tous les MO.	4 rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) Ministère des transports (MTQ) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère du tourisme (MTO) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Office de la protection du consommateur (OPC) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Office québécois de la langue française (OQLF) Ordre des professions du Québec (OPQ) Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) Régie du bâtiment du Québec (RBQ) Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT) Retraite Québec Revenu Québec Secrétariat du conseil du trésor (SCT) Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) Sureté du Québec (SQ) Tribunal administratif des marchés financiers (TAMF) Tribunal administratif du logement (TAL) Tribunal administratif du Québec (TAQ) Tribunal administratif du travail (TAT) Vérificateur général du Québec (VGQ)		
<b>Comité interministériel en attraction des talents</b>	Ministère de la Culture et des Communications Assemblée nationale Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Centre d'acquisitions gouvernementales Commission d'accès à l'information Commission des normes, de l'équité et de la santé et de la sécurité du travail Commission des transports du Québec Curateur public du Québec Directeur des poursuites criminelles et pénales Élections Québec Institut de la statistique du Québec La Financière agricole du Québec Ministère de la Cybersécurité et du Numérique Ministère de la Famille Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Comité qui constitue une tribune permettant aux membres de soulever les besoins, d'identifier les différents enjeux, d'échanger, de présenter des projets et de proposer des moyens pour améliorer les stratégies à préconiser lors de la promotion des emplois et la marque employeur de la fonction publique.	2 rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de la Justice Ministère de la Santé Ministère de la Sécurité publique Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie Ministère de l'Éducation Ministère des Ressources naturelles et des Forêts Ministère de l'Enseignement supérieur Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration Ministère des Affaires municipales Ministère des Finances Ministère des Relations internationales et de la Francophonie Ministère des Transports et de la Mobilité durable Ministère du Conseil exécutif Ministère du Tourisme Ministère du Travail Ministère de l'Emploi Office de la protection du consommateur Office des personnes handicapées du Québec Office des professions du Québec Office québécois de la langue française Régie de l'assurance maladie du Québec Régie des alcools, des courses et des jeux Régie du bâtiment du Québec Retraite Québec Secrétariat du Conseil du trésor Société de l'assurance automobile du Québec Sûreté du Québec Tribunal administratif du logement Tribunal administratif du travail Vérificateur général du Québec		
<b>Réseau des répondants organisationnels en formation</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Assemblée nationale du Québec (ASSNAT) Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) Commissaire au lobbying	Collaborer au développement des compétences transversales et à la mise en œuvre des stratégies d'apprentissage offertes par le SCT au personnel des différents M/O.	2 rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Commission d'accès à l'information du Québec (CAIQ) Commission de la fonction publique (CFP) Commission d'évaluation de l'enseignement collégial (CEEC) Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) Commission des normes, de l'équité et de la santé et de la sécurité au travail (CNESST) Commission des transports du Québec (CTQ) Curateur public du Québec (CPQ) Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) Élections Québec (DGE) Financière agricole du Québec (FADQ) Institut de la statistique (ISQ) Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) Ministère de l'Éducation (MEQ) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) Ministère de la famille (MFA) Ministère de la justice (MJQ) Ministère de la sécurité publique (MSP) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère des finances (MFQ) Ministère des transports (MTQ) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Ministère du tourisme (MTO) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Musée de la civilisation du Québec (MCQ) Office de la protection du consommateur (OPC) Office québécois de la langue française (OQLF) Ordre des professions du Québec (OPQ) Protecteur du citoyen (PCQ) RECYC-QUÉBEC Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) Régie de l'énergie Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) Régie du bâtiment du Québec (RBQ) Retraite Québec		

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Revenu Québec Secrétariat du conseil du trésor (SCT) Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec) Société des traversiers du Québec Société québécoise des infrastructures (SQI) Société québécoise d'information juridique (SOQIJ) Sureté du Québec (SQ) Tribunal administratif des marchés financiers (TAMF) Tribunal administratif du travail (TAT) Unité permanente anticorruption (UPAC) Vérificateur général du Québec (VGQ)		
<b>Groupe de co-développement répondant en éthique</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Assemblée nationale du Québec (ASSNAT)  Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère des transports (MTQ) Société québécoise des infrastructures (SQI) Sureté du Québec (SQ)	Transmission et échange d'information, d'outils, de pratiques pertinentes aux répondants en éthique.	1 rencontre en 2022-2023
<b>Groupe partage CGRH – Refonte dotation</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) Commission des transports du Québec (CTQ) Élections Québec (DGEQ) La Financière agricole du Québec (FAQ) Ministère de la Famille (MFA) Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) Ministère du Tourisme (MTO) Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) Régie du bâtiment du Québec (RBO) Tribunal administratif du logement (TAL) Tribunal administratif du travail (TAT)	Groupe de partage des conseillères et conseillers en gestion des ressources humaines portant sur les meilleures pratiques relatives au nouveau processus de sélection.	4 rencontres en 2022-2023
<b>Groupe de co-développement harcèlement</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) Élections Québec Financière agricole du Québec (FADQ)	Contribuer au développement des conseillers en conflit et harcèlement en permettant un partage d'expériences, d'expertise et de conseils.	5 rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère de la famille (MFA) Ministère des finances (MFQ) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Ministère des affaires municipales et de l'habitation (MAMH) Ministère de la justice (MJQ) Secrétariat du conseil du trésor (SCT) Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) Sûreté du Québec (SQ) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MTESS)		
Réseau conflit et harcèlement	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur « administration provinciale » (APSSAP) Assemblée nationale du Québec Autorité des marchés publics (AMP) Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) Chambre de la sécurité financière (CSF) Commission d'accès à l'information du Québec (CAIQ) Commission de la fonction publique (CFP) Commission des normes, de l'équité et de la santé et de la sécurité au travail (CNESST) Commission des transports du Québec (CTQ) Curateur public du Québec (CPQ) Élections Québec (DGE) Financière agricole du Québec (FADQ) Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ) Institut de la statistique du Québec Ministère de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation (MAPAQ) Ministère de l'économie, de la science et de l'innovation (MESI) Ministère de l'éducation (MEQ) Ministère de l'énergie et des ressources naturelles (MERN) Ministère de l'enseignement supérieur (MES) Ministère de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère de l'immigration, de la francisation et de l'intégration (MIFI) Ministère de la cybersécurité et du numérique (MCN) Ministère de la famille (MFA) Ministère de la justice (MJQ) Ministère de la sécurité publique (MSP)	Transmission et échange d'information, d'outils, de pratiques pertinentes aux conseillers en conflit et harcèlement du réseau.	1 rencontre en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère des affaires municipales et de l'habitation (MAMH) Ministère des finances (MFQ) Ministère des transports (MTQ) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Ministère du tourisme Ministère du travail, de l'emploi et de la solidarité sociale (MTESS) Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS) Ministère de la sécurité publique (MSP) Ministère des relations internationales et de la francophonie (MRIF) Ministère de l'enseignement supérieur (MES) Office de la protection du consommateur (OPC) Office québécois de la langue française (OQLF) Ordre des professions du Québec (OPQ) Protecteur du citoyen Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) Régie du bâtiment du Québec (RBQ) Regroupement des réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) Retraite Québec Revenu Québec Secrétariat du conseil du trésor (SCT) Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) Société québécoise des infrastructures (SQI) Sureté du Québec (SQ) Tribunal administratif du Québec (TAQ) Tribunal administratif du logement (TAL) Tribunal administratif des marchés financiers Vérificateur général du Québec (VGQ)		
<b>Forum des directeurs des ressources humaines (FDRH)</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Assemblée nationale du Québec (ASSNAT) Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) Commissaire au lobbying Commission d'accès à l'information du Québec (CAIQ) Commission de la fonction publique (CFP) Commission d'évaluation de l'enseignement collégial (CEEC) Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ)	Mise en commun de pratiques, échanges d'expertise, transmission et échange d'information pertinente pour le domaine des ressources humaines. Lieu où le SCT transmet ses orientations en matière de ressources humaines.	5 rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) Commission des normes, de l'équité et de la santé et de la sécurité au travail (CNESST) Commission des transports du Québec (CTQ) Curateur public du Québec (CPQ) Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) Élections Québec (DGE) Financière agricole du Québec (FADQ) Institut de la statistique (ISQ) Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) Ministère de l'Éducation (MEQ) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) Ministère de la famille (MFA) Ministère de la justice (MJQ) Ministère de la sécurité publique (MSP) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère des finances (MFQ) Ministère des transports (MTQ) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Ministère du tourisme (MTO) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Musée de la civilisation du Québec (MCQ) Office de la protection du consommateur (OPC) Office québécois de la langue française (OQLF) Ordre des professions du Québec (OPQ) Protecteur du citoyen (PCQ) RECYC-QUÉBEC Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) Régie de l'énergie Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) Régie du bâtiment du Québec (RBQ) Retraite Québec Revenu Québec Secrétariat du conseil du trésor (SCT) Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)		

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Société des traversiers du Québec Société québécoise des infrastructures (SQI) Société québécoise d'information juridique (SOQIJ) Sureté du Québec (SQ) Tribunal administratif des marchés financiers (TAMF) Tribunal administratif du travail (TAT) Unité permanente anticorruption (UPAC) Vérificateur général du Québec (VGQ)		
<b>Responsables des travaux post-implantation de la refonte de la dotation</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Assemblée nationale du Québec (ASSNAT) Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAAnQ) Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) Commissaire au lobbying Commission d'accès à l'information du Québec (CAIQ) Commission de la fonction publique (CFP) Commission d'évaluation de l'enseignement collégial (CEEC) Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) Commission des normes, de l'équité et de la santé et de la sécurité au travail (CNESST) Commission des transports du Québec (CTQ) Curateur public du Québec (CPQ) Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) Élections Québec (DGE) Financière agricole du Québec (FADQ) Institut de la statistique (ISQ) Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) Ministère de l'Éducation (MEQ) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) Ministère de la famille (MFA) Ministère de la justice (MJQ) Ministère de la sécurité publique (MSP) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)	Partage d'information pertinente sur les travaux en cours au Secrétariat du Conseil du trésor concernant la refonte de la dotation, lieu de partage sur les bonnes pratiques, réponse aux divers questionnements et préoccupations et soutien aux responsables dans leur rôle d'agent de changement au sein de leur ministère ou organisme.	3 rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Ministère des finances (MFQ) Ministère des transports (MTQ) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Ministère du tourisme (MTO) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Musée de la civilisation du Québec (MCQ) Office de la protection du consommateur (OPC) Office québécois de la langue française (OQLF) Ordre des professions du Québec (OPQ) Protecteur du citoyen (PCQ) RECYC-QUÉBEC Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) Régie de l'énergie Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) Régie du bâtiment du Québec (RBQ) Retraite Québec Revenu Québec Secrétariat du conseil du trésor (SCT) Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec) Société des traversiers du Québec Société québécoise des infrastructures (SQI) Société québécoise d'information juridique (SOQIJ) Sureté du Québec (SQ) Tribunal administratif des marchés financiers (TAMF) Tribunal administratif du travail (TAT) Unité permanente anticorruption (UPAC) Vérificateur général du Québec (VGQ)		
<b>Réseau des répondants en violence conjugale, familiale ou à caractère sexuel</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Assemblée nationale Commissaire au lobbyisme Commission des normes, de l'équité et de la santé et de la sécurité au travail (CNESST) Conseil du statut de la femme Curateur public Directeur des poursuites criminelles et pénales Élections Québec Financière agricole du Québec (FADQ)	Mise en commun de pratiques, échanges d'expertise, transmission et échange d'information pertinente aux répondants en matière de violence conjugale, familiale ou à caractère sexuel de la fonction publique	4 rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Institut de la statistique du Québec Ministère de la famille (MFA) Ministère de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation (MAPAQ) Ministère de la sécurité publique (MSP) Ministère de l'économie, de la science et de l'innovation (MESI) Ministère de l'éducation (MEQ) Ministère de l'énergie et des ressources naturelles (MERN) Ministère de l'enseignement supérieur (MES) Ministère de l'environnement, lutte contre les changements climatiques, de la faune et des parcs Ministère des affaires municipales et de l'habitation (MAMH) Ministère des finances (MFQ) Ministère des relations internationales et de la francophonie (MRIF) Ministère des transports du Québec (MTQ) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Ministère du tourisme Ministère du travail, de l'emploi et de la solidarité sociale (MTESS) Ministère de l'immigration, de la francisation et de l'intégration (MIFI) Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS) Office québécois de la langue française (OQLF) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Secrétariat du conseil du trésor (SCT) Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) Sûreté du Québec (SQ) Retraite Québec Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) Régie des alcools et des jeux (RACJ) Régie du bâtiment du Québec (RBQ) Revenu Québec Tribunal administratif des marchés financiers (TMF) Tribunal administratif du logement (TAL) Tribunal administratif du Québec (TAQ) Tribunal administratif du travail (TAT) Vérificateur général		
<b>Groupe d'échange santé et sécurité au travail et Table des coordonnateurs SST</b>	Ministère de la Culture et des Communications (Direction des ressources humaines) Assemblée nationale Commission d'accès à l'information	Mise en commun de pratiques, échanges d'expertise, transmission et échange d'information pertinente aux coordonnateurs santé et sécurité de la fonction publique.	7 rencontres en 2022-2023

COMITÉS	COMPOSITION	MANDAT	COÛTS/ DÉTAILS
	Commissaire au lobbyisme Commission des normes, de l'équité et de la santé et de la sécurité au travail (CNESST) Conseil du statut de la femme Curateur public Directeur des poursuites criminelles et pénales Élections Québec Financière agricole du Québec (FADQ) Institut de la statistique du Québec Ministère de la famille (MFA) Ministère de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation (MAPAQ) Ministère de la sécurité publique (MSP) Ministère de l'économie, de la science et de l'innovation (MESI) Ministère de l'éducation (MEQ) Ministère de l'énergie et des ressources naturelles (MERN) Ministère de l'enseignement supérieur (MES) Ministère de l'environnement, lutte contre les changements climatiques, de la faune et des parcs Ministère des affaires municipales et de l'habitation (MAMH) Ministère des finances (MFQ) Ministère des relations internationales et de la francophonie (MRIF) Ministère des transports du Québec (MTQ) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Ministère du tourisme Ministère du travail, de l'emploi et de la solidarité sociale (MTESS) Ministère de l'immigration, de la francisation et de l'intégration (MIFI) Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS) Office québécois de la langue française (OQLF) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Secrétariat du conseil du trésor (SCT) Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) Retraite Québec Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) Régie du bâtiment du Québec (RBO) Revenu Québec Tribunal administratif du logement (TAL) Tribunal administratif du Québec (TAQ) Tribunal administratif du travail (TAT)		

# Étude des crédits 2023-2024

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### Demande de renseignements généraux

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec.

Réponse :

#	Description de la mesure	État	Sommes investies 2022-2023
Nouvelle mesure	Mettre en place une première formation franco-québécoise en ligne sur ces sujets, destinée aux professionnels de la culture	En cours	112 500 \$
120	Mettre sur pied et animer un réseau d'agents de développement culturel numérique	En cours	1 875 000 \$
130	Développer une stratégie numérique commune pour le réseau des bibliothèques publiques québécoises	En cours	204 799 \$
		<b>Total</b>	<b>2 192 299 \$</b>

## Étude des crédits 2023-2024

### **MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

#### **Demande de renseignements généraux**

---

**Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Politique culturelle du Québec**

---

#### **Réponse :**

Voir documents joints :

Annexe 1 : Bilan détaillé des mesures mises en place pour l'année 2021-2022

Annexe 2 : Sommes dépensées en 2022-2023 au 28 février 2023

## Annexe 1 - Bilan détaillé des mesures mises en place pour l'année 2021-2022

L'objectif Prendre appui sur la participation à la vie culturelle pour valoriser la langue française (objectif 1.1) comporte une mesure. Le bilan détaillé porte sur les résultats des actions réalisées dans le cadre de la mesure 1 au 31 mars 2022.

### Mesure 1 : Centrer l'approche gouvernementale en matière de langue française sur la promotion et la valorisation et sur ses liens indissociables avec la culture

- Action 1.1 : Renforcement du mandat du Secrétariat à la politique linguistique, qui devient le Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française (SPVLF).
  - Résultat : Atteint en 2018-2019.
- Action 1.2 : Mobilisation des acteurs gouvernementaux, institutionnels, culturels, économiques, sociaux et communautaires.
  - Résultat : Le partenariat avec les sociétés d'État du portefeuille de la Culture et des Communications n'a pas été reconduit, puisque le Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française a changé de portefeuille ministériel en septembre 2019.
- Action 1.3 : Mise en place d'un comité interministériel visant à assurer la cohérence et la convergence de l'action gouvernementale en matière de langue.
  - Résultat : Abandonnée en raison de nouvelles orientations reçues à la suite du transfert du dossier de la langue française au MIFI, puis au MJQ, et qui donnent notamment lieu à une réforme du dossier linguistique principalement portée par le projet de loi 96.
- Action 1.4 : Conception et mise en œuvre d'un plan d'action interministériel intégré dans le cadre de la Stratégie partenariale de promotion et de valorisation de la langue française.
  - Résultat : La stratégie partenariale de promotion et de valorisation de la langue française a pris fin le 31 mars 2021 et elle n'a pas été renouvelée.
- Action 1.5 : Rehaussement du soutien financier aux initiatives associées à la promotion et à la valorisation de la langue française dans l'espace public québécois.
  - Résultat : Le soutien financier a connu une augmentation de 4,3 M\$ en 2021-2022.
- Action 1.6 : Consolidation et renforcement du volet langue dans le cadre des ententes de développement culturel conclues avec les instances municipales.
  - Résultat : L'action a été abandonnée à la suite du transfert de portefeuille ministériel du SPVLF.
- Action 1.7 : Déploiement à grande échelle de l'approche de jumelage linguistique auprès de personnes ne connaissant pas ou connaissant peu le français.
  - Résultat : Trois projets
    - Projet de l'Université de Sherbrooke *J'apprends le français : un projet de jumelage linguistique dans la région de Sherbrooke*.
    - La Fondation pour la langue française poursuit la réalisation de son projet *Deux par deux* en 2021-2022 à travers la province.
    - Projet de l'Institut Canadien de Québec de jumelage entre des écrivains et des citoyens de la ville de Québec.

- Action 1.8 : Intensification des activités de communication visant à promouvoir l'utilisation de la langue française dans les espaces publics.
  - Résultat : 1,6 M\$ engagé pour le déploiement d'une campagne nationale de promotion.

**Mesure 2 : Encourager la pratique du loisir culturel et les initiatives utilisant la culture comme outil d'intervention sociale**

- Action 2.1 : Promotion du loisir culturel comme composante majeure de la culture québécoise.
  - Résultats :
    - *Soutien* du Conseil québécois du loisir (CQL) pour l'organisation de la 4e Journée du loisir culturel, le 7 avril 2022.
    - *Financement* du projet du CQL « Le loisir culturel : essentiel pour démocratiser la culture partout et pour tous »
- Action 2.2 : Soutien financier d'activités de loisir culturel, notamment dans des réseaux s'adressant à des populations ayant moins accès à la culture : jeunes dans les camps de jour, aînés, résidents de CHSLD, personnes handicapées, personnes issues de l'immigration, etc., et ce, en dehors des écoles et des lieux culturels traditionnels.
  - Résultat : Soutien de deux projets de développement de l'offre de loisir culturel (réseaux : jeunes du secondaire et camps de jour).
- Action 2.3 : Offre de programmes de formation et d'accompagnement pour l'intégration de volets culturels à l'offre de services en loisir public : arts visuels et multimédias, danse, généalogie, improvisation théâtrale, slam, etc.
  - Résultat : 4 formations offertes en ligne par le Conseil québécois du loisir.
- Action 2.4 : Création de mécanismes de reconnaissance de l'engagement citoyen bénévole en culture.
  - Résultat : Poursuite du projet du Réseau de l'action bénévole du Québec entamé en 2019-2020.
- Action 2.5 : Soutien financier de projets visant l'utilisation de la culture comme outil d'intervention sociale.
  - Résultat : 80 projets soutenus dans le cadre d'un appel de projet.
- Action 2.6 : Évaluation des effets des activités culturelles dans une optique d'intervention sociale.
  - Résultat : Recherche sur les répercussions des pratiques et activités culturelles dans une optique d'intervention sociale confiée au Consortium national d'expertise en inclusion sociale (CNEIS). En cours de réalisation.

**Mesure 3 : Enrichir l'éventail des activités et des services adaptés aux besoins des personnes handicapées, immigrantes ou en situation de pauvreté qu'offrent les sociétés d'État en culture.**

- Action 3.1 : Achat d'équipement spécialisé et de produits culturels dont le format de diffusion est non standard.
- Action 3.2 : Conception d'animations sur mesure.
- Action 3.3 : Tenue d'activités « hors les murs », dans des lieux publics par exemple.

- Action 3.4 : Adaptation des lieux pour permettre un accès universel lors de la planification de projets de rénovation.
  - Résultats :
    - *BANQ*
      - Projet : Adaptation pour les personnes vivant avec une déficience intellectuelle d'activités de littératie numérique et technologique :  
L'élaboration du Guide à l'intention du personnel des bibliothèques sur l'accueil des personnes vivant avec une déficience intellectuelle dans les bibliothèques publiques québécoises se poursuit. Deux activités sont en cours d'adaptation et deux autres sont présentement en développement.
      - Projet : Médiation techno culturelle adaptée pour les clientèles : immigrantes, sourdes et aveugles :  
En raison de la fermeture partielle du Square pendant la pandémie, aucune activité grand public ou auprès de clientèles spécifiques n'y a été offerte.
      - Projet : Accessibilité numérique, approfondir les connaissances sur les clientèles ayant un handicap perceptuel :  
Une étude sur l'accessibilité numérique dans les bibliothèques publiques au Québec a été effectuée par l'Académie de la transformation numérique. L'étude a été présentée dans le cadre du Congrès des professionnels de l'information (CPI) en novembre 2022.
    - *MCIV*
      - Projet Sésame :  
Projet de recherche expérimentale qui permet non seulement de favoriser l'accès au Musée, mais aussi de faire participer des personnes vivant des réalités particulières aux réflexions entourant la conception des expositions permanentes qui seront renouvelées (clientèles visées : immigrants, personnes handicapées et personnes vivant de l'exclusion).
      - Projet Tente Urbaine :  
Réalisation d'une expérience immersive avec projection vidéo 360° d'un repas communautaire autochtone, couplé avec une ambiance sonore spatialisée, où interagissent plusieurs générations pour raconter le patrimoine culinaire et social. Le projet sera présenté au Musée et mis en tournée au Québec dans les communautés autochtones, les musées, les centres culturels et les bibliothèques du Québec (clientèle visée : jeunes autochtones de 10 à 25 ans).
    - *MNBAQ*
      - Projet pour personnes malvoyantes ou malentendantes en cours de réalisation :  
Évaluation et ajustements de la première série de plateaux sensoriels, dispositifs de soutien à la visite pour les personnes malvoyantes ou non voyantes (contrat octroyé à Tactile Studio pour la conception et la réalisation d'un parcours sensoriel couvrant les pavillons Morisset et Lasonde du MNBAQ).
      - Projet L'atelier artistique pour personnes vivant avec des problématiques de santé mentale (clientèle visée : jeunes entre 18 et 30 ans vivant avec une problématique de santé mentale) :  
Conception d'une activité virtuelle, pour la plateforme scolaire L'art dans ma classe du MNBAQ, avec l'école secondaire Iguarsivik à Puvirnituk au Nunavut.

Développement et réalisation d'activités d'animation virtuelle et présenteielle pour le grand public vivant avec des problématiques de santé mentale.

- Projet L'art pour le mieux-être et la santé des personnes vivant avec des problématiques en santé mentale :

Le rapport de recherche a été soumis en début d'année 2022. Le MNBAQ cherche à identifier les pistes d'action à court, moyen et long terme tirés directement des recommandations du rapport de recherche.

- *SPDAM*

- Le projet Micro Ouvert Autochtone :

L'événement a eu lieu les 20 et 21 novembre 2021 dans un contexte pandémique (capacité d'accueil de spectacles réduite). Les activités suivantes ont été offertes au grand public avec la collaboration du commissaire autochtone Dave Jenniss : Initiation à la langue Atikamekw pour la famille, lecture de conte, atelier de danse atelier de cuisine, spectacles de musique, initiation à la langue Atikamekw, cercle de partage.

**Mesure 4 : Encourager la tenue d'activités collaboratives citoyennes menant à la diffusion et la mise en valeur de documents patrimoniaux québécois sur le Web.**

- Action 4.1 : Mise en ligne de documents faisant partie des collections patrimoniales de BAnQ sur diverses plateformes collaboratives internationales reconnues.
  - Résultat : 9 057 documents mis en ligne, soit une augmentation de 3 % par rapport à 2020-2021.
- Action 4.2 : Offre d'activités de formation destinées à la population portant sur l'édition de contenus sur ces plateformes virtuelles.
  - Résultat : 5 activités réalisées.

**Mesure 5 : Offrir aux Québécoises et aux Québécois l'accès gratuit aux musées un dimanche par mois.**

- Action 5.1 : Instauration d'une mesure de gratuité grâce à une bonification du budget de fonctionnement des musées nationaux et privés soutenus par le Ministère.
  - Résultat : 96 établissements.

**Mesure 6 : Moderniser le programme Mécénat Placement Culture**

- Action 6.1 : Introduction de facteurs de pondération tenant compte, par exemple, de la taille et de l'emplacement géographique d'un organisme
  - Résultat : Après quatre années de déploiement du nouveau programme, 93 % des organismes ont choisi de céder leurs fonds à perpétuité. Ainsi, parmi les 10 plus gros pourcentages, 6 subventions vont à des organismes du Centre-du-Québec, du Bas-Saint-Laurent, de la Chaudière-Appalaches, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et du Saguenay-Lac-St-Jean. Les 4 autres sont des organismes de la région de Montréal ayant des revenus sous 500 000 \$.
- Action 6.2 : Ouverture du programme à des collectes de fonds effectuées par des regroupements d'organismes

- Résultat :  
Il n'y a pas eu de collecte par des regroupements d'organismes en 2021-2022. La valeur totale des fonds perpétuels créés en 2021-2022 est de 5 060 260 M\$.

### **Mesure 7 : Encourager la philanthropie culturelle par des mesures fiscales**

- Action 7.1 : Prolongation du crédit d'impôt pour un premier don en culture
  - Résultat : Les données finales provenant de Revenu Québec pour l'année d'imposition 2021 ne seront disponibles qu'à compter de septembre 2023 auprès de Revenu Québec.
- Action 7.2 : Promotion de la philanthropie culturelle auprès des milieux culturels, entre autres par l'offre de formation
  - Résultat : Aucune activité en 2021-2022.

### **Mesure 8 : Conclure une nouvelle alliance culture-éducation-famille**

- Action 8.1 : Négociations avec le ministère de la Famille, le MEQ et le MES sur les termes de l'entente.
  - Résultat : Report des négociations autour du protocole d'entente entre MCC, MFA, MEQ et MES en raison notamment de la pandémie.
- Action 8.2 : Initiation des élèves à des disciplines artistiques qui ne figurent pas dans le Programme de formation de l'école québécoise (PFEQ), comme le cinéma.
  - Résultat : L'appel de projets en cinéma, « Grand Écran », ne s'est pas tenu en 2021-2022. Sur 108 projets soutenus dans le cadre de l'Appel de projets en appui à l'offre culturelle dans le parcours éducatif 2021-2022, 48 touchaient des disciplines hors PFEQ. Deux projets en cinéma ont été soutenus en Accueil.
- Action 8.3 : Sensibilisation des familles ainsi que des milieux scolaires et de la petite enfance aux bienfaits liés à la pratique d'activités culturelles.
  - Résultat : La campagne de sensibilisation menée en 2019 n'a pas été reprise en 2021-2022.
- Action 8.4 : Enrichissement de la formation des enseignants et des éducateurs pour une meilleure intégration de la dimension culturelle à leur pratique professionnelle.
  - Résultat : 6 projets en cours au 31 mars 2022.
- Action 8.5 : Offre de formation aux artistes et aux travailleuses et travailleurs culturels qui désirent optimiser leur intervention en milieu scolaire.
  - Résultats :
    - Poursuite du projet Place des Arts-Lincoln Center.
    - Fin du projet J'inviterai l'enfance en Montérégie.
- Action 8.6 : Mise en place d'un chantier collaboratif de recherche pour accroître les connaissances sur la relation des jeunes avec la culture (champs d'intérêt, comportements, freins à l'accès, place et retombées de la culture à l'école, etc.)
  - Résultat : Action non débutée.

- Action 8.7 : Mutualisation et partage des connaissances, des expertises et des projets des sociétés d'État en culture qui sont actives dans la relation culture-éducation-famille.
  - Résultat : La Table de concertation fonctionnelle ne s'est pas réunie en 2021-2022.

**Mesure 9 : Améliorer l'offre de sorties et d'activités culturelles dans le parcours éducatif.**

Le budget afférent à cette mesure a été entièrement consacré à l'offre de deux sorties culturelles par année pour chaque élève du préscolaire, du primaire et du secondaire, en collaboration avec le MEQ.

- Les résultats pour 2021-2022 ne sont pas encore disponibles.
- En 2020-2021, dans le secteur public, 29 344 sorties scolaires en milieu culturel ont été réalisées et 919 897 participations d'élèves du préscolaire, du primaire et du secondaire ont été enregistrées.

**Mesure 10 : Soutenir des projets culturels et d'engagement social pour les jeunes Autochtones**

- Action 10.1 : Appui à des projets intégrant les jeunes des Premières Nations et des communautés inuites, et à des projets initiés par eux.
  - Résultat : 5 projets en Développement de carrière ont été soutenus en 2021-2022.
- Action 10.2 : Aide au développement de projets de médiation culturelle.
  - Résultat : aucun projet en 2021-2022.
- Action 10.3 : Intégration professionnelle de ces jeunes dans les milieux artistiques, culturels, communautaires et associatifs.
  - Résultat : Cette action est couverte par l'action portant sur l'appui à des projets intégrant les jeunes des Premières Nations et des communautés inuites, et à des projets initiés par eux.
- Action 10.4 : Participation de ces jeunes à des stages, à des formations, à des séjours professionnels et de perfectionnement valorisant la culture comme levier d'intervention sociale.
  - Résultat : 1 stage en 2021-2022.

Commentaire sur la mesure 11 : La crise sanitaire a laissé peu de marge de manœuvre pour le développement de projets de l'Initiative Cultures et langues autochtones. La mobilité au Québec et au Canada a repris graduellement à partir du mois d'août 2021 et la mobilité internationale uniquement à compter du mois d'avril 2022.

**Mesure 11 : Offrir aux personnes immigrantes et aux personnes nouvellement arrivées au Québec un accompagnement en matière de culture dans les bibliothèques municipales.**

- Action 11.1 : Embauche de médiatrices et médiateurs culturels dans les bibliothèques municipales chargés d'animer des séances d'information sur la culture québécoise.
- Action 11.2 : Accompagnement de groupes lors d'activités culturelles.

- Action 11.3 : Mise sur pied et suivi de projets de loisir culturel avec les personnes immigrantes.
  - Commentaire sur la mesure 11 : La mise en œuvre de la mesure a connu un retard en raison de la refonte du programme d'aide financière du MIFI à l'intention des municipalités et de l'état d'urgence sanitaire. Un projet est actuellement en cours d'analyse pour déploiement à partir de 2022-2023.

**Mesure 12 : Augmenter l'aide gouvernementale destinée à la création et la production.**

- Effets :
  - 12.1 Amélioration du soutien pour encourager l'excellence, l'innovation, le développement des organismes et des entreprises culturelles ainsi que du soutien pour faciliter le cheminement professionnel des artistes.
  - 12.2 Augmentation du montant des bourses et des subventions.
  - 12.3 Augmentation du nombre d'artistes boursiers et du nombre d'œuvres subventionnées.
  - 12.4 Appui aux nouvelles pratiques artistiques, hybrides ou numériques.
  - Résultats :
    - **CALQ**
      - Plusieurs mesures du plan de Relance économique du milieu culturel ont été poursuivies en 2021-2022.
      - Le rapport annuel du CALQ présente, notamment, le total des subventions accordées dans le cadre de ses programmes d'aide financière, le total des bourses accordées et le nombre total de projets soutenus en bourses.
    - **SODEC**
      - Plusieurs mesures du plan de Relance économique du milieu culturel ont été poursuivies en 2021-2022. Le rapport annuel de la SODEC présente, notamment, le montant total investi par le biais de ses programmes d'aide financière et la répartition par domaine.
      - Il y a notamment 2 appels de projets dans le cadre de 2 programmes :
        - Appel de projets – Production d'expériences numériques – volet 1 – Aide aux initiatives innovantes – Programme d'aide aux initiatives innovantes (multisecteur).
        - Appel de projets – Propulsion AGN XR – Initiatives stratégiques – Programme d'aide à l'exportation et au rayonnement culturel des œuvres cinématographiques, télévisuelles et interactives québécoises.

**Mesure 13 : Réviser la loi constitutive de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).**

- Effets :
  - 13.1 Actualisation de la mission et des domaines d'intervention de la SODEC
  - 13.2 Amélioration de l'efficacité de ses instances consultatives
  - 13.3 Modernisation de son fonctionnement et de ses programmes
  - 13.4 Accentuation de l'attention accordée aux régions

- 13.5 Amélioration des services de première ligne destinés aux entreprises culturelles
- 13.6 Officialisation de son mandat de gestion du patrimoine immobilier
- Commentaire sur la mesure 13 : Certaines dispositions de la loi constitutive de la SODEC ont été modifiées dans le cadre de la Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives, notamment la composition de son conseil d'administration et l'actualisation de la dénomination de ses domaines d'activités.

**Mesure 14 : Augmenter le soutien gouvernemental à la diffusion culturelle sur tout le territoire québécois, au Canada et sur la scène internationale.**

- Effets :
  - 14.1 : Augmentation du montant des bourses et des subventions.
  - 14.2 : Augmentation du nombre de productions et d'œuvres québécoises, canadiennes et étrangères diffusées sur tout le territoire, et du nombre de spectacles en tournée.
  - 14.3 : Offre d'une plus grande diversité d'œuvres et de productions québécoises et accès de la population québécoise à un plus grand éventail d'expériences culturelles.
  - 14.4 : Amélioration de l'efficacité de la distribution et de la promotion des produits culturels dans les domaines du cinéma et de la musique.
  - 14.5 : Renforcement des activités de développement de public pour les institutions muséales, les médias communautaires, les bibliothèques publiques, les salons du livre ou des métiers d'art.
  - 14.6 : Élargissement des connaissances sur les meilleures pratiques de promotion et de développement de public, notamment dans l'univers numérique.
- Résultats :
  - **CALQ**
    - Le rapport annuel du CALQ présente, notamment, le total des bourses accordées dans le cadre de ses programmes d'aide financière et des informations relatives au soutien accordé pour l'accueil d'œuvres étrangères.
    - Le CALQ a réalisé les activités suivantes en 2021-2022 : promotion de l'utilisation de l'ISNI (code international normalisé des noms), soutien à l'embauche d'agents de développement numérique (ADN) par les organismes de regroupement et gestion de la mesure Exploration et déploiement numérique.
    - Le CALQ a poursuivi la mise en œuvre de son Plan d'action sur la diffusion des arts de la scène.
  - **SODEC**
    - Le rapport annuel de la SODEC présente, notamment, le montant total investi par le biais de ses programmes d'aide financière, la répartition par domaine et l'ensemble des projets soutenus dans le cadre de ses programmes.
    - La SODEC a soutenu 19 projets ou actions visant l'amélioration de la distribution et de la promotion des produits culturels dans les domaines du cinéma et de la musique.

- La SODEC a également soutenu diverses actions et projets visant la promotion, notamment pour des maisons d'éditions et les librairies, des festivals en cinéma et des distributeurs en cinéma.
- Plusieurs initiatives et projets soutenus par l'entremise de la mesure 14 en 2021-2022 étaient liées à l'amélioration de la promotion et de la diffusion ainsi qu'à la reconquête des publics dans le contexte de la relance suivant la pandémie de la COVID-19.

**Mesure 15 : Renforcer les actions de coopération et accroître la présence du Québec aux forums internationaux.**

- Action 15.1 : Conclusion de partenariats, signature de nouvelles ententes bilatérales de coopération et ajout d'un volet culturel à certaines ententes de coopération déjà existantes.
  - Résultat : 31 projets soutenus en 2021-2022.
- Action 15.2 : Promotion de la diversité des expressions culturelles, en collaboration notamment avec les pays en développement de la Francophonie.
  - Résultat : 4 actions de promotion réalisées en 2021-2022.
- Action 15.3 : Consolidation de l'engagement du Québec auprès de ses partenaires de la Francophonie et de son rôle en matière de culture au sein de l'UNESCO.
  - Résultat : 12 actions de consolidation réalisées en 2021-2022.
- Action 15.4 : Renforcement de la coopération au sein de la Francophonie en vue d'accroître la visibilité des contenus culturels francophones dans l'univers numérique, en incluant TV5.
  - Résultat : 4 actions de renforcement réalisées en 2021-2022.

**Mesure 16 : Mettre en œuvre des solutions concrètes à la problématique de l'emploi, de la rémunération et de la protection sociale des artistes professionnels et des travailleuses et travailleurs culturels.**

- Action 16.1 : Révision des deux lois sur le statut de l'artiste.
  - Résultat (2021-2022) : Poursuite des consultations auprès des associations visées ; rédaction des documents afférents au projet de loi (analyse d'impact réglementaire, mémoire, projet de loi).
  - Prévision 2022-2023 : Le projet de loi #35, Loi visant à harmoniser et à moderniser les règles relatives au statut professionnel de l'artiste a été adopté et sanctionné le 3 juin 2022.
- Action 16.2 : Conclusion d'une entente avec la CNESST pour protéger les artistes du cirque lors de leurs entraînements.
  - Résultat : Publication de l'entente relative au Programme d'entraînement des artistes professionnels des arts du cirque. Programme de protection en cours.
- Action 16.3 : Création d'un guichet unique d'aide et d'accompagnement pour les victimes d'agressions sexuelles et de harcèlement.
  - Résultat : Guichet fonctionnel.
- Action 16.4 : Offre de formation pour sensibiliser l'ensemble du secteur culturel québécois à la prévention des agressions sexuelles et du harcèlement.

- Résultat : Formation *Il était une fois de trop* disponible en ligne.
- Action 16.5 : Mise en œuvre de services d'accompagnement pour faciliter la transition de carrière des artistes des arts de la scène (danse, cirque, théâtre et musique).
  - Résultats (2021-2022) : Financement de Confluence-CV pour le déploiement de six programmes de transition de carrière.  
Poursuite du projet-pilote Pianissimo – Transition de carrière des artistes de la scène.  
Poursuite des travaux de concertation avec le MESS pour bonifier les services offerts par Emploi Québec.
- Action 16.6 : Amélioration de la connaissance des conditions socioéconomiques des artistes et des travailleuses et travailleurs culturels.
  - Résultat :  
Publication du rapport sur la transition de carrière des artistes de la scène du Québec, enjeux et besoins.
- Action 16.7 : Examen de moyens pour améliorer l'accès des artistes et des travailleurs culturels à un régime de retraite, à des assurances collectives et à des mesures fiscales adaptées à leur réalité.
  - Résultats : Rencontres avec les différentes associations d'artistes dans le cadre de la révision de la LSA et du suivi des mesures COVID.  
Rencontre exploratoire avec la CNESST sur les possibilités de protection pour les artistes.
- Action 16.8 : Obtention d'une reconnaissance des métiers traditionnels dans le domaine du bâtiment par l'industrie de la construction et élaboration d'un programme de formation pour assurer la transmission des savoir-faire liés au patrimoine bâti.
  - Résultat : Débutée. Rencontres tenues et partenariats établis avec les principaux acteurs du milieu, campagne de promotion des métiers traditionnels du patrimoine bâti et mise en place d'une Attestation d'études collégiales pour neuf de ces métiers (Conseil des métiers d'art du Québec et cégep du Vieux-Montréal, avec la collaboration du Centre de conservation du Québec).

**Mesure 17 : Bonifier l'accès des artistes et des travailleuses et travailleurs culturels à la formation.**

- Action 17.1 : Examen de l'ensemble de la formation artistique disponible au Québec dans la perspective d'en améliorer la cohérence et l'accessibilité, et création d'un répertoire unifié de l'offre.
  - Résultat : Action non débutée.
- Action 17.2 : Révision du Plan national de formation en métiers d'art (PNFMA).
  - Résultats :
    - Réception de la version finale de l'Étude sectorielle dans le domaine des métiers d'art.
    - Début des travaux avec les membres du comité de coordination du PNFMA.
- Action 17.3 : Création d'un pôle d'excellence en art et créativité numérique regroupant les réseaux de l'enseignement, de la recherche et de la culture ainsi que les entreprises créatives.
  - Résultat : Pôle fonctionnel.

- Action 17.4 : Actualisation de l'engagement tripartite MCC-MESS-CPMT pour assurer la présence de formation continue en culture partout au Québec (Stratégie nationale de la main-d'œuvre).
  - Résultat : Soutien financier accordé pour réaliser des études régionales de besoins et bonifier le salaire des coordonnateurs en formation continue dans les conseils régionaux de la culture.
- Action 17.5 : Bonification du soutien accordé au Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec (CMADQ), à l'École nationale de l'humour et à l'École nationale de cirque.

**Mesure 18 : Mettre en place des actions visant l'égalité entre les femmes et les hommes et l'équité dans le secteur culturel.**

- Action 18.1 : Analyse des facteurs et des situations d'exclusion dans les différents métiers du secteur culturel.
  - Résultat : Liste en cours de réalisation.
- Action 18.2 : Détermination et mise en place d'interventions prioritaires pour améliorer l'accès de toutes et tous aux services, aux programmes, aux emplois, aux réseaux et aux structures décisionnelles en culture, en incluant la représentation dans les espaces publics.
  - Résultat :
    - Sociétés d'État :
      - CALQ : plan stratégique 2018-2022 - orientation 2 : appuyer le déploiement artistique sur les territoires et dans l'espace numérique, plan d'action 2019-2022 sur la diffusion des arts de la scène au Québec.
      - SODEC : déclaration – principes directeurs : L'engagement des industries créatives envers un écosystème de respect, politique d'accessibilité, plan stratégique 2018-2022, objectif 3.1 : bonifier l'accès aux services de la SODEC.
      - MACM : plan d'action de développement durable – action 15 : favoriser la participation de la collectivité aux comités externes du MACM.
    - Compilation des résultats du sondage : pas de progression
- Action 18.3 : Analyse des meilleures pratiques et de leurs retombées sur certains groupes sociaux au sein du secteur culturel, notamment les femmes, les personnes issues de la diversité, les artistes, les travailleuses et les travailleurs culturels vivant avec un handicap, ainsi que sur la relève.
  - Résultat :
    - Sociétés d'État :
      - BAnQ : plan d'action relatif aux services adaptés.
      - CALQ : plan stratégique 2018-2020 – orientation 1 – objectif 3 : accroître la demande d'artistes issus de groupes minoritaires, plan d'action de développement durable 2020-2022 – objectif gouvernemental 4.2 : appuyer et mettre en valeur les activités des organismes communautaires et des entreprises d'économie sociale qui contribuent à l'inclusion sociale et à la réduction des inégalités, plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2022.
      - MNBAQ : plan d'action de développement durable 2021-2022 – action 7 : favoriser un accès grandissant à la programmation éducative et culturelle du Musée pour les personnes issues de milieux défavorisés et les personnes à besoins particuliers, co-construction du plan d'action sur

l'accessibilité du MNBAQ, participation à un projet de recherche sur l'expérience inclusive dans les musées québécois.

MCIV : plan d'action annuel à l'égard des personnes handicapées.

MBAM : programme Le Musée en partage.

SODEC : déclaration – principes directeurs : L'engagement des industries créatives envers un écosystème de respect, politique d'accessibilité, plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2022.

Télé-Québec : plan stratégique 2018-2022 – objectif 2.4.3 : refléter et représenter la diversité culturelle régionale et la multiplicité des propos dans les sujets traités, les personnalités en ondes et les équipes de production et de diffusion.

SPDAM : plan d'action de développement durable 2021-2022 – objectif 2 : avoir une meilleure connaissance de la diversité et développer une vision et une orientation stratégique, plan stratégique 2018-2022 – objectif 6 : augmenter l'offre culturelle aux clientèles à besoins particuliers.

- Suivi travaux ISQ : pas de progression.

### **Mesure 19 : Doter le Québec d'une stratégie gouvernementale en architecture.**

- Effets :
- 19.1 Reconnaissance de la valeur de l'architecture dans la création de milieux de vie de qualité.
- 19.2 Stimulation de l'excellence, de la créativité et de l'innovation en architecture et en design urbain.
- 19.3 Adoption de pratiques exemplaires dans les projets menés par l'État et mise en place de mesures incitatives en ce sens dans les projets qu'il subventionne.
- 19.4 Mise en valeur des savoir-faire et des matériaux québécois.
- 19.5 Qualité et durabilité des constructions.
- Résultat pour l'ensemble de la mesure 19 :
  - Le 6 juin 2022, le gouvernement du Québec dévoile la Politique nationale de l'architecture et de l'aménagement du territoire, intitulée *Mieux habiter et bâtir notre territoire – Vision*. La Politique intègre les contenus de la Stratégie québécoise de l'architecture (SQA) et de la Stratégie nationale de d'urbanisme et d'aménagement des territoires. La Politique sera accompagnée d'un plan de mise en œuvre (PMO) sur 5 ans qui sera déposé pour adoption du gouvernement au printemps 2023. Ce plan proposera des mesures stratégiques et des actions spécifiques en architecture qui contribueront à l'atteinte des effets identifiés pour la mesure 19.

### **Mesure 20 : Améliorer l'attribution du financement public aux festivals et événements en culture.**

- Effet 20.1 : Amélioration de l'adéquation entre la date d'octroi du financement public et la date de la tenue d'activités en culture.
  - Résultat : Le cycle de financement des festivals et événements a été devancé à compter de 2018-2019 pour que l'aide financière soit octroyée avant la tenue du festival ou de l'événement plutôt qu'après.

- Effet 20.2 : Simplification du travail des organisations culturelles par la signature d'ententes pluriannuelles.
  - Résultats :
    - CALQ - L'ensemble des festivals et événements soutenus à la mission sont soutenus sur une base pluriannuelle.
    - SODEC - Toutes les ententes pluriannuelles étaient pour une seule année étant donné qu'un programme révisé entrera en vigueur à partir de 2022-2023.

**Mesure 21 : Favoriser la mise en valeur des composantes culturelles dans les démarches de planification du milieu municipal en matière d'aménagement du territoire.**

- Action 21.1 : Diffusion d'outils d'accompagnement destinés au milieu municipal pour faciliter l'intégration des nouvelles orientations gouvernementales en aménagement culturel du territoire.
  - Résultat : Action non débutée. Les outils d'accompagnement dépendaient de l'adoption de ces orientations qui n'ont pas été adoptées par le gouvernement. Néanmoins, le gouvernement a dévoilé le 6 juin 2022 la Politique nationale de l'architecture et de l'aménagement du territoire. Cette Politique sera accompagnée d'un plan de mise en œuvre. Le projet de Plan de mise en œuvre (PMO) de la Politique propose comme mesure stratégique l'adoption de nouvelles orientations gouvernementales en aménagement du territoire. Le PMO sera déposé au gouvernement pour adoption au printemps 2023.
- Action 21.2 : Accompagnement des municipalités régionales de comté (MRC) pour assurer une meilleure prise en compte des composantes culturelles : paysage, patrimoine bâti, architecture, espace public et art public, en collaboration avec les différents ministères et organismes concernés.
  - Résultat : La formation concernant le guide intitulé *Territoire hérité, habité et légué — l'aménagement culturel du territoire* a été offerte par le MCC à la Table des aménagistes du MAMH le 23 octobre 2019. Plusieurs directions régionales du MCC ont offert cette présentation aux aménagistes des MRC en 2018-2019 et 2019-2020. De plus, les directions régionales du MCC poursuivent leurs démarches d'accompagnement des MRC dans l'aménagement culturel de leur territoire, notamment en concluant avec elles une entente de développement culturel dans le cadre du Programme d'aide aux initiatives de partenariat (PAIP). Au 31 mars 2022, ce sont 38% des MRC ainsi que des villes et agglomérations exerçant certaines compétences qui avaient conclu une telle entente prévoyant des actions en matière d'aménagement culturel du territoire.

**Mesure 22 : Soutenir le développement des entreprises œuvrant en agrotourisme et en tourisme gourmand dont les activités contribuent à mettre en valeur l'identité culinaire québécoise.**

- Effet 22.1 : Accroissement de l'offre en agrotourisme et en tourisme gourmand mettant en valeur l'identité culinaire québécoise.
  - Résultat : 549 entreprises soutenues en 2021-2022 comparativement à 233 en 2020-2021.
- Effet 22.2 : Contribution au positionnement de l'identité culinaire québécoise dans l'offre touristique globale.
  - Résultat : 49 projets collectifs et 168 projets individuels soutenus en 2021-2022.

- Effet 22.3 : Mise en valeur de l'identité culinaire québécoise auprès des consommateurs.
  - Résultat : Recrutement de nouveaux membres économusées et développement de contenu sur l'identité culinaire.

**Mesure 23 : Bonifier le Fonds du patrimoine culturel québécois pour améliorer le soutien à la connaissance, à la protection, à la mise en valeur et à la transmission du patrimoine culturel.**

- Action 23.1 : Investissements pour la restauration d'immeubles patrimoniaux.
- Action 23.2 : Production d'études et d'inventaires, tenue d'activités de diffusion, de sensibilisation et de mise en valeur du patrimoine culturel.
- Action 23.3 : Conception et renouvellement des expositions permanentes dans les institutions muséales.
- Action 23.4 : Planification des désignations d'importants éléments du patrimoine immatériel de la culture québécoise et interventions ciblées pour accompagner ces désignations.
- Action 23.5 : Soutien à la formation en musique et en danse traditionnelles grâce à une enveloppe budgétaire spécifique.
- Action 23.6 : Adoption de mesures particulières concernant les pratiques culturelles traditionnelles autochtones.
- Commentaire sur la mesure 23 : Le gouvernement a accordé un budget de 35,5 M \$ sur 3 ans au Fonds du patrimoine culturel québécois. Les sommes annoncées étaient disponibles à compter de 2020-2021, soit 13,8 M \$ pour 2020-2021, 11,3 M \$ pour 2021-2022 et 10,3 M \$ pour 2022-2023.

**Mesure 24 : Soutenir les communautés qui se mobilisent en faveur de la protection, de la transmission et de la mise en valeur du patrimoine culturel à caractère religieux.**

- Action 24.1 : Bonification de l'aide financière consacrée à la conservation du patrimoine culturel à caractère religieux dans toutes les régions du Québec.
  - Résultat : Bonification et diversification de l'aide financière pour la protection du patrimoine culturel à caractère religieux par l'entremise du programme visant la requalification des lieux de culte excédentaires patrimoniaux. L'aide offerte en 2021-2022 était de 20 M \$ (5 M \$ pour le programme de requalification et 15 M \$ pour le programme de restauration).
- Action 24.2 : Élaboration d'une stratégie de protection des biens mobiliers à caractère religieux.
  - Résultat : Réalisé. Lancement de la Stratégie de protection des biens mobiliers à caractère religieux le 22 novembre 2019.
- Action 24.3 : Recherche d'approches facilitant la conversion de lieux de culte désacralisés ou désaffectés, en particulier les immeubles patrimoniaux protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.
  - Résultat : Réalisé. Dépôt d'un rapport sur la requalification des immeubles à caractère religieux en 2018-2019.

**Mesure 25 : Agir de manière exemplaire dans la gestion du patrimoine culturel de l'État.**

- Action 25.1 : Recours aux meilleures pratiques pour assurer la transmission des éléments de la mémoire collective et de l'identité québécoise aux générations futures.
  - Résultat : Le MCC a développé une méthode d'évaluation des biens patrimoniaux, événements, personnages et lieux historiques ainsi que des éléments du patrimoine immatériel et un guide pour la réalisation, la consignation et la diffusion d'un inventaire du patrimoine immobilier.
- Action 25.2 : Établissement d'une directive gouvernementale concernant la préservation, la restauration et la réhabilitation des immeubles de l'État, en fonction de leur valeur patrimoniale, en cohérence avec la vision de la gestion immobilière du gouvernement du Québec pour la période 2018- 2023.
  - Résultat : La Table de concertation en matière de patrimoine immobilier a été officiellement constituée au printemps 2022. La Table réunit douze\* ministères et organismes, propriétaires d'un parc immobilier important, qui interviennent de façon prédominante dans la gestion du patrimoine immobilier québécois. (\*SCT, MCE, SQI, MAMH, SHQ, MSSS, MEQ, MES, MTMD, MELCCFP, MRNF et MAPAQ).
  - En concomitance aux travaux de la Table, le MCC tient des rencontres en bilatérales avec les M/O, certaines de manière statutaire, notamment avec la SQI et Hydro-Québec.
- Action 25.3 : Adaptation des infrastructures pour assurer la conservation des collections des musées nationaux.
  - Résultat : 15 actions amorcées en 2021-2022.
- Action 25.4 : Réalisation d'un projet majeur pour la gestion des collections archéologiques dans la Capitale-Nationale.
  - Résultat : Démarrage de projet pour un agrandissement des locaux du 1825 rue Semple à Québec.

#### **Mesure 26 : Mettre en œuvre une stratégie de commémoration.**

- Action 26.1 : Définition de principes et d'orientations permettant de structurer les activités de commémoration sur le territoire du Québec.
  - Résultat : Dévoilement de la Stratégie québécoise de commémoration (22 juin 2022), ainsi que la mise en œuvre de la mesure 1 avec l'Appel de projets en soutien aux initiatives de commémoration, et de la mesure 9 avec le dévoilement du *Cadre de référence pour la commémoration gouvernementale*.
- Action 26.2 : Prise en compte de la toponymie, notamment autochtone, dans les activités de commémoration.
  - Résultat : Sans objet. Cette action relève de la Commission de toponymie du Québec.
- Action 26.3 : Coordination des activités de commémoration du gouvernement du Québec.
  - Résultat : Une première rencontre de la Table de concertation interministérielle en commémoration (mesure 5 de la Stratégie) est prévue pour l'hiver 2023. Cette rencontre permettra d'amorcer les travaux pour l'élaboration de la Programmation nationale de commémoration (mesure 8 de la Stratégie).

Commentaire sur la mesure 26 : Le gouvernement a accordé un budget de 6,2 M\$ sur trois ans (2022-2025) pour la mise en œuvre de la Stratégie.

**Mesure 27 : Tirer profit d'une meilleure coordination des services gouvernementaux en culture, en communications et en langue française dans toutes les régions.**

- Effet : Optimisation de la connaissance et de l'utilisation des services gouvernementaux en culture, en communications et en langue française.
- Effet : Diffusion de renseignements sur l'ensemble des services gouvernementaux et accompagnement en matière de développement culturel.
- Effet : Synergie et coordination efficace des interventions gouvernementales.
  - Résultat : Dans le cadre de cette mesure, il était prévu que le MCC mène une réflexion sur l'offre de services publics en culture et en communications dans les régions et sur le rôle des Conseils régionaux de la culture (CRC), qui jouent, entre autres, un rôle de représentation pour le CALQ sur le territoire. Dans cette perspective, le rôle des directions régionales aurait également fait l'objet d'une réflexion. Le MCC devait aussi entamer un exercice d'évaluation nationale des organismes de regroupement, incluant les CRC. Toutefois, avec la crise de la COVID-19, l'exercice a été abandonné. L'action gouvernementale s'est davantage concentrée sur le soutien aux clientèles.
- Il n'y a pas de budget associé à cette mesure.

**Mesure 28 : Établir un nouveau partenariat avec les gouvernements de proximité en matière de culture et de langue.**

- Action : Bonification du budget disponible pour la conclusion d'ententes, y compris avec les communautés autochtones.
  - Résultat : Bonification de 168 % du budget disponible dans le cadre des ententes de développement culturel avec 187 ententes conclues.
- Action : Publication d'un nouveau cadre de référence et d'un nouveau guide d'élaboration d'une politique culturelle municipale.
  - Résultat : Réalisé. Cadre de référence mis à jour et lancement public le 27 septembre 2019.
- Action : Évaluation de la possibilité de déléguer aux MRC certains pouvoirs qui sont détenus par des municipalités en matière de patrimoine.
  - Résultat : Évaluation réalisée.

**Mesure 29 : Contribuer au positionnement de Québec comme ville créative de l'UNESCO.**

- Effet 29.1 : Rayonnement national et international de la ville de Québec comme capitale culturelle.
  - Résultat : 14 projets à portée nationale ou internationale ont été réalisés en 2021-2022.
- Effet 29.2 : Appropriation, par les citoyens et le milieu littéraire, de la désignation de Québec comme ville créative de littérature par l'UNESCO.
  - Résultat : 11 projets visant les citoyens de Québec ont été réalisés en 2021-2022.

- Effet 29.3 : Multiplication des initiatives de maillage entre le numérique en culture, le patrimoine et les arts vivants dans une perspective de développement économique et d'aménagement culturel du territoire.
  - Résultat : L'Entente de développement culturel de la Ville de Québec demeure le principal moyen mis en place pour soutenir le rayonnement de Québec comme ville créative de l'UNESCO.

**Mesure 30 : Appuyer l'essor de grandes institutions culturelles de la capitale nationale.**

- Action 30.1 : Bonification ponctuelle du soutien financier accordé au Musée national des beaux-arts du Québec, au Musée de la civilisation, à la Société du Grand Théâtre de Québec, à l'Orchestre symphonique de Québec et au Capitole de Québec.
  - Résultat : Réalisée. Une aide financière a été octroyée au Capitole de Québec, à l'Orchestre symphonique de Québec, au MNBAQ, au MCIV et à la STGTQ.

**Mesure 31 : Soutenir la Ville de Québec dans sa volonté de diversifier et de bonifier son offre d'événements de grande envergure.**

- Mesure abandonnée : Le 5 M\$ accordé pour la prolongation du Fonds pour les grands événements de la Ville de Québec était uniquement un devancement effectué en 2017-2018 pour l'année 2018-2019. Depuis, le Fonds n'existe plus et il n'y a pas eu de volonté de le prolonger. Cette mesure a donc été abandonnée.

**Mesure 32 : Renforcer la reconnaissance de Montréal comme chef de file en créativité numérique.**

- Action 32.1 : Soutien à la réalisation de projets renforçant les maillages entre le milieu artistique, les industries et le milieu scientifique.
- Action 32.2 : Soutien de projets qui font rayonner la créativité numérique montréalaise et qui suscitent l'interaction avec les citoyens.
- Action 32.3 : Soutien d'initiatives collectives de partage d'expertise, de mise en commun des ressources, de mise en valeur des talents et de diffusion des œuvres numériques ici et à l'étranger.
- Commentaire au sujet de la mesure 32 : La norme du programme Initiatives collaborative art-industrie-savoir en créativité numérique étant en révision à la Ville de Montréal, les sommes de la mesure 32 ont permis de soutenir des projets numériques présentés dans le cadre d'autres appels de projets développés dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal :
  - Programme- Pratique artistique amateur
  - Programme- Médiation culturelle MTL
  - Exposition itinéraire et médiation - 40 ans de culture dans les quartiers

**Mesure 33 : Appuyer l'essor de grandes institutions culturelles de la métropole.**

- Action 33.1 : Bonification ponctuelle du soutien financier accordé au Musée d'art contemporain de Montréal, au Musée des beaux-arts de Montréal, au Musée McCord Stewart, à l'Orchestre Métropolitain et à l'Orchestre symphonique de Montréal.
  - Résultat : L'argent a été octroyé en 2017-2018. Cette bonification ponctuelle a permis le financement de nouvelles initiatives et a contribué à faire rayonner les institutions culturelles du Québec.

**Mesure 34 : Favoriser l'inclusion de mesures culturelles dans les plans d'action des municipalités et des municipalités régionales de comté (MRC) engagées dans la démarche « Municipalité amie des aînés » (MADA) et faciliter leur réalisation.**

- Action 34.1 : Répertorier et promouvoir les bonnes pratiques des municipalités et des MRC en démarche MADA en matière de participation des aînés à une vie culturelle diversifiée.
  - Résultat : Action réalisée. Le guide a été téléchargé 3 757 fois durant la période du 17 janvier 2020 (date de lancement) au 31 mars 2022.
- Action 34.2 : Le ministère de la Famille, en collaboration avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), entend poursuivre le soutien à la réalisation de petits projets d'infrastructures, incluant ceux facilitant la tenue d'activités culturelles destinées aux aînés, pour renforcer l'engagement des municipalités et MRC en cette matière.
  - Résultat : 58 projets d'infrastructures soutenus.

**Mesure 35 : Poursuivre la défense des intérêts du Québec en matière de culture et de langue auprès du gouvernement fédéral.**

- Action 35.1 : Valorisation de la spécificité de l'environnement culturel québécois, en particulier au regard du statut de la langue française, dans le contexte de la révision de la Loi sur la radiodiffusion et de la Loi sur les télécommunications.
  - Résultats :
    - Transmission, au ministre du Patrimoine canadien, d'une copie de la lettre de réponse au CRTC (28 juillet 2021) concernant l'Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2019-90-1.
    - Transmission d'une lettre de félicitations au ministre du Patrimoine canadien (26 octobre 2021) dans laquelle était rappelée l'importance de la révision du cadre législatif sur la radiodiffusion.
    - Le projet de loi en vue de moderniser la Loi sur la radiodiffusion (C-10) est mort au feuillet lors du déclenchement des élections fédérales à l'été 2021. C'est en février 2022 qu'un nouveau projet de loi (C-11) a été déposé par le ministre du Patrimoine canadien.
- Action 35.2 : Participation importante au processus d'examen parlementaire de la Loi sur le droit d'auteur afin de favoriser une rémunération juste et équitable des créateurs et ayants droit.
  - Résultat :
    - Transmission d'une lettre au ministre du Patrimoine canadien (9 avril 2021) dans le cadre de l'examen parlementaire de la Loi sur le droit d'auteur.
- Action 35.3 : Interventions auprès du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes — entre autres lors du processus d'examen des nouveaux modèles de distribution de programmation — afin d'assurer l'épanouissement des créateurs et des industries culturelles québécoises dans l'environnement numérique.
  - Résultat :
    - Une intervention, transmission d'une lettre au CRTC (28 juillet 2021).
- Action 35.4 : Affirmation des positions québécoises dans les forums internationaux, en cohérence avec la Politique internationale du Québec, y compris dans les enceintes commerciales, pour défendre la diversité des expressions culturelles et préserver la capacité du gouvernement du Québec d'adopter et de mettre en œuvre ses propres lois, règlements, politiques et mesures en matière de culture.

- Résultats :
  - Transmission d'une lettre de la sous-ministre du MCC à la sous-ministre de Patrimoine canadien (15 juillet 2021) relativement à l'Accord de partenariat sur l'économie numérique (APEN).
  - Rencontre entre la Direction du commerce international de Patrimoine canadien et la Direction des relations internationales et de l'exportation du MCC (16 février 2022) sur l'APEN.
  - Rencontre entre Affaires mondiales Canada, Patrimoine canadien, le MCC et le MEI sur l'APEN (15 mars 2022).

**Mesure 36 : Assurer l'efficacité et l'équité du système fiscal pour les industries culturelles.**

- Action 36.1 : Création et promotion de mesures fiscales équitables qui favorisent le développement des industries culturelles du Québec, notamment en ce qui a trait au commerce électronique en culture.
  - Action 36.2 : Bonification du crédit d'impôt pour le doublage de films.
  - Action 36.3 : Bonification du crédit d'impôt pour la production d'événements ou d'environnements multimédias présentés à l'extérieur du Québec.
  - Action 36.4 : Élargissement aux plateformes numériques du crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise.
  - Action 36.5 : Instauration d'un crédit d'impôt pour appuyer la transformation numérique des entreprises de la presse d'information écrite.
- Résultats liés aux 5 actions :
    - Le 29 juin 2020, le gouvernement a annoncé l'ajout de pouvoirs discrétionnaires temporaires pour l'administration des mesures fiscales incitatives. Ces pouvoirs permettent à un ministère ou à un organisme, notamment la SODEC, de délivrer exceptionnellement à une personne ou à une société de personnes une attestation, même dans le cas où il y aurait non-respect d'un paramètre sectoriel. L'attestation est délivrée lorsque la personne ou société de personnes est en mesure de démontrer que l'impossibilité à se conformer soit directement attribuable aux mesures prises en place pour pallier les effets de la pandémie de COVID-19.
    - Le 6 novembre 2020, le gouvernement a annoncé des modifications à la législation fiscale en ce qui a trait notamment aux montants d'aide exclus pour assurer un traitement uniforme dans l'application des crédits d'impôt du domaine culturel, dans le contexte où les programmes budgétaires de la SODEC ont été bonifiés de façon importante lors du budget 2020-2021 et dans le cadre du Plan de relance économique pour le secteur culturel. Ainsi, à l'instar d'autres crédits d'impôt culturels, la législation fiscale a été modifiée de façon que le montant d'une aide financière accordée par la SODEC après le 31 mars 2020 ne vienne pas réduire la dépense admissible dans l'application des crédits d'impôt suivants :
      - crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films ;
      - crédit d'impôt remboursable pour la production d'évènements ou d'environnements multimédias présentés à l'extérieur du Québec ;
      - crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livres.
    - Le 21 décembre 2020, le gouvernement a annoncé des modifications à la législation fiscale de façon que, pour l'application du crédit d'impôt remboursable pour soutenir la presse d'information écrite et du crédit d'impôt remboursable pour appuyer la transformation numérique des entreprises de la presse d'information écrite, une société exonérée d'impôt sera une société exclue sauf si elle est une organisation journalistique enregistrée (OJE).

Cette modification avait comme objectifs de s'harmoniser aux conditions du crédit d'impôt fédéral pour la main-d'œuvre journalistique canadienne accordé aux OJE et de contribuer davantage à la sauvegarde de la presse d'information écrite au Québec.

**Mesure 37 : Soutenir le développement de l'entrepreneuriat culturel à l'ère numérique.**

- Action 37.1 : Adaptation du soutien aux différents stades d'évolution des entreprises culturelles, en incluant la diversification des activités.
  - Résultat : Le nombre de nouvelles actions afin d'offrir un soutien adapté aux différents stades d'évolution des entreprises culturelles incluant la diversification des activités : 1 action qui touche 8 présences collectives dans divers marchés permettant de soutenir 101 entreprises. Plusieurs activités en virtuel.
- Action 37.2 : Aide pour l'adaptation des entreprises culturelles aux nouvelles technologies.
  - Résultat : Nombre de nouvelles actions/projets développés pour soutenir l'adaptation aux nouvelles technologies : 2 actions en affaires internationales, soit 2 soutiens en développement numérique (16 entreprises) et 4 soutiens en découvrabilité (26 entreprises).
- Action 37.3 : Appui aux entreprises culturelles pour la tenue d'activités, notamment celles liées à l'accueil de nouvelles clientèles.
  - Résultat : S.O.
- Action 37.4 : Financement des entreprises culturelles à leurs différents stades de développement. La SODEC a poursuivi l'analyse des demandes de financement reçues des entreprises culturelles. L'information a été fournie par un tiers et ne peut être communiquée en vertu des articles 23 et 24 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.
- Action 37.5 : Stimulation de l'entrepreneuriat culturel partout au Québec, plus particulièrement auprès de la relève entrepreneuriale.
  - Résultat : Entente avec La Piscine pour soutenir la clientèle dans leurs problématiques entrepreneuriales dans toutes les régions. Entente avec le CTEQ pour le transfert et la relève d'entreprise. Entente avec FCTMN pour l'entrepreneuriat au féminin. Entente avec XN Québec pour l'incubation.
  - Affaires internationales : 6 activités d'accompagnement d'entreprises Sodec\_Lab ou partenariats pour le soutien d'un total de 131 entreprises.

**Mesure 38 : Faire rayonner les entreprises exemplaires qui misent sur la culture comme levier de développement économique et de responsabilité sociale.**

- Action 38.1 : Recensement, en dehors du domaine culturel, d'entreprises répondant à ces critères.
  - Résultat : Mesure abandonnée.
- Action 38.2 : Constitution d'un répertoire fonctionnel sur le Web pour la mise en valeur et la promotion des entreprises sélectionnées.
  - Résultat : Mesure abandonnée.

- Commentaire au sujet de la mesure 38 : Le MEI, ministère responsable, a aboli l'action en raison d'un manque d'effectifs à la suite d'une réorganisation.

**Mesure 39 : Accroître la diffusion de contenus culturels francophones.**

- Effet 39.1 : Bonification de l'offre de contenus sur le site telequebec.tv.
- Effet 39.2 : Amélioration des capacités technologiques du site telequebec.tv.
- Effet 39.3 : Accessibilité technologique adaptée aux habitudes de consommation de la population québécoise.
- Effet 39.4 : Positionnement du site telequebec.tv à la hauteur de ses principaux concurrents.
- Commentaire sur la mesure 39 : Fin de la mesure en 2020-2021.

**Mesure 40 : Stimuler l'exportation, le rayonnement et la découvrabilité des œuvres ainsi que des productions culturelles québécoises.**

- Action 40.1 : Renforcement du soutien aux tournées ainsi qu'à la diffusion et à l'exportation des productions culturelles québécoises.
  - Résultats :
    - CALQ : Le montant prévu n'a pu être engagé en raison de la pandémie de la COVID-19 (de nombreux déplacements et projets de diffusion à l'extérieur du Québec ont été annulés). En 2021-2022, un montant de 335 565 \$ a été engagé dans le contexte de la réouverture de la *Mesure d'aide à la coproduction internationale*.
    - SODEC : 51 tournées d'artistes québécois. À noter que plusieurs déplacements à l'extérieur du Québec ont été annulés en raison de la pandémie.
- Action 40.2 : Augmentation du soutien à la mobilité hors Québec des artistes et des entreprises et organismes culturels.
  - Résultats :
    - CALQ : Le montant prévu n'a pu être engagé en raison de la pandémie de la COVID-19 (de nombreux déplacements et projets de diffusion à l'extérieur du Québec ont été annulés).
    - SODEC : Les montants attribués pour cette action en 2021-2022, ont été alloués aux mesures 40.1 (Renforcement du soutien aux tournées ainsi qu'à la diffusion et à l'exportation des productions culturelles québécoises) et 40.5 (Soutien à des projets de traduction).
- Action 40.3 : Création de vitrines culturelles et accentuation des présences collectives à l'étranger.
  - Résultat : 81 vitrines culturelles et présences collectives à l'étranger en 2021-2022.
- Action 40.4 : Dotation d'une enveloppe d'aide à la coproduction internationale.
  - Résultat :
    - SODEC : Les montants attribués pour cette action en 2021-2022, ont été alloués aux mesures 40.1 (Renforcement du soutien aux tournées ainsi qu'à la diffusion et à l'exportation des productions culturelles québécoises) et 40.5 (Soutien à des projets de traduction).
- Action 40.5 : Soutien à des projets de traduction.

- Résultat : 60 projets de traduction d'œuvres soutenus en 2021-2022.
- Action 40.6 : Renforcement des services offerts aux milieux culturels par les représentations du Québec à l'étranger.
  - Résultat : 249 actions soutenues en 2021-2022.
- Action 40.7 : Financement de l'acquisition de droits pour une diffusion multiplateforme provinciale, nationale et internationale de contenus culturels.
  - Résultat : un financement additionnel pour l'acquisition des droits d'émissions québécoises destinées à être diffusées sur TV5 Monde a été octroyé par le Ministère.
- Action 40.8 : Aménagement de nouvelles installations et acquisition d'équipement à la Délégation générale du Québec à Paris pour permettre une promotion plus efficace de la créativité, de la culture, du savoir et de la spécificité du Québec, et en renforcer l'attractivité.
  - Résultat : Aucune action en 2021-2022.

#### **Mesure 41 : Bonifier et prolonger le Plan culturel numérique (PCNQ)**

- Action 41.1 : Accroissement de la présence des contenus culturels et patrimoniaux québécois dans l'espace numérique.
  - Résultat : Action abandonnée.
- Action 41.2 : Élaboration d'une stratégie de visibilité, de découvrabilité et de promotion des contenus culturels québécois francophones sur les réseaux numériques.
  - Résultat : Lancement en novembre 2020 de la stratégie conjointe France-Québec sur la découvrabilité.
- Action 41.3 : Accompagnement du secteur culturel dans son appropriation du numérique.
  - Résultat : 49 agents de développement culturel numérique ont été déployés.
- Action 41.4 : Soutien à des projets de mutualisation des connaissances, des données et des ressources dans le réseau de la culture.
  - Résultat : Trois des quatre projets soutenus sont terminés.
- Action 41.5 : Appui à la médiation et à la participation à la culture, notamment des jeunes, grâce aux outils et aux pratiques numériques.
  - Résultat : La création d'une Vitrine de l'offre culturelle numérique afin que les organismes culturels puissent mettre en valeur leurs contenus culturels numériques (CCN) et leurs ressources éducatives numériques (REN) auprès des écoles primaires et secondaires suit son cours.

## Annexe 2 - Sommes dépensées en 2022-2023 au 28 février 2023

Mesures/actions		Dépense probable (en millier)
1	Centrer l'approche gouvernementale en matière de langue française sur la promotion et la valorisation et sur ses liens indissociables avec la culture	39,6
2	Encourager la pratique du loisir culturel et les initiatives utilisant la culture comme outil d'intervention sociale	1 500
3	Enrichir l'éventail des activités et des services adaptés aux besoins des personnes handicapées, immigrantes ou en situation de pauvreté qu'offrent les sociétés d'État en culture	600
4	Encourager la tenue d'activités collaboratives citoyennes menant à la diffusion et la mise en valeur de documents patrimoniaux québécois sur le Web	36,5
5	Offrir aux Québécoises et aux Québécois l'accès gratuit aux musées un dimanche par mois	1 050
6	Moderniser le programme Mécénat Placement Culture	Mesure terminée
7	Encourager la philanthropie culturelle par des mesures fiscales	ND
8	Conclure une nouvelle alliance culture-éducation-famille	3 535,7
9	Améliorer l'offre de sorties et d'activités culturelles dans le parcours éducatif	ND
10	Soutenir des projets culturels et d'engagement social pour les jeunes Autochtones	80,1
11	Offrir aux personnes immigrantes et aux personnes nouvellement arrivées au Québec un accompagnement en matière de culture dans les bibliothèques municipales	366,7
12	Augmenter l'aide gouvernementale destinée à la création et la production	14 100
13	Réviser la loi constitutive de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)	Mesure terminée
14	Augmenter le soutien gouvernemental à la diffusion culturelle au Québec	7 700
15	Renforcer les actions de coopération et accroître la présence du Québec aux forums internationaux	312,3
16	Mettre en œuvre des solutions concrètes à la problématique de l'emploi, de la rémunération et de la protection sociale des artistes professionnels et des travailleuses et travailleurs culturels	238,4
17	Bonifier l'accès des artistes et des travailleuses et travailleurs culturels à la formation	680
18	Mettre en place des actions visant l'égalité entre les femmes et les hommes et l'équité dans le secteur culturel	Mesure terminée
19	Doter le Québec d'une stratégie gouvernementale en architecture	Mesure terminée
20	Améliorer l'attribution du financement public aux festivals et événements en culture	Mesure terminée
21	Favoriser la mise en valeur des composantes culturelles dans les démarches de planification du milieu municipal en matière d'aménagement du territoire	Mesure terminée
22	Soutenir le développement des entreprises œuvrant en agrotourisme et en tourisme gourmand dont les activités contribuent à mettre en valeur l'identité culinaire québécoise	Mesure terminée
23	Bonifier le Fonds du patrimoine culturel québécois pour améliorer le soutien à la connaissance, à la protection, à la mise en valeur et à la transmission de ce patrimoine	6 919
24	Soutenir les communautés qui se mobilisent en faveur de la protection, de la transmission et de la mise en valeur du patrimoine culturel à caractère religieux	5 000
25	Agir de manière exemplaire dans la gestion du patrimoine culturel de l'État	102,2
26	Mettre en œuvre une stratégie de commémoration	Mesure terminée
27	Tirer profit d'une meilleure coordination des services gouvernementaux en culture, en communications et en langue française qui sont offerts dans toutes les régions	Mesure terminée
28	Établir un nouveau partenariat avec les gouvernements de proximité en matière de culture et de langue	1 713,2
29	Contribuer au positionnement de Québec comme ville créative de l'UNESCO	Mesure terminée
30	Appuyer l'essor de grandes institutions culturelles de la capitale nationale	2 800
31	Soutenir la Ville de Québec dans sa volonté de diversifier et de bonifier son offre d'événements de grande envergure	Mesure terminée
32	Renforcer la reconnaissance de Montréal comme chef de file en créativité numérique	Mesure terminée

Mesures/actions		Dépense probable (en millier)
33	Appuyer l'essor de grandes institutions culturelles de la métropole	-
34	Favoriser l'inclusion de mesures culturelles dans les plans d'action des municipalités et des municipalités régionales de comté engagées dans la démarche Municipalité amie des aînés (MADA) et faciliter leur réalisation	Mesure terminée
35	Poursuivre la défense des intérêts du Québec en matière de culture et de langue auprès du gouvernement fédéral	Mesure terminée
36	Assurer l'efficacité et l'équité du système fiscal pour les industries culturelles	ND
37	Soutenir le développement de l'entrepreneuriat culturel à l'ère numérique	3 500
38	Faire rayonner les entreprises exemplaires qui misent sur la culture comme levier de développement économique et de responsabilité sociale	Mesure abandonnée
39	Accroître la diffusion de contenus culturels francophones	-
40	Stimuler l'exportation, le rayonnement et la découvrabilité des œuvres ainsi que des productions culturelles québécoises	3 562,5
41	Bonifier et prolonger le Plan culturel numérique du Québec (PCNQ)	2 414,2
Grand total		<b>56 250,4</b>

ND : données non disponibles